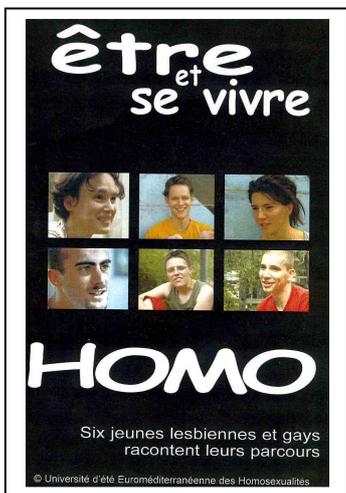
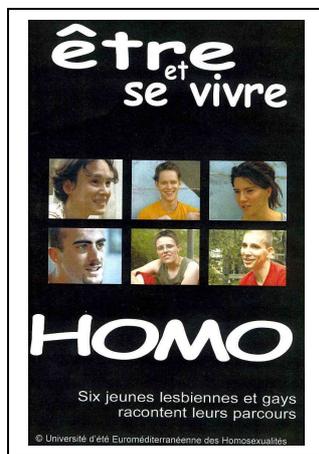
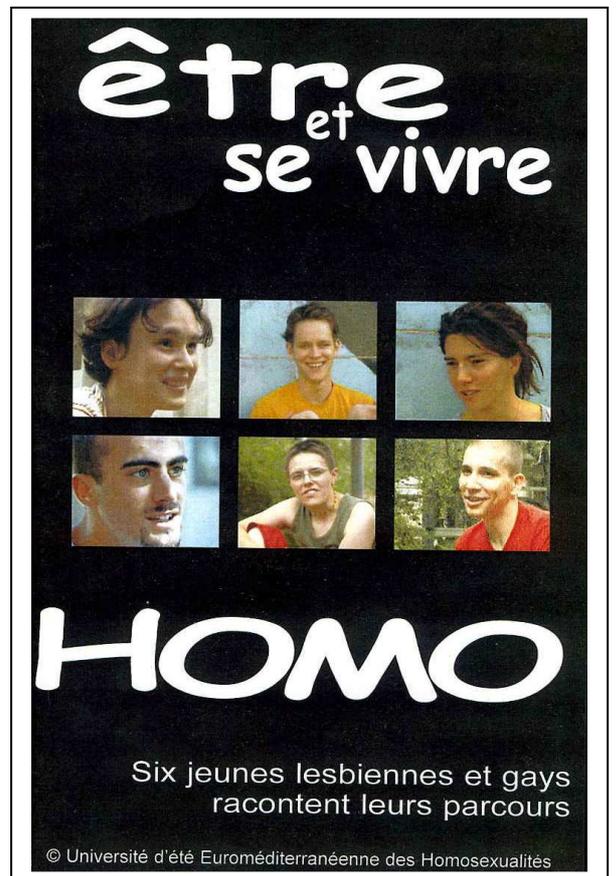


JEUNES

ET HOMOS

SANTÉ



COLLOQUE

UEEH 2001



LE POIDS
DE LA CULTURE
DOMINANTE
ÉCRASE CEUX
QUI APPARTIENNENT
À UNE MINORITÉ.

LA FAMILLE
ENTRE REFUGE
ET PRISON



L'OUVERTURE
SUR
LES AUTRES
DIFFÉRENCES

SOMMAIRE

En ce début de JOURNEE

Marie Louise BALDACCI – Monique VENTURINI P. 7/9

Ouverture du COLLOQUE

Robert SIMON P. 7/9
Gilles GARNIER P. 10/11
Patrick ALLEMAND P. 12
Christian SAOUT P. 13/16
Marie Louise BALDACCI – Bruno POMMIER P. 17

Les JEUNES et L’AFFIRMATION de SOI

HOMOPHOBIE ET IDENTITE (Florence LEROY-FORGEOT) P. 20/22
L’HOMOPHOBIE, CE DOULOUREUX PROBLEME (Daniel BORRILLO) P. 23/27

AFFIRMATION de SOI : CHEMINEMENT et SOUFFRANCE

LA DICTATURE DU COMING-OUT (François DELOR) P. 30/31
LA NOTION D’ESTHETIQUE – LA DEPRESSION (François DELOR) P. 32/33
Quelques questions P. 34/43

HOMOPHOBIE et SUICIDE

L’UTILITE D’UNE LIGNE D’ECOUTE (René Paul LERATON) P. 46/47
HOMOPHOBIE ET IDENTITE (Michel DORAIS) P. 48/53
Quelques questions P. 54/57

SEXUALITE : question de SOCIETE et de SANTE

ENQUETE JEUNE (Brigitte LHOMOND) P. 60/64
ENQUETE JEUNE DU CGL PARIS (Brigitte LHOMOND) P. 65/66
Quelques questions P. 67/69

HOMOPHOBIE : EDUCATION et FAMILLE

Jean Paul MARTIN P. 72/73
Soni MAROTE – Caroline GRECO – Carla BRUNI – BENJAMIN P. 74/76
Quelques questions P. 77/83

En cette fin de JOURNEE

Jacques FORTIN P. 87

En ce DEBUT de JOURNEE

Marie Louise BALDACCI

Nous vous remercions tous et toutes d'être venus si nombreux à ce colloque jeune. Nous allons vous présenter nos intervenants de début de matinée qui sont des représentants des ministères et des collectivités territoriales.

C'est ainsi que vont intervenir Monsieur Robert Simon qui est chef de bureau à la Direction Générale de la Santé, Madame Venturini qui est représentante de la mairie de Marseille, Monsieur Gilles Garnier qui est chef de cabinet de madame Marie- Georges Buffet, la Ministre de la jeunesse et des Sports, Monsieur Allemand qui est le premier vice-président de la région Provence Alpes Côte d'Azur, et aussi monsieur Christian Saout qui est lui président national de l'association *Aides*. Voilà, je vais passer la parole donc à Madame Venturini.

Monique VENTURINI

Bonjour, je représente aujourd'hui Jean Claude Gaudin notre maire de Marseille. Je voulais seulement vous dire à quel point il est très heureux de vous accueillir tous ici, hommes et femmes, qui allez longuement réfléchir, qui allez débattre. Il est important de savoir combien cette ville est une ville phare de tolérance. Et il est important de vous dire que vous allez tous obligatoirement être fiers de cette semaine que vous allez passer tous ensemble. Je remercie les collectivités et les représentants de l'Etat qui vous accompagnent. Et mon rôle est de vous dire de grandes phrases de bienvenue dans cette ville de Marseille. Alors, soyez fiers et travaillez intensément. Merci.

OUVERTURE du COLLOQUE

Robert SIMON

Je suis heureux, au nom de Bernard Kouchner de participer à l'ouverture de ce colloque. Il a tenu à être représenté au cours de cette manifestation importante pour l'*Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités* et également pour notre ministère. Je voudrais vous dire pourquoi le Ministère de la Santé considère la santé des jeunes comme prioritaire, puis expliquer comment nous abordons cette question, et enfin m'attarder plus longuement sur la manière dont nous voyons à la Direction Générale de la Santé la question de la santé des jeunes homosexuels. Je souhaiterais que mon intervention soit pour vous l'occasion de mieux voir comment vous pouvez agir sur ces questions. Auparavant, je voudrais préciser mon vocabulaire. Quand je dis "homosexuels", j'embrasse les gays, les lesbiennes, les bisexuels et les transgenres. Tous ceux qui peuvent rencontrer des difficultés du fait de leur orientation sexuelle.

Que peut-on DIRE de la SANTE des JEUNES ?

Quand on compare les indicateurs de santé des jeunes Français à ceux des autres pays de l'Union Européenne, les indicateurs ne sont pas bons. Des études ont montré que 75% souffrent d'anxiété, et qu'ils sont ceux qui consomment le plus de somnifères. Cette souffrance se traduit souvent dans des comportements à risque. Même s'il y a une baisse de la consommation de tabac et d'alcool, Les accidents de circulation et les suicides sont les deux premières causes de mortalité entre 15 et 24 ans. Ce ne sont là que quelques-uns des problèmes qui ont conduit Bernard Kouchner à faire de la santé des jeunes une des priorités de la santé publique. Ceci dit, je ne vais pas vous présenter toutes les actions que nous menons, mais vous dire comment et avec qui nous travaillons afin que vous puissiez trouver le niveau où vous pouvez intervenir dans votre région. A ce propos, je voudrais mettre l'accent sur l'importance du niveau régional dans la programmation des actions de santé publique. Et pour cela il faut connaître deux outils de programmation : les PRS et les PRAS.

- **Les PRS** sont les Programmes Régionaux de Santé. Depuis 1996 les régions ont été invitées à définir des programmes régionaux de santé sur les thèmes qu'ils leur semblaient prioritaires. Six ont choisi de travailler prioritairement sur la santé des jeunes, à savoir la région Provence Alpes Côte d'Azur, la Picardie, l'Aquitaine, le Nord pas de Calais, le Languedoc Roussillon et l'Ile de France.
- **Les PRAS** est les Programmes Régionaux d'Accès à la Prévention et aux Soins pour les Personnes en Situation de Précarité. Lorsque ces programmes régionaux ont été établis (en 2000), il est apparu que dans toutes les régions, toutes considéraient que le public prioritaire c'était les jeunes. Donc toutes mettent l'accent sur les actions en faveur des jeunes en situation de précarité.

Le principe de démocratie sanitaire défini par Bernard Kouchner veut que les politiques de santé soient définies et mises en œuvre en concertation avec les personnes concernées. En matière de santé des jeunes, il existe le Conseil Permanent de la Jeunesse et des Conseils Départementaux de la Jeunesse. Nous travaillons avec les structures qui accueillent les jeunes comme les missions locales d'accueil et d'insertion, les foyers de jeunes travailleurs, les 1 500 points d'information jeunesse et les services de l'Etat concernés par la santé des jeunes.

Les ACTIONS MENEES en DIRECTION des JEUNES HOMOS

C'est à travers cette épidémie que durant les années 80 les autorités sanitaires françaises commencèrent à s'intéresser aux jeunes gays. Ce travail de prévention des MST et du VIH est encore une des priorités de la stratégie française de prévention du sida. Notamment du fait du relâchement des comportements de prévention. L'enquête presse gay de 2001 a montré que 23% des personnes déclarent des pénétrations anales non protégées avec des partenaires occasionnels, la plus forte hausse des pratiques à risque concernant les moins de 25 ans. C'est pourquoi la division sida de la DGS veut créer de nouveaux partenariats avec les réseaux associatifs de jeunes afin de réécrire avec eux les outils de prévention. Au niveau départemental, nous finançons des associations qui organisent des actions de proximité (information, soutien aux personnes atteintes...). Et au niveau national, nos actions tournent autour de la prévention dans les établissements gays, l'aide à l'édition de brochures de prévention, le soutien aux associations, la formation d'intervenants et le financement de ligne d'écoute téléphonique.

Mais aujourd'hui nous considérons que les jeunes gays ne rencontrent pas que ce problème du sida et nous voulons aborder d'autres problèmes qui ont une répercussion sur leur santé. Nous aimerions aussi développer un travail en direction des lesbiennes qui trop souvent négligent leurs problèmes de santé. C'est pour cela que j'ai suggéré l'an dernier aux organisateurs de l'*Université Euroméditerranéenne des Homosexualités* d'aborder à l'occasion de l'*Université d'Eté* la question de la santé des jeunes. Et notre ministère a décidé de soutenir financièrement cette initiative. Je suis heureux que cette journée soit l'occasion de faire émerger le problème de la souffrance psychique liée à l'homophobie et de ses dégâts sur la santé, et de parler de la lutte contre l'homophobie. L'homophobie rencontrée par des gays et des lesbiennes les conduit à des comportements d'autodestruction, à des comportements suicidaires. Les situations décrites par le chercheur québécois Michel Dorais (dans son livre "*Mort ou fi*") qui vous seront présentées cette après-midi peuvent se retrouver en France ou dans les autres pays de la zone euroméditerranéenne. Les statistiques de mortalité montrent que le suicide touche la France bien plus que la plupart des autres pays. Chaque année, on compte en France quelques 12 000 suicides et 200 000 tentatives. Les pouvoirs publics se sont donnés comme objectif de passer sous la barre des 10 000 suicides par an. Mais ce n'est pas quelque chose qui se décrète, cela nécessite une action de terrain qui prend des formes très diverses. C'est ainsi que 12 régions (sur 26) ont décidé de faire de la prévention du suicide leur priorité de santé publique.

L'HOMOPHOBIE comme FACTEUR de RISQUE

Le phénomène n'a jamais été étudié dans notre pays. Nous ne savons donc pas dans quelle mesure les résultats des études menées dans d'autres pays, notamment aux Etats-Unis, sont également valables en France. Les conséquences de l'homophobie sur la santé sont telles moins graves en France ? Cela reste à étudier. Le taux de suicide parmi les jeunes homos serait, selon ces études, très supérieur à celui du suicide chez les jeunes hétéros. Malgré l'absence de données quantitatives, nous voulons (à la Direction Générale de la Santé) avoir un comportement de prévention et nous voulons agir. Nous voulons agir pour trois raisons.

- Même si l'homophobie n'était la cause que du suicide de quelques jeunes garçons et de quelques jeunes filles par an, il faut agir sur cette cause comme sur les autres. Il nous faut encourager toutes les initiatives de prévention du suicide et évaluer leur impact.
- Ensuite, le suicide est l'expression extrême d'un profond mal-être, d'une souffrance psychologique que nous ne pouvons plus ignorer. La magnifique cassette italienne diffusée par *Contact*, tout comme le film réalisé l'an passé par l'*UEEH* (avec l'aide financière de la DDASS des Bouches du Rhône) montre cette souffrance psychique vécue par beaucoup de jeunes homos. Nous devrions essayer de comprendre comment l'homophobie vécue peut conduire certains à l'alcoolisme, à l'usage abusif de drogue, au refus de se protéger dans les relations sexuelles ou toutes autres formes d'atteintes à leur potentiel de vie. Nous devrions aussi étudier la souffrance psychologique vécue par les parents des jeunes homosexuels, et mieux connaître les formes de l'homophobie et mettre en place les mécanismes de lutte contre elles.
- Enfin, de manière générale il y a un lien entre violation des droits de l'homme et santé, que toutes les discriminations, toutes les exclusions ont un impact sur la santé.

Nos MODES D'ACTION

Maintenant que je vous ai dit pourquoi nous voulons agir, je souhaiterais vous présenter nos différents modes d'action. Je voudrais d'abord parler de la question du suicide, puis aborder les diverses actions que nous avons engagées afin de faire reculer l'homophobie dans ce pays. Tout d'abord en terme de connaissance de la souffrance psychologique liée à l'homophobie, nous avons soutenu dès le départ (en 1999) avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports le projet d'étude sur la santé des jeunes homosexuels et notamment sur leurs idées suicidaires présenté par le *Centre Gay et Lesbien*. Deux chercheurs de renom, Brigitte Lhomond et Michael Stewart ont contribué à ce projet. 1 170 jeunes ont répondu à un long questionnaire. L'analyse de leur réponse est aujourd'hui en cours. Nous aurions également besoin d'études semblables à celle de Michel Dorais sur le suicide des jeunes garçons homosexuels, mais aussi sur les suicides et tentatives de suicides des jeunes lesbiennes. La question du lien entre suicide et homophobie sera à l'ordre du jour du colloque organisé le 5 février 2002 dans le cadre de la Journée Nationale de Prévention du Suicide. J'invite ceux d'entre vous qui veulent agir sur ce terrain à s'inscrire à cette journée organisée par l'Union Nationale de Prévention du Suicide. Vous pouvez aussi vous associer aux travaux des comités départementaux ou régionaux de prévention du suicide dont vous pourrez trouver les coordonnées auprès de votre Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

En matière de lutte contre l'homophobie il existe différents axes de travail, comme l'éducation sexuelle, le développement d'une offre de formation, le soutien à la vie associative et le développement de l'écoute, l'encouragement à des publications et enfin la recherche. Mais il y a d'autres voies à explorer, comme le vote d'une loi pénalisant les propos homophobes. Je voudrais attirer votre attention sur la loi du 4 juillet 2001 relative à la contraception et l'interruption volontaire de grossesse, qui comporte un article qui demande qu'au moins trois heures d'éducation à la sexualité soient organisées chaque année dans les établissements scolaires (du primaire jusqu'à la fin du secondaire). Une éducation à la sexualité qui présente l'homosexualité comme une des manières de vivre sa sexualité sera utile pour les jeunes (homos comme hétéros), elle apportera une aide essentielle à tous ceux qui se sentent directement concernés et fera reculer l'homophonie.

PREMIER AXE DE TRAVAIL : Nous avons commencé à travailler avec le Ministère de l'Education Nationale sur la manière de développer, en application de cette loi, l'éducation à la sexualité au sein des établissements scolaires. Mais comment le faire, comment procéder ? Quelle place accorder aux associations, notamment aux associations de jeunes ? Quels outils élaborer ? Chacun d'entre vous peut participer à cette réflexion, au sein d'associations ou par vos contacts avec les chefs d'établissements scolaires. Si Jacques Lang a accepté de patronner le colloque d'aujourd'hui, c'est qu'il est convaincu, comme nous, de la nécessité d'avoir dans les établissements scolaires (du primaire à l'enseignement supérieur) une meilleure écoute des jeunes gays et des jeunes lesbiennes, et que l'école est un lieu qui doit protéger les enfants contre toutes les formes de discrimination. Sur l'impulsion de Ségolène Royale puis de Jacques Lang, Les têtes de l'Education Nationale commencent à parler de l'homosexualité et de la nécessité de lutter contre l'homophobie. Toujours sur le plan de l'éducation à la sexualité nous avons introduit une association homosexuelle au sein du CSISC. C'est-à-dire du Conseil Supérieur d'Information sur la Sexualité et la Contraception.

DEUXIÈME AXE DE TRAVAIL : Nous soutenons un programme (expérimental) qui consiste en une journée de formation destinée aux professionnels du secteur sanitaire, social et éducatif. Si vous connaissez des gens qui seraient intéressés par cette formation de sensibilisation ("Hétérosexualité, bisexualité, quels rapports ?") vous pouvez les inviter à s'adresser à la DDASS de leur département. Nous étudierons aussi les programmes de formation qui ont été présentés *FAG*, dimanche dernier à l'*Université d'Eté*. Par ailleurs, nous examinerons avec le Ministère de l'Education Nationale et quelques instituts de formation des maîtres comment former le personnel de l'Education Nationale. Enfin des recherches sur la manière d'impliquer des adultes en contact avec des jeunes pour une meilleure prise en compte des difficultés des jeunes homos nous seraient également utile.

TROISIÈME AXE DE TRAVAIL : En matière d'associations de jeunes homosexuels, nous pouvons aider à un travail de mise en réseau et soutenir des actions de formation. Dans l'attente de la création d'une fédération de ces associations qui est toujours utile pour une administration centrale. Les *UEEH* pourraient être le lieu de la mise en réseau (au niveau national, voir international) pour favoriser l'échange d'expériences. Les associations de jeunes comme les autres associations peuvent proposer à leur DDASS régionale des projets à financer sur des crédits santé des jeunes.

Enfin, en matière d'écoute téléphonique nous prévoyons de renforcer l'année prochaine les moyens du service d'écoute du *Fil Santé Jeune*, ainsi que le travail plus spécifique de la *Ligne Azur* en direction des jeunes qui s'interrogent sur leur orientation sexuelle. Nous sommes également prêts à étudier toutes les propositions concernant les publications en direction des jeunes. Et enfin nous estimons avoir besoin d'un développement du travail, de recherche sur les modes de vie homosexuels. Nous serions heureux de voir les études sur sexualités et genres se développer en France. Nous soutiendrons, quant à nous, auprès des organismes compétents, toute démarche cohérente et concertée dans ce domaine.

En CONCLUSION

Je voudrais remercier les organisateurs de l'*Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités* du travail qu'ils font depuis maintenant plus de vingt ans. Votre combat pour la dignité, la solidarité contre les discriminations mérite le soutien des pouvoirs publics. C'est ce soutien du ministre délégué à la santé que j'ai voulu signifier ce matin. Je suivrai avec beaucoup d'attention le contenu de cette journée, je sais qu'elle sera riche et qu'une fois de plus l'*UEEH* aura fait avancer la réflexion et l'action. Je vous remercie de votre attention, merci à tous et à toutes.

Gilles GARNIER

Bonjour. Je ne reprendrais pas nombre des propos qui ont été tenus par Robert Simon juste avant moi, car il a fait la démonstration qu'un travail interministériel était essentiel

sur les questions relatives à la santé des jeunes, en particulier sur celle des jeunes gays et des jeunes lesbiennes. Il est vrai qu'au Ministère de la Jeunesse et des Sports nous n'avons pas votre antériorité, monsieur le représentant du Ministre de la Santé, pour travailler sur ces différentes questions, en particulier avec les associations de jeunes et les associations de gays et de lesbiennes. C'est un dossier qui, soyons clairs, avant 1997 était totalement inconnu au sein du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Pour la simple et bonne raison que notre ministère considérait que les associations de jeunes gays et de jeunes lesbiennes, que les associations gays et/ou lesbiennes dans leur ensemble n'étaient pas des partenaires traditionnels. Pour changer cela il fallait un certain nombre d'actes symboliques, et je crois que la visite de Madame Buffet au *Centre Gay et Lesbien* ou encore l'inauguration des locaux du *MAG* à Paris, ainsi qu'un certain nombre de prises de position ont permis d'entamer une vraie concertation avec ces différentes associations.

Ceci dit, il fallait aussi qu'il y ait nécessité d'un travail collectif et que les associations de jeunes homos soient représentées dans toutes les instances officielles. A l'exemple de cette structure que nous avons au sein du Ministère de la Jeunesse et des Sports, c'est-à-dire le Conseil Permanent de la Jeunesse et les Conseils Départementaux de la Jeunesse. L'implication de ces jeunes filles et de ces jeunes gens dans les conseils départementaux en soi est quelque chose de véritablement très important, et de largement plus important que leur nombre au sein de différents conseils. Et ce qui est très fort, c'est que la commission santé du conseil permanent et les différentes missions santé des conseils départementaux ont très tôt inscrit dans leur préoccupations toutes les questions que vous avez bien voulu rappeler, à savoir les questions concernant le suicide des jeunes, celles concernant les maladies sexuellement transmissibles ainsi que le sida, et les différentes discriminations.

Je dois dire que j'ai aussi été très heureux hier (notamment au cours d'un atelier) d'entendre de la bouche d'un certain nombre d'entre vous que cette *Université d'Eté des Homosexualités* s'inscrivait dans une démarche d'éducation populaire. Et dans cette belle maison, dans ce beau ministère qui est le Ministère de la Jeunesse et des Sports nous avions toujours oublié que nous avions un trépied composé du Ministère de la Jeunesse, du Ministère des Sports mais aussi du Ministère de l'Education Populaire. Et l'idée même de l'*Université d'Eté*, l'idée même de vous retrouver ici, pendant toute une semaine, chacun avec votre cheminement, avec vos expériences (associatives, syndicales, citoyennes ou autres) permet d'arriver à un langage commun, et également d'arriver, au-delà des nécessaires conflits et débats qui vous traversent, à positionner un certain nombre de revendications pas seulement face mais aussi en coopération avec les pouvoirs publics. Et je pense que c'est dans cet esprit que notre ministère, que Madame Buffet a souhaité vous aider. Ce à quoi nous continuerons durant les prochaines années.

C'est-à-dire de s'intéresser à tout ce qui intéresse la jeunesse. Et il est vrai que lorsque pour la première fois les associations de jeunes gays et lesbiennes ont participé aux instances de concertation de notre ministère, elles ont souhaité que leurs propositions, leurs revendications militantes soient reprises par l'ensemble de la jeunesse. Et je crois que l'on peut être très satisfait de voir que ce qu'elles ont porté n'est plus seulement porté par ces associations mais par l'ensemble du conseil de la jeunesse. Et c'est une chose très importante.

POUVOIRS PUBLICS et MILLIEU ASSOCIATIF

Pour ma part, je crois qu'il faut s'intéresser à toutes les formes de militantisme de la jeunesse. Et le militantisme associatif en est un. Et celui des associations de jeunes gays et de jeunes lesbiennes est un militantisme qui est fort et qui, il faut le noter, a beaucoup rénové le militantisme associatif. Ce militantisme est pour nous un partenaire indispensable parce que comme l'a dit tout à l'heure le représentant du Ministre de la Santé nous souhaitons bien évidemment intervenir en amont. Notre travail est un travail de prévention, d'éducation, et je crois qu'en particulier aider les associations fait justement parti de ce travail. C'est faire reculer partout les discriminations. C'est ainsi que l'une des actions que nous avons menées consistait en une campagne nationale de lutte contre les discriminations (qui d'ailleurs venait en complément d'autres dispositifs gouvernementaux). Cette campagne a permis que 384 scénarios soient écrits et que sur ces 384 scénarios 11 furent retenus, et sur ces 11 de retenus trois concernaient des jeunes gays et des jeunes lesbiennes qui voulaient parler de leur sexualité. Un des films qui a été retenu raconte une très belle histoire (il est d'ailleurs passé dans de nombreux festivals) d'amour entre deux jeunes lesbiennes et la façon dont leur famille les recevait. Et ce qui était intéressant, c'est que dans le programme il y avait un programme qui concernait un court-métrage qui concernait des handicapés mentaux, un autre qui concernait le rejet d'un certain nombre de jeunes à la marge et le troisième était sur les jeunes lesbiennes.

Quand on a présenté ces trois films, les publics étaient très différents. Il y avait à la fois des associations gays et lesbiennes, des associations qui défendaient les droits des handicapés et des associations qui travaillaient sur le social. Et elles nous ont dit que c'est très important qu'il y ait ces trois films dans le même programme, parce qu'on est toujours le discriminé de quelqu'un, on peut toujours être celui qui jette ou qui reçoit la pierre. C'était très important pour nous d'insister sur la lutte contre toutes formes de discriminations, y compris celles qui sont liées à l'orientation sexuelle. Après quatre ans, il y a des choses qui ont bougé dans cette maison, dans ce ministère, mais il y a encore des choses à faire bouger. Et je crois que Monsieur Simon l'a dit tout à l'heure, pour les pouvoirs publics travailler avec des associations c'est quelque chose d'indispensable. Et ce n'est pas dans un but d'instrumentalisation que nous travaillons avec les associations, mais dans un but de coopération. Et je tiens à le rappeler, nous souhaitons que les associations quelles qu'elles soient puissent garder leur autonomie, leur indépendance, que l'aide des pouvoirs publics doit pouvoir se contractualiser sur ce que souhaitent les pouvoirs publics et les associations, mais que les associations doivent pouvoir avoir les moyens (y compris les moyens donnés par les pouvoirs publics) pour mener leur propre politique même si elle n'est pas contractualisée. C'est quelque chose de très important. Nous nous sommes battus avec d'autres ministères, y compris le Ministère de la Santé pour que soient maintenues des subventions de fonctionnement aux associations et pas seulement de l'aide aux projets.

POURQUOI ?

Parce que l'aide au projet qui était devenu la règle dans notre ministère pendant très longtemps obligeait systématiquement l'association à un habillage de ses projets pour être subventionnée. Et les projets qu'elle souhaitait porter et qui n'étaient pas forcément aidés (ou qui ne pouvait pas l'être) par le ministère étaient défendus de manière plutôt hypocrite. Ce n'est pas juste, En cette année du centenaire de la loi sur les associations (je tiens à le rappeler), les moyens aux associations, y compris pour que les associations puissent parfois (et elles ont raison de le faire) critiquer, voir même contrer les pouvoirs publics dans un certain nombre de domaines. Dans une démocratie comme la notre il y a plusieurs piliers à la vie démocratique. Il y a bien évidemment la démocratie représentative et les assemblées élues (et le gouvernement qui en est issu), il y a les partis politiques, les syndicats, mais il y a aussi la vie associative. Et si nous ne donnons pas les moyens à la vie associative, je crois que se sera quelque part un manquement à notre engagement, en tout cas à l'engagement de ce gouvernement. Des choses ont été faites, je crois qu'il faut encore aller plus loin.

L'UTILITE de TRAVAILLER ENSEMBLE

Le fait de travailler ensemble, main dans la main, permet, dans le cadre des questions que vous portez, d'être mieux écouté. C'est quelque chose de très important, tout simplement parce que les pouvoirs publics ne peuvent réellement mener une politique publique que s'il y a échange permanent avec l'ensemble du milieu associatif et avec l'ensemble des représentants. Je dirais même que je suis pour que l'on reconnaisse cette tension productive, ou ce conflit productif, entre les pouvoirs publics et les associations. Je pense qu'il est nécessaire que les associations portent haut, loin et fort leurs revendications militantes. Il faut que les pouvoirs eux aussi, parfois, puissent exprimer un certain nombre de points de vue. C'est quelque chose qui doit pouvoir se faire, qui doit se faire dans une concertation permanente. Il serait trop grave dans notre société d'envisager sur les questions que nous allons aborder durant cette journée (comme sur le reste) qu'il y ait une forme de délégation de pouvoir dans un sens ou dans un autre, genre dire que c'est aux seuls pouvoirs publics de faire et nous ne sommes là que les censeurs. D'un autre côté, il serait tout aussi grave de dire que les pouvoirs publics donnent aux associations les moyens de faire en leur disant que ce n'est pas leurs propres problèmes et que c'est à elles seules de faire. Il me semble que c'est dans cet échange productif que nous pouvons avancer une nouvelle façon de faire vivre la démocratie dans ce pays.

Comme l'a dit Monsieur Simon tout à l'heure, il est bien évidemment qu'un grand nombre d'associations, encore trop peu nombreuses à mon avis, ont trouvé le chemin de nos directions départementales jeunesse et sports. Certaines ont demandé l'agrément Jeunesse et Sports, certaines que je connais et qui sont représentées dans cette salle, d'autres ne l'ont pas encore fait. D'autres n'ont pas forcément reçu un accueil aussi chaleureux de la part des directions départementales. Je crois que c'est une question de compréhension et que nous leverons les quelques rideaux qui peuvent encore exister. Je vous invite à le faire tout simplement parce que, pour ceux qui le souhaitent bien sûr, parce que cette reconnaissance des pouvoirs publics n'est pas seulement une question de subvention. Le budget du Ministère de la Jeunesse et des Sports est de 0,2% du budget de l'Etat. Ce n'est donc pas un budget extensible pour l'instant. Il n'empêche que c'est une forme importante de reconnaissance du travail que vous menez, un travail qui nous préoccupe et plus particulièrement Madame Buffet. Un travail sur lequel elle a souhaité, à travers ma présence aujourd'hui à ce colloque, vous dire combien elle souhaitait vous encourager dans ce débat. Merci.

Patrick ALLEMAND

Messieurs les représentants des ministères, madame la représentante de la ville de Marseille, monsieur le président, mesdames et messieurs. Votre huitième *Université d'Eté*

Euroméditerranéenne des Homosexualités marque un moment fort de l'affirmation publique de l'action des lesbiennes et des gays avec ceux et celles épris de liberté pour leur reconnaissance individuelle et sociale. Par son ouverture au grand public, elle contribuera à faire prendre conscience à la société de sa responsabilité face à la situation qui a été faite aux homosexuels et aux lesbiennes depuis des générations, et de ses devoirs à leur égard. Cela a été jusqu'à ignorer le devoir de mémoire à votre endroit. Car si on parle souvent de la Shoah, de l'holocauste des populations tziganes, la vulgarisation historique fait peu de cas des persécutions qui ont été subies par les homosexuels dans les camps de concentration nazis. Je me félicite de l'organisation de ces journées, au nom de Michel Vauzelle (que je représente) et en mon nom personnel. Le thème "Jeune, homosexualité, santé, éducation" revêt une importance particulière, tant la question des jeunes face à l'homophobie est cruciale. Car à travers elle, l'ensemble de la société est interpellée sur la possibilité pour chacun de faire ses choix de vie, sur la recherche d'un nouvel équilibre dans les relations intra-familiales, sur le droit au respect. Toute personne a un droit à l'épanouissement de sa personnalité, et ce droit dépasse les frontières mais également les clivages culturels et religieux.

L'IMPORTANT de L'EPANOUISSEMENT PERSONNEL

Cette question prend racine dès l'enfance et l'adolescence, et fait toujours l'objet d'une maturation difficile. Mais cette difficulté est bien plus grande encore pour celui qui ressent une orientation homosexuelle, car il a en plus une approche négative. Tant il est vrai que les préjugés traversent l'ensemble du corps social, jeunes compris. Dès lors, la prise de conscience et l'acceptation de soi sont le fruit d'une recherche douloureuse. Et souvent solitaire. Culpabilité et dévalorisation induisent un mal-être obstacle à la construction d'une personnalité, et trop souvent (et cela a été rappelé tout à l'heure par le représentant du Ministère de la Santé) source de profonde déprime, d'échec scolaire, de tendance suicidaire et de comportement à risque notamment en matière de santé. Le deuxième obstacle est celui de la reconnaissance sociale. Et avant tout familiale et relationnelle. Car notre société est imprégnée d'une culture où l'homosexualité est encore perçue comme une anormalité. Les familles sont souvent mal préparées à susciter puis à accompagner la révélation de l'homosexualité de leur enfant souvent seul et fragilisé par cette situation. Il en est de même, et je suis heureux que ce colloque ait été placé sous le patronage de Jacques Lang, pour les personnels éducatifs qui faute d'une sensibilisation, faute d'une formation suffisante et appropriée ne détectent pas souvent l'origine du malaise et des difficultés du jeune homosexuel renvoyé à sa solitude. Il en est parfois de même pour les amis, et il en est de même souvent sur le lieu de travail. Dans ce contexte, les risques sont grands en matière de comportements marqués par l'inexpérience et le désarroi d'aller vers de fréquentation hasardeuse, de développer des conduites à risque pouvant recourir les recours à la drogue, mais également faciliter la contamination (MST, sida). Par delà la conséquence la plus grave qui est effectivement cette fuite vers le suicide il y aura toujours du mal à construire une personnalité et un risque d'exclusion sociale.

Des EVOLUTIONS POSITIVES en COURS

Cependant des homosexuels ont fait bouger la conscience sociale à travers leur mobilisation face au sida et pour le PACS (acquis important de ce gouvernement, même s'il dépasse le clivage droite/gauche). Désormais des jeunes homosexuels s'organisent en groupe, ce qui permet à chacun d'effectuer un nécessaire travail individuel sur lui-même, dans une logique de valorisation et de déculpabilisation, ainsi qu'un travail fondamental en direction des familles, du monde éducatif, de la jeunesse, tendant à modifier la perception sociale de l'homosexualité dans une optique de banalisation. Ces initiatives doivent être soutenues par l'ensemble des institutions publiques. C'est le signal qu'a voulu donner la région Provence Alpes Côte d'Azur par ma présence à ce colloque. Notre conseil régional, sous l'impulsion de sa majorité politique a fait des idéaux de solidarité, de fraternité et de respect de l'autre le moteur de son action. Il a placé au cœur de ses priorités l'impulsion d'une politique novatrice en faveur d'une réelle citoyenneté des jeunes, de la prévention et de l'accompagnement de leur souffrance, de la prévention des toxicomanies, de la prévention des MST et du sida. D'ailleurs, à la suite de la région Ile de France et de Jean Luc Roméo, notre région a également adopté une délibération qui prévoit pour tous nos accords de coopération décentralisée (notamment avec les pays du Maghreb et du pourtour méditerranéen) un volet de prévention sida. La région entend notamment favoriser l'ouverture sociale aux questions des homosexualités en aidant à la promotion de l'éducation et à la sensibilisation à la sexualité dans les lycées, en soutenant l'activité des associations, en incitant les centres d'information et d'accueil pour les jeunes à mieux accueillir et à mieux accompagner les jeunes homos. Nous avons beaucoup à faire ensemble, mais dans cette bataille vos propositions sont essentielles. C'est pourquoi vos travaux ainsi que la publication des Actes de cette *Université* seront utiles pour avancer ensemble. Je vous souhaite un plein succès pour vos travaux.

Christian SAOUT

Merci à vous, monsieur et madame les coprésidents de m'avoir invité aux *Universités d'Eté*. C'est avec émotion que je m'exprime ici, car j'ai connu la première formule

des *Universités d'Eté*, et je suis ravi de voir qu'elles ont repris leur cour. La salle est pleine, les travées sont pleines, certains sont assis par terre. Je trouve que c'est formidable. Il faut continuer comme ça. Cela montre en tout cas, même si de ce même regard en vous retournant vous voyez que nous sommes pas trop dans la tranche d'âge des 16/25 ans, ça permet en tout cas de voir que la mobilisation autour des problématiques liées aux jeunes gays et à la santé des jeunes gays est une problématique importante qui mobilise beaucoup de forces. Mais je ne sais pas tout compte fait, cher coprésident, si je suis le mieux fondé à m'exprimer ici, car décidément je suis bien convaincu que l'homosexualité n'est pas une maladie, je suis bien convaincu que nous ne sommes décidément pas malades. Et je me demande ce que fiche le président d'une association de personnes touchées, de personnes malades à la tribune. Mais je vais essayer de remplir mon rôle. Car c'est aussi bien au travers de la lutte contre le sida que l'on a vu sans doute une mobilisation plus forte sur les questions liées à la vie des gays, pour une raison que je vais essayer de vous expliquer et que je pense que vous avait parfaitement compris, et pour une autre raison qui est liée au fait que des financements sont venue au travers de la lutte contre le sida permet l'expression d'un certain nombre de besoins et de lui donner la force et l'ampleur que vous avez connu.

Les RAISONS de L'ENGAGEMENT de AIDES

Face à l'épidémie du sida, vous le savez bien les uns et les autres, cela fait maintenant presque vingt ans que nous nous battions et que l'association *Aides* intervient sur le terrain, à partir d'une mobilisation des gays au sein de l'association. D'ailleurs vous connaissez tous, je pense, les modalités de cette intervention. Elle est bien entendue double. La première c'est le fait de porter un discours de prévention ou de réduction des risques, avec ses hauts et ses bas, dans les difficultés que vous connaissez bien les uns et les autres. C'est la première branche de l'action de *Aides*. La deuxième branche est le fait de porter un discours plus général sur la nécessaire reconnaissance des gays dans la communauté nationale. Reconnaissance que nous voulons à la fois sociale et juridique. C'est le second terme de l'engagement de *Aides*, comme d'ailleurs de bon nombre d'associations de lutte contre le sida.

PAS de SANTE PUBLIQUE sans LIBERTE PUBLIQUE

Je n'insisterai pas trop devant vous tous et toutes sur le premier aspect qui est la question de la prévention ou de la réduction des risques de contamination aux VIH, sur la nécessité de faire évoluer les discours de prévention vers un discours de réduction des risques qui fait l'objet de travaux en parallèle de ces *Universités d'Eté*. Je voudrais davantage insister sur le deuxième point qui est celui de la reconnaissance ou de l'environnement qui doit être dédié à la question des sexualités et à la question de l'homosexualité. Sans doute beaucoup de personnes se sont posé la question de savoir ce que foutait *Aides*, une association de lutte contre le sida sur un certain nombre de questions liées à la reconnaissance des gays. Mais je crois que l'on en trouve assez naturellement l'explication, en tout cas si on se réfère à un titre phare de notre culture commune qui est l'ouvrage de Michel Foucault : "*Le souci de soi*". C'est que l'on ne peut pas avoir le souci de soi, on ne peut pas avoir le souci de l'accès aux outils de prévention, aux moyens de préserver sa santé si on n'a pas le souci de soi et la pleine connaissance de soi, si on n'est pas à l'aise avec soi-même, si on est discriminé, éloigné, par reconçu, relégué en marge, discriminé. Et c'est cela qui a mobilisé *Aides* pour aller dans des combats où sans doute on ne l'attendait pas. Sans doute, on nous attendait davantage à tenir la main de ceux qui n'allaient pas bien plutôt que de revendiquer des droits. Mais voilà, nous étions aussi sur ce deuxième versant, celui de la revendication des droits. Et pour nous, à *Aides*, il n'y a pas de santé publique sans liberté publique, sans respect des droits de l'homme.

A l'exemple de la question des étrangers. Comment se soigner quand on est poursuivi (notamment par les policiers), quand on est interdit d'obtenir un appartement ou interdit d'obtenir une carte de séjour ? A ce niveau, il y a de vraies questions qui sont posées. Comment faire une prévention digne de ce nom quand l'opinion publique ou la loi vous relègue dans une place marginale ? De fait, c'est la situation que vivent les usagers de drogue qui sont maltraités, pourchassés. Comment avoir accès à la santé ou se prévenir quand on vous pourchasse sur les lieux de rencontre de la communauté gay où au fil de l'année avec *SOS Homophobie* et d'autres partenaires note (et on le voit bien nous-mêmes) que les contrôles policiers continuent et empêchent le travail de terrain et le travail de prévention auprès des gays et des jeunes gays.

Je voudrais insister, à cette tribune, sur la manière dont le combat pour la défense des droits des gays (et des lesbiennes) et la reconnaissance de l'homosexualité s'est faite au sein de *Aides*. C'est, bien sûr, l'important combat pour la reconnaissance juridique du couple homosexuel (gay et/ou lesbien) que nous avons mené parmi les premiers, avec d'autres. A l'époque, nous soutenions l'idée qu'un contrat d'union sociale pouvait être mis en place. Ce contrat d'union sociale, par la suite, a donné lieu à la loi sur le PACS. Pour nous le combat n'était alors pas terminé, parce que nous souhaitons la parité la plus complète. Nous avons dit (et je le redis ici) que si les hétérosexuels ont à leur disposition trois modes de reconnaissance de leur union (le concubinage, le PACS et le mariage), la sexualité des gays, leurs histoires d'amour en valent bien autant. Et je suis heureux de voir aujourd'hui que cette thèse que nous avons soutenue (après avoir soutenue la thèse du CUS) et que nous avons rectifié en disant qu'il faut aussi pour les gays trois modes de reconnaissance, qu'elle est de plus en plus partagée et que nos regards se portent au-delà de nos frontières vers les bataves, et que nous pensons que peut-être demain nous pourrions assister au mariage des gays. Je crois qu'il n'y a aucune différence, et vous le savez bien les uns et les autres, dans l'union des gays et dans l'union des hétérosexuels. Notre approche sur cette question est absolument universaliste, et nous ne voyons pas pourquoi il y aurait une différence à faire.

De la NECESSITE de LUTTER contre L'HOMOPHOBIE

Le deuxième sujet sur lequel nous nous sommes fortement mobilisés c'est la lutte contre l'homophobie. Je ne reviens pas sur les diagnostics qui ont été faits, là aussi les choses sont connues, de nombreuses rencontres ont eut lieu et ont bien démontré les mécanismes et les modes opératoires de ce fléau. Nous nous sommes mobilisé avec *Act Up*, le *CGL*, *ProChoix*, la *Ligue des Droits de l'Homme*, *SOS Homophobie* sur une plate-forme de lutte contre l'homophobie dans laquelle nous avons affirmé qu'il fallait absolument deux choses : d'une part que les propos homophobes soient pénalisés ou condamnés, et ensuite qu'il fallait mettre en place une politique publique de lutte contre l'homophobie. Nous avons dit cela depuis près de deux ans. Et cela fait donc maintenant deux ans que l'on attend un dispositif juridique de condamnation des propos homophobes. Car tant que l'on ne dira pas dans ce pays que des choses sont interdites ou condamnables, je ne vois pas pourquoi cela ne continuerait pas. Donc, deux ans après l'avoir dit, on attend toujours. J'insiste à ce propos car tout à l'heure j'ai entendu un certain noir de vos appels, à dire. Mais les choses ont été dites, c'est bien le drame de notre pays. C'est justement que le plus souvent les choses sont dites et pas entendues. Les choses sont souvent écrites, mais pas forcément lues. Donc on attend beaucoup d'un dispositif de condamnation.

Comme nous sommes un peu folles mais pour autant pas totalement dingues, on sent bien que le dispositif juridique sur la condamnation des propos homophobes ne va pas nous tomber (tout cuit) dans l'escarcelle demain matin, surtout que s'affiche devant nous une petite période, une petite séquence où personne n'aura le doigt sur le crayon pour rédiger un projet de loi. Ou du moins, pas avant juin 2002. Donc il nous faut bien nous poser la question de la deuxième branche de ce programme de lutte contre l'homophobie qui est la question des moyens, qui est la question des initiatives que l'on peut prendre en dehors du cadre légal, en dehors des dispositions réglementaires pour faire un certain nombre de choses. On a dit que l'on souhaitait voir que des campagnes soient menées, qu'un certain nombre de choses soient faites et mises en place. On ne les a toujours pas vu, sauf des embryons qui ne donnent pas l'impression que l'on veut mettre un programme public de lutte contre l'homophobie en place

L'UTILITE d'un MEDiateur PUBLIC

Les deux chantiers sont incroyablement en panne, et je reviens sur ce que j'avais dit il y a deux ans, le minimum serait de mettre en place un médiateur de l'homophobie. Nous avons fait la démonstration de l'intérêt que revêt la mise en place de structure de ce type dans les pays du Nord, nous avons amené devant vous (les pouvoirs publics français) le médiateur suédois en matière d'homosexualité afin de vous montrer tout l'intérêt de cette démarche. S'il y avait un médiateur de l'homophobie, on pourrait mesurer la situation. Ce que personne n'en est trop capable de faire. Tout le monde est capable de déposer la litanie des plaintes, des exactions, mais personne n'est capable de mesurer le phénomène de l'homophobie rampante, toutes ces discriminations sourdes qui valent aussi bien d'être enregistrées que d'être diagnostiquées. Un outil existe, notamment en terme associatif avec *SOS Homophobie* qui en fait la relation et le compte-rendu. Mais je crois que le fait de disposer d'un médiateur public sur cette question est tout à fait déterminant. Ce n'est pas la même chose que de voir la société civile se mobiliser, et que de voir les institutions publiques donner une orientation, montrer la voie d'une conscience aiguë sur la défense des droits de l'homme. J'insiste sur cette histoire de médiateur de l'homophobie. Il est indispensable. Et il faut autoriser ce médiateur à se substituer aux victimes pour porter plainte. Car quand on est victime on s'est déjà exposé une première fois, et on hésite à s'exposer une seconde fois devant la justice pour obtenir réparation du trouble et du dommage subit. Donc j'insiste encore sur cette idée de médiateur. Il faut que nous développons dans notre pays la culture de la médiation, et la culture des médiateurs publics. Elle n'est pas essentiellement réservée à la zone privée, loin de là.

Quels ENJEUX pour L'AVENIR ?

A partir de l'expérience qui est la notre au sein de l'association (de *Aides*), je dirais qu'il me semble que ces enjeux sont triples. Mais devant vous j'insisterais sur un seul. Un de ces enjeux est le fait qu'un nombre croissant des gays (pardonnez-moi d'être un peu paradoxal) vivent et donc vieillissent avec le VIH. Cette réalité nécessite des réponses de haut niveau. Je n'insiste pas sur ce point car ce n'est pas l'objet de cette journée, de ce colloque. Mais c'est un aspect important pour *Aides*. La deuxième question qui est tout aussi importante pour l'association, c'est la nécessaire reconnaissance de la parentalité gay (de l'homoparentalité). Ce n'est pas non plus l'objet du présent colloque, et je n'insisterai donc pas sur cet aspect des choses. Bien que cela soit un des combats dans lequel nous nous reconnaissons aujourd'hui. Et ce d'autant plus qu'il n'y a aucune raison parce que des personnes sont homosexuelles, qu'elles soient privées de tout destin trans-générationnel. Enfin, je voudrais particulièrement parler de la troisième grande préoccupation de *Aides*, et qui est également le sujet central de cette journée, à savoir la situation des jeunes gays.

Une NECESSAIRE MOBILISATION PUBLIQUE

Tout le monde a dit combien cette question est préoccupante. Je ne voudrais donc pas revenir sur ce qui a été déjà abondamment dit à cette tribune et en d'autres occasions par nombre de personnes, mais comme il s'avère que je suis le seul acteur associatif à s'exprimer (à cette tribune), c'est peut-être le moment où je me dois d'être plus incisif, voir choquant. Et donc, je crois qu'une partie de la solution au problème qui nous occupe est dans la mobilisation des jeunes. Des premiers concernés. Si on se réfère à cette tranche d'âge particulièrement exposée (les 16/25 ans), et si nous regardons plus en détail le public de cette salle nous constatons que ce n'est pas trop la jeunesse qui est mobilisée, ici, parmi nous et avec nous. Ceci nous indique très clairement qu'il nous faut se poser la question de la mobilisation de la jeunesse, et des moyens que l'on accorde à cette jeunesse pour qu'elle puisse se mobiliser. Et un des moyens pour qu'elle puisse se mobiliser c'est de lui donner un signe. Que la préoccupation soit identifiée et que les pouvoirs publics osent la parler.

Et bien c'est justement ce qui ne va pas. Pardonnez-moi de dire cela devant les représentants des ministres et des pouvoirs publics, mais je me fais une certaine idée de la vie publique, une idée qui se marie avec le courage. Je me demande où nous allons, si dans notre pays on ne peut pas mener une campagne de lutte contre le sida dans laquelle on parle de sexe. Parce que le sexe selon certains de nos ministres (et plus particulièrement selon le premier d'entre eux) est une question qui relève de l'intime. Sots que nous sommes, nous n'avons donc pas compris que l'Etat réglait une partie de nos questions intimes depuis plusieurs siècles. Et voilà qu'il nous faut attendre la première année de ce millénaire pour savoir que finalement l'Etat ne veut plus parler de l'intime des gens qui composent la nation, qui sont le socle de l'Etat en question. Je ne sais pas comment on va faire pour parler de l'homophobie, pour parler des jeunes gays, de leur vie. Cela va devenir compliqué si la puissance publique ne peut pas parler de l'intime. Et pourtant la seule condition à la mobilisation de la jeunesse, c'est que les pouvoirs publics, l'Etat aient le courage de dire.

L'IMPORTANTCE d'avoir du COURAGE en POLITIQUE

Permettez-moi d'être triste de voir que ce courage est encore embryonnaire et qu'il est incarné par des serviteurs de l'Etat (et je les en remercie) mais pas par les titulaires élus de ces mêmes charges. Je sais bien que le présent colloque est placé sous le haut patronage du Ministère de l'Education Nationale, mais mes yeux ont beau ciller, je ne peux que constater son absence (du ministre). Je vois bien que le Ministre délégué à la Santé nous a adressé un représentant de la Direction Générale de la Santé, mais Madame Gillot l'avait dit aux assises de *Aides* (il y a un an) quand elle était à cette même charge, c'est aussi la question de la direction de l'action sociale du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Car la question qui est posée est une question de solidarité et pas qu'une question de santé. Je vois bien que le Ministère de la Jeunesse et les Sports est présent, mais je vois bien que la titulaire de cette charge est absente. Je crois que cette *Université d'Eté Des Homosexualités* constitue sans doute un premier acte, cher coprésident. Tout vous invite à ce que l'*Université d'Eté* doublonne et qu'elle comporte une université d'été des jeunes gays, en parallèle avec l'*Université d'Eté* elle-même. Et tout vous invite à ce que ça continue, jusqu'au succès peut-être un peu plus retentissant que constituera le fait de voir à cette tribune Jean Claude Gaudin, Madame Buffet, Monsieur Kouchner et Monsieur Lang. Décidément, terriblement absents. Parce que je crois que le courage (politique) est indispensable en matière de santé publique, quand je parle de la mobilisation de la jeunesse, j'insiste sur le fait que d'avoir du courage politique est une question importante. C'est une question décisive. Si nous voulons mettre en œuvre ces questions de démocratie sanitaire (ou de citoyenneté sanitaire), et que l'on dit qu'il faut mettre les personnes concernées au cœur des dispositifs, il me semble que si vous ne mettez pas les jeunes au cœur d'un dispositif, vous ne savez pas leur dire que leurs préoccupations constituent une cause nationale.

Il est TEMPS de PASSER à L'ACTION

La deuxième chose que me paraît importante à propos des jeunes gays, c'est qu'il faut accentuer le regard qui existe à l'intérieur de l'Education Nationale sur les jeunes gays. L'heure de l'invitation est terminée et qu'il faut passer au stade de la contrainte. Ca suffit l'invitation. On va attendre combien d'années pour que les manuels scolaires soient à jour, on va attendre combien d'année pour qu'on ose parler des sexualités à l'école ? Et pardonnez-moi cher François Simon sur votre invitation et monsieur le représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports sur le fait que les éduquants au sens large viennent participer à des formations. Je suis représentant d'une association de lutte contre le VIH, contre le sida qui pendant trois ans a participé à un programme national de personnes relais dans l'Education Nationale, financé par l'Education Nationale elle-même et la mutualité française, il n'en reste rien. Je veux bien que l'on parle de partenariat entre le tissu associatif, entre la société civile et les pouvoirs publics, je veux bien que l'on parle de ce partenariat mais donnez nous en échange les garanties de la contrainte sur le longue durée. Et qu'après ce travail énorme que nous aurons fourni pendant quelques années tout ne se dissoudra pas une fois de plus dans le grand néant.

La NECESSITE d'un NUMERO VERT

La troisième préoccupation de *Aides* à propos de la question des jeunes gays (de la santé des jeunes gays) est qu'il faut d'urgence mettre en place un numéro vert (ne ligne d'écoute) spécifique. La démonstration est largement faite sur l'utilité de ces lignes d'écoute. Il y en a une qui est magnifiquement connue : *Sida Info Service*. Nous avons quelques paternités dans cette belle histoire, et nous en sommes fiers. L'autre ligne téléphonique concerne, quant à elle, plus spécifiquement les violences faites aux femmes. Et encore une fois, tout le monde connaît le numéro. Un autre numéro vert est plus particulièrement destiné aux personnes victimes de discriminations raciales, numéro que tout le monde connaît également. Et pour l'ensemble ces différents numéros verts, avec pour chacun une thématique particulière, nous savons tous que les standards ont implosé. Mais en la matière, en matière d'écoute, il faut maintenant oser aller au-delà de ce qui se fait aujourd'hui, même si ce qui est fait est bien fait. Là n'est pas la question. La question est surtout que tout cela n'est pas suffisamment connu. Et c'est donc pour toutes ces raisons qu'il nous faut, ensemble, mener campagne sur l'existence d'un numéro destiné à la question des sexualités ou des discriminations faites en raison de l'identité ou de l'orientation sexuelle. Un numéro vert destiné aux jeunes homosexuels victimes d'homophobie. Si on ne le fait pas, une fois de plus on ne changera rien à la situation tel qu'elle est actuellement. D'ailleurs, ceci est connexe avec le fait que les pouvoirs publics se prononcent sur l'intérêt qu'ils ont sur la sexualité des jeunes. Et, c'est quelque chose qui peut se faire par le biais de ce numéro vert.

En CONCLUSION

Si on ne fait pas ces choses qui me semblent minimales, nous n'avancerons pas sur le dossier des jeunes gays et de la préservation de leur santé, et la préservation de leur destin. Il faut que nous ayons aussi une minute d'inquiétude pour tous ces jeunes gays qui pourraient être dans cette salle, avec nous, et qui n'y sont pas parce qu'ils ont mis fin à leurs jours. Donc j'espère que ce colloque sera l'occasion de définir une plate-forme extrêmement revendicative sur les jeunes gays dans notre pays, sur leurs conditions de vie et sur les solutions qu'il convient d'y apporter afin qu'ils y trouvent un peu de confort et de la reconnaissance. Voilà ce qui me paraissait important de vous dire à cette tribune, à l'occasion de ce colloque consacré à la santé des jeunes. Mais je n'oublie pas une chose qui vient du combat initié dans la lutte contre le sida et qui est le combat du regroupement des forces. Je ne sais pas si c'est le rôle de l'*Université* d'être le grand leader de ce regroupement, mais elle peut y contribuer car elle est un des rares creusets en France où se rencontre l'ensemble des personnes qui sont impliquées, qui sont des citoyens ayant conscience du rôle qu'ils ont à jouer sur cette question. Et donc je vous invite plus que jamais à vous poser la question du mouvement, de faire mouvement, de prendre la parole. De passer à des discours extrêmement revendicatifs. Je crois qu'à côté d'une fête de la fierté qui a lieu en juin, il faut qu'il y ait d'autres dates qui soient concertées à la fête de l'identité, à la fête de la revendication. Si les deux ne peuvent pas se rejoindre, ce que je ne crois pas.

Je vous remercie en tout cas d'avoir prêté de l'attention à ce que je voulais vous dire, à cette tribune. Cher coprésident, c'est encore avec beaucoup de plaisir et d'honneur que je me suis exprimé devant vous. Et donc, pour finir, je vous souhaite une très bonne journée de travail, une journée très fructueuse car elle est décisive sur la voie d'accès à la santé et la préservation de la vie des personnes. Merci à vous tous et toutes.

Marie Louise BALDACC

Je ne savais pas que les tribunes étaient faites que pour les hommes, alors je vais essayer d'arranger ça. Je suis présidente des *Universités Euroméditerranéennes des*

Homosexualités. Je suis aussi co-présidente du *Centre Evolutif Lilith* et représentante de la *Coordination Lesbienne Nationale* aux *UEEH*. Cette année, les *Universités* ont décidé de mener une action de visibilité et de sensibilité. Nous sommes convaincus que la politique ne doit pas seulement être aux mains des politiques. Il nous faut nous reconnaître à nous-mêmes et faire reconnaître le droit et le devoir de s'impliquer directement dans la vie citoyenne de la cité. Ce droit de se réunir dans un but commun, a été acquis à l'arrachée voici 100 ans. Qui remettrait aujourd'hui en cause l'intérêt de la loi de 1901 ? Les politiques ne font pas tout, les associations, elles, sont là sur le terrain. Pour capter les besoins de la population et pour y répondre, si possible avec l'aide de l'Etat et des collectivités territoriales qui doivent continuer à jouer leur rôle. Les associations constituent un réseau d'éducation populaire qui doit enfin être reconnu. Donc cette année les *Universités* ont décidé de mener cette action à la fois de visibilité et de sensibilisation aux difficultés par la gayphobie, par la lesbophobie (qui présente ses particularités), aussi par la biphobie et la transphobie. On vous l'a dit : isolement, rejet déni de soi, prise de risque, suicide. Les associations savent cela. Depuis très longtemps. Il est venu le temps de faire savoir aux représentants politiques dont certains sont encore réticents à ces idées. Pas ceux que nous avons invités aujourd'hui en tous les cas. Et au tout public.

La SPECIFICITE de la LESBOPHILIE

La lesbophobie présente des particularités qui ont été largement explicitées par la *Coordination Lesbienne*. Nous réclamons le droit de choisir notre union de couple, le droit à l'homo et à la lesbo-parentalité. Nous continuerons enfin à mener nos réflexions, nos actions dans la solidarité car la lutte contre la gayphobie et la lesbophobie est indispensable, autant que la lutte contre le racisme et le sexisme. Pour nous, l'évolution de la société ne pourra se faire que si nous menons ces luttes en parallèle, en solidarité entre toutes les associations. Nous autres lesbiennes, nous lutons pour la reconnaissance de l'égalité des droits des femmes, y compris de la parité dans les instances politiques et associatives. Les gays se seraient passés du sida, ainsi que les lesbiennes qui ont vu partir leurs amis. Mais la santé gynécologique des lesbiennes est aussi en danger, car comme à l'habitude les femmes sont totalement auscultées... occultées, pardon. Lapsus révélateur. Les femmes ne se font pas suffisamment auscultées, surtout les lesbiennes. Tous ces problèmes de santé concernent bien évidemment les jeunes. Et je ne vais pas prendre plus longtemps la parole parce que je suis une femme et qu'on m'a dit qu'il ne fallait pas que les femmes parlent. Il a une réflexion très importante à mener entre nous (les femmes) sur notre sexisme intégré. C'est-à-dire tout ce qui ne nous permet pas de prendre la parole aussi bien que les hommes.

Bruno POMMIER

Bonjour et merci d'être venus. Je m'excuse à l'avance pour ceux qui ont déjà entendu ce que je vais dire, je ne vais pas être très original. Je vais expliquer pourquoi, comment et pour qui on a fait cette cassette, en particulier avec Gabriel Gérard qui a supporté une partie du travail avec moi.

POURQUOI ?

Avec Gabriel, nous avons vu la cassette italienne ainsi que le rapport de la *Ligne Azur*. Militants, on s'est dit qu'il fallait faire quelque chose, et il nous a semblé que la cassette vidéo semblait être un bon média. Nous nous sommes alors tournés vers Jacques Fortin qui nous a aidé à monter un dossier à la DDASS à qui nous avons expliqué notre projet. Les gens rencontrés ont été très réceptifs car qu'au final la DDASS a bien voulu nous financer. J'en profite pour remercier le personnel, en particulier Paul Gastinel qui nous a montré une écoute pleine d'attention et de conseil. Et ceux de *Contact Provence*, d'*Aides Provence*, de *Ligne Azur* et de Jeunesse et Sports. Une fois le dossier accepté, nous nous sommes lancés (l'année dernière, pendant les *UEEH*) avec un technicien pour l'image et un autre pour le son, Gabriel et moi comme médiateurs, et trois garçons et trois filles qui ont partagé avec nous une grosse partie de leur vie.

POUR QUI ?

Ce film est destiné à tous les personnels éduquant, les profs, les infirmières scolaires, et personnels de la DDASS et de toutes autres collectivités, syndicats et associations de parents ou de profs. Et aussi pour vous militants, pour vous permettre dans vos fachs, vos entreprises ou Associations d'avoir un support qui vous permette d'aborder la question. Je voudrais préciser que c'est un film de témoignages, c'est donc des morceaux d'histoires personnelles. Il n'y a pas de scénario, ce ne sont pas des gens (des comédiens) qui jouent. Ce sont des morceaux de vraie vie. Et je vous propose de les prendre comme ils sont.



AFFRONTER
LE REGARD
DES AUTRES
ÇA PEUT ÊTRE
TRÈS
DOULOUREUX !



FAIRE SON
"COMING-OUT"
C'EST ANNONCER
AUX AUTRES
SON
HOMOSEXUALITÉ

QUAND ON
EST
DIFFÉRENT,
C'EST
DIFFICILE
D'ÊTRE
SOI-MÊME !



HOMOPHOBIE et IDENTITE

Flora LEROY-FORGOT

Il est difficile de prendre la parole après ce film qui comporte beaucoup d'émotion. Ceci dit, je voudrais d'abord faire une précision terminologique concernant mon intervention.

Il est prévu que je parle de l'homophobie et de la lesbophobie chez les jeunes. La lesbophobie, nous sommes tous d'accord sur ce que cela signifie, en ce qui concerne l'homophobie, les définitions masculines se font à l'aune des définitions féminines. Car il faut comprendre l'homophobie par opposition à la lesbophobie, c'est-à-dire l'homophobie anti-gay. Hors il convient de souligner que dans l'esprit des jeunes qui se présentent comme homophobes, la distinction est nette entre ceux qui sont homophobes, ceux qui rejettent les homosexuels hommes et femmes, ceux qui rejettent uniquement les gays, et ceux qui rejettent que les lesbiennes. Cela ressort clairement de l'enquête qui sera présentée cet après-midi, de cette recherche qui a été réalisée dans le cadre du DESS Genre et sexualité à Reims qui fait apparaître en réponse à la question "Les homosexuels te gênent-ils ?" adressé à des jeunes de 15 à 21 ans dans des lycées généraux et professionnels, les réponses suivantes :

- Si ce sont des hommes et des femmes : 20% pour les lycées techniques, 10% pour les lycées généraux
- Si ce sont des hommes : 10% pour les deux types de lycées
- Si ce sont des femmes : 2% pour les deux types de lycées

Il faut faire attention au fait que ce ne sont pas forcément les mêmes qui ont du rejet vis-à-vis de telle ou telle catégorie. Les homophobes, les jeunes homophobes savent parfaitement définir ceux qui ils n'aiment pas.

Um MANQUE de REPRESENTATIONS

Les effets de l'homophobie durant l'adolescence sont de l'ordre du déni de la capacité à se construire symboliquement, dans la mesure où la représentation de l'homosexualité est négative, et que le jeune qui se découvre homosexuel ne peut se construire symboliquement que négativement. Ce qui a des conséquences en matière de réception de l'image de l'homosexualité par le jeune avant qu'il ait conscience de sa propre homosexualité. Cette difficulté de représentation intervient au moment de la construction du jeune parce qu'il ne peut que se construire négativement. Il est obligé de rentrer dans une catégorie qui est globalement qualifiée négativement dans l'ensemble de la société, et ensuite cela a bien évidemment des impacts en matière de représentation de lui-même en tant qu'homosexuel vis-à-vis de son entourage. Ceci dit, la question dont il sera ici uniquement question c'est l'homophobie collective et non pas individuelle. A savoir l'homophobie diffuse, quotidienne que peuvent subir les jeunes homosexuels. L'image que peut ressentir un jeune avant même qu'il ait conscience de sa propre homosexualité, cela a bien été montré dans le film que nous venons de voir, ce langage est essentiellement de l'ordre de l'injure. D'autre part, en matière de couple, de vie à deux, la représentation globale, sociale des couples est hétérosexuée, hétéronormée de fait il n'existe pas de modèles positifs de couples homosexuels qui soient montrés. A tel point qu'il est souligné dans le film également que l'amour serait quelque chose qui ne peut pas exister entre deux personnes de même sexe. Il y a donc une impossibilité de représentations positives.

L'ensemble de ces différentes représentations négatives sont toutes fondées sur des notions juridiques qui ont parfois été forgées il y a parfois vingt siècles ou plus, des notions qui se sont diffusées dans l'ensemble de la société et qui ont été reprises, renforcées au cours des siècles, pour aujourd'hui former aujourd'hui le terreau de l'homophobie quotidienne. Ce dont la plupart des personnes homophobes n'ont même plus conscience, et sur lesquels il est très difficile d'avoir une prise.

Une CULTURE HOMOPHOBIE d'origine JURIDIQUE

C'est notion juridique c'est notamment l'homme homosexuel qui serait inférieur au vrai homme, l'homosexuel masculin se situant au même niveau que la femme. Cette idée repose sur le Lévitique de la bible où il est dit de ne pas coucher avec un homme comme on couche avec une femme. Et donc, l'homosexuel est qualifié en tant que femme. Ce discours, très présent dans la Bible, a beaucoup influencé les légistes chrétiens. Cela s'est perdu, mais cette notion d'infériorité fondamentale du gay s'est maintenue dans la culture homophobe. Autre exemple : dans toute l'Europe du 12^{ème} au 18^{ème} siècle on a exterminé des homosexuels, principalement masculins. Cette identification entre destin homosexuel et mort se traduisait (dans le pire des cas) par une destruction physique à travers le supplice du bûcher, ou par l'expulsion de la cité (comme dans les cités médiévales italiennes). En tout cas, il s'agissait d'une expulsion violente de l'homosexuel en dehors de la cité. Et cela a laissé une trace profonde dans cette identification entre homosexualité et destruction fondamentalement. Il y a ce postulat dans la culture homophobe. Pareil pour la notion de crime contre-nature. Notion qui à l'origine fut formulée très rapidement par Platon et qui a été reprise par les auteurs chrétiens qui ont fortement influencé les législations répressives. Mais cette notion à l'origine ne signifiait rien d'autre qu'être contre la nature de l'homme qui est de toujours de s'élever davantage. C'est-à-dire que l'homme pour s'élever vers la divinité doit rejeter toutes ses aspirations sensuelles. Hors cela a été récupéré uniquement comme d'avoir des relations homos, car cela arrangeait les auteurs chrétiens qui lisaient Platon (et Saint Augustin et d'autres).

En ce qui concerne les femmes, la structuration du destin de la femme en tant que personne qui doit être soumise au joug masculin remonte aussi à la Bible, et a été largement appliquée dans toutes les cultures européennes, y compris jusqu'aux codes civils. Les femmes ne peuvent pas être autonomes et doivent donc se plier à la domination masculine. Bref tout ce qui forme le terreau de la culture homophobe aujourd'hui est fondé sur des éléments répressifs d'origine juridique. Même si nous n'en avons plus du tout conscience. L'aboutissement de cela c'est que l'homosexuel dans la culture homophobe majoritaire est quelqu'un qui doit être détruit, exclu, quelqu'un de foncièrement inférieur.

HOMOPHOBIE et CONSTRUCTION IDENTITAIRE

Les effets les plus caractéristiques de l'homophobie sont comparables à ceux du viol. A savoir une autodépréciation. Ainsi que le sentiment d'être expulsé de la communauté humaine parlante. Car le vocabulaire homophobe lié à l'homosexualité est un vocabulaire de l'injure. Il n'y a pas de vocabulaire positif. Et c'est identique à ce qui se passe dans le viol isolé. Une femme violée se trouve d'emblée exclue de la communauté humaine parlante, du fait de l'agression qui a été faite en dehors de tous rapports discursifs. Autre symptôme, c'est un sentiment d'exclusion symbolique qui a été forgé lentement et progressivement tout au fil de l'évolution du jeune. Et c'est tout à fait proche de ce qui se produit chez les enfants maltraités ou chez les personnes subissant des violences régulières au cours des années. Il y a un profond sentiment d'exclusion symbolique qui l'empêche de communiquer, de se construire, de se reconstruire positivement. La spécificité de cette situation c'est que nous sommes face à une victimisation qui contrairement aux victimes de viol est une victimisation diffuse, chronique, quotidienne. L'agresseur est partout alors que dans le cas de violés répétés ou de maltraitance infantile l'agresseur est identifié physiquement, et l'agressé sait d'où vient le danger, même s'il en subit les conséquences en tant que victime. Là, c'est une victimisation potentielle omniprésente qui empêche d'autant plus la construction personnelle.

Par contre coup, et c'est quelque chose abondamment cité dans les témoignages, c'est le besoin de respect par opposition à toute cette pression homophobe et à tous ces symptômes que les adolescents ressentent. Le respect est indispensable, c'est la seule condition à la capacité de surmonter toute cette pression homophobe et à garantir la capacité pour les jeunes à se construire eux-mêmes face à cette pression.

L'impossibilité de se construire est bien évidemment une cause importante de suicide chez les jeunes gays et/ou les jeunes lesbiennes. Cette notion de suicide a été largement évoquée jusqu'à présent. Elle a notamment été mise en évidence par les recherches et plus précisément par celle menée par Michel Dorais. Elle est également mise en évidence, en France, par la recherche qui vous sera présentée (par Brigitte Lhomond) cette après-midi concernant l'homophobie au sein des lycées. Dans cette étude, à la question "Si tu te rendais compte que tu étais homosexuel, comment réagirais-tu ?", posée à l'échantillonnage de 3700 personnes, parmi les sept réponses possibles la réponse "Aurait envie de se suicider" intervient dans 10% des cas. Aussi bien dans les lycées d'enseignement professionnel que dans les lycées d'enseignement général. Cela signifie que pour un jeune lycéen il est normal pour un homosexuel de se suicider, que pour 10% des jeunes lycéens il est normal quand on est homosexuel de se suicider, aujourd'hui en France. Et la tentation du suicide est d'autant plus forte que les autres types de repères sont inexistantes. Plus le jeune est en difficulté sociale ou en difficulté familiale, ou qui subit d'autres types de souffrances (de type maltraitance), plus évidemment la tentative du suicide va être grande.

Il est à notre également que la corrélation entre la conscience d'être homosexuel et la tentation du suicide est inversement proportionnelle, à savoir que plus l'âge de la prise de conscience est élevée et moins la tentation de suicide est forte. Cela ressort d'une étude qui date maintenant d'une vingtaine d'années, qui indique que les personnes ayant conscience de leur homosexualité à 17 ans sont 16 fois plus à risque que l'échantillon témoin hétérosexuel de se suicider. Et cela, on pourrait aussi le rapprocher au coming-out de parents homos par rapport à leurs enfants. On sait aussi par les différents travaux qui ont été publiés par l'APGL ces dernières années que le coming-out d'un parent gay ou lesbien sur un jeune adulte se passera beaucoup mieux que s'il est fait auprès d'un adolescent où là ça se passera très mal.

L'ADOLESCENCE, ce MOMENT CRITIQUE

Ceci met en évidence que l'adolescence est un moment de construction qui est pour les homosexuels extrêmement difficile. Et plus on avance en âge et plus la construction de soit est normalement aboutie, et donc moins la conscience d'être différent aura des impacts. Pour une personne de 25 ans il y a moins besoin de se mettre en compétition dans la construction de soi que quand on est adolescent, où là vraiment on se découvre, on a besoin de s'affirmer de façon caricaturale. La construction de l'identité homosexuelle sur ces bases négatives entraîne un certain mal-être physique qui est apparent au moment de l'adolescence, de l'expérience à la confrontation à l'homophobie. Un mal-être physique perceptible dans la narration même des épreuves subies. A savoir que l'attitude des personnes qui témoignent est crispée ou ironique, un peu dans le sens de la notion de rebelle telle qu'elle a été décrite par Michel Dorais. Il y a une attitude qui n'est pas du tout neutre par rapport aux expériences qui ont été passées, alors même qu'entre l'époque de l'expérience et celle de la narration, il a pu se passer plusieurs années, et que les personnes admettent qu'elles ont pris de la distance par rapport à leur expérience. Donc ce mal-être physique persiste, et la liquidation de l'expérience n'est pas du tout terminée.

Alors en ce qui concerne la construction de l'image de soi une fois que le jeune homosexuel a admis qu'il rentrait dans cette catégorie négative sur laquelle pèse cette pression homophobe globale, il est nécessaire qu'il construise son image par rapport à son entourage. Et il apparaît la nécessité de jongler avec telle ou telle partie de l'entourage, de dire parfois la vérité à l'un mais pas aux autres. C'est d'autant plus difficile que non seulement on sait que l'on va se heurter à une appréciation négative de la part de l'entourage mais en plus il n'y a pas de mots positifs pour se dire. Et souvent le non-dit du fait de cette exclusion de l'homosexuel en dehors de la communauté parlante normale se transpose par des symptômes psychosomatiques qui sont largement évoqués aussi. On constate qu'il y a une tentative de normalité dans les rapports avec l'autre sexe qui s'opère dans la mesure où tous essayent à un moment ou l'autre d'aller voir ce que ça fait d'être en contact avec l'autre sexe, ou de faire croire que l'on a des rapports avec l'autre sexe. Donc tentative de normalité pour construire une image vis-à-vis de l'entourage, et pour imposer le respect. Car le seul moyen pour s'imposer, c'est d'imposer le respect. Le respect qui est complètement nié par toutes ces représentations négatives.

L'IMPORTANCE SYMBOLIQUE d'une loi contre L'HOMOPHOBIE

Si la construction de représentation négative est essentiellement due au droit religieux ou laïc, aujourd'hui l'homosexualité est sortie du droit pénal. Et il est question de la reconnaissance de l'homosexualité on entend dire que les homos peuvent faire ce qu'ils veulent puisqu'ils ne sont plus pénalisés. Mais cela ne suffit pas car les fondements homophobes sont d'origine juridique, même s'ils sont aujourd'hui oubliés. Et il est d'autant plus du rôle du droit de créer des représentations positives qui soient inversement proportionnelles aux représentations négatives qui se sont maintenues. Et ce vers quoi il faut aller, vers la qualification pénale de l'injure homophobe. Quand elle est attribuée à une personne déterminée, et quand elle est proférée comme ça, comme mode de transmission de la répression homophobe, même quand elle ne s'adresse pas à un homosexuel en particulier. Toutes les formes d'homophobie devraient être sanctionnées de façon à totalement limiter cette transmission de la culture homophobe. C'est à ce prix qu'il sera possible de lutter contre ça.

Non seulement c'est une nécessité symbolique eut égard au fonctionnement que j'ai essayé de mettre en évidence mais également au niveau individuel. Car le recours au droit est quelque chose de très important. D'ailleurs il n'est neutre à cet égard que les premiers ouvrages portant sur la reconnaissance de l'homosexualité en France ont été des ouvrages juridiques. La justice a un rôle symbolique fondamental, puisqu'elle est rendue au nom de. C'est-à-dire selon un principe transcendantal qui permet de réinscrire la victime dans le champ symbolique et social, en lui redonnant la parole que l'agresseur, en l'occurrence la société globalement, avait confisqué à son profit exclusif.

Ce DOULOUREUX PROBLEME

Daniel BORRILLO

venir écouter mon intervention sur une réflexion générale concernant la question de l'homophobie. J'espère donc ne pas vous décevoir. D'autant que vous êtes vraiment motivés. Cela me fait vraiment plaisir.

Bonjour, merci d'être venus si nombreux et nombreuses malgré la proximité de la plage. Et j'espère être au moins à la hauteur de cette plage dont vous n'avez pas pu profiter pour

Je gardais le terme "homophobie" aussi dans mon travail aussi bien de recherche que d'action politique, car il me semble que c'est le terme générique qui correspond par l'usage, bien que ce ne soit pas un terme très approprié du point de vue étymologique, mais c'est consacré par l'usage comme étant terme générique qui concerne aussi bien la lesbophobie que la gayphobie, et aussi à certains égards la biphobie, la transphobie et la travestiphobie qui sont toutes des manifestations de la violence homophobe. Je pense même qu'il est important d'un point de vue politique de garder le générique "homophobie" non pas pour la gayphobie comme dès fois on l'entend dire ou analyser, mais bien considérer qu'il n'y a pas un générique concernant l'homophobie au masculin, que le générique est aussi bien masculin que féminin. Et donc quand je parle d'homophobie, je fais référence à la gayphobie et à la lesbophobie. Donc l'homophobie me semble une forme de violence spécifique qui est à la fois matérielle et symbolique. Il est important de voir cette double dimension car en matière d'outils juridiques, les instruments de luttent contre la matérialité homophobe et ceux contre les discours d'incitation à la haine contre les gays et les lesbiennes sont différents.

Les MECANISMES D'EXCLUSION

Il est fondamental de comprendre l'homophobie comme une forme spécifique de violence, comme une forme de rejet. On pourrait décliner des verbes comme bannir, chasser, évincer, expulser, ôter, rejeter, repousser, dégrader, éliminer, destituer, autant de verbes que nous pouvons partager avec d'autres minorités, aussi bien à titre personnel qu'au niveau social, collectif. Lorsque l'exclusion est fondée sur le sexe, on appelle cela sexisme, sur la race, c'est du racisme, sur la religion juive, on parle d'antisémitisme. Et quand le rejet est fondé sur l'orientation sexuelle, on parle d'homophobie. Ou de lesbophobie, car il y aurait de façon spécifique une négation de la femme homosexuelle. L'homophobie constitue d'abord un refus irrationnel. Un refus non seulement à l'égard des gays et des lesbiennes mais aussi à l'égard de ceux supposés être gays ou lesbiennes. C'est-à-dire des individus qui ne correspondent pas tout à fait aux attributs, au statut de la masculinité et de la féminité, comme notre société les entend.

Nous avons vu réapparaître la construction sociale de l'homosexualité en tant que pêché, on a même hurlé dans les rues de Paris "Les pédés au bûcher". On se souvient de Boutin sortant sa Bible à l'Assemblée Nationale. Sodome représente encore dans un imaginaire occidental la vengeance terrifiante de l'Eternel contre ceux qui violent l'ordre naturel, l'ordre divin, appelé par certains anthropologues ordre symbolique. Cette construction sociale de l'homosexualité fut d'abord le monopole de l'Eglise, pour ensuite devenir un crime. Il y a donc eut passage de la loi canonique à la construction juridique. Ce n'est ni le droit ni la théologie qui tout au long du 19^{ème} siècle définirent l'homosexualité comme une maladie, mais plutôt la pensée clinique médicale. Les sodomites ne sont pas alors considérés comme victimes d'un vice contre nature mais d'une maladie.

Dans cette construction sociale de l'homosexualité, nous avons derrière nous plusieurs siècles durant lesquels l'homosexualité fut problématisée en tant que crime contre-nature, en tant qu'hérésie, en tant que crime contre l'Etat, le souverain, la natalité. Enfin, l'homosexualité fut problématisée en tant que maladie. C'est en 1992 que l'Organisation Mondiale de la Santé cesse de considérer l'homosexualité comme un phénomène pathologique. Et en fait, il s'agit aujourd'hui de pouvoir sortir de cette construction, de cette problématisation de l'homosexualité qui est une forme d'homophobie, pour passer à une problématisation de l'homophobie.

Cette homophobie, basée sur l'exclusion, provoque tout naturellement chez la personne exclue des stigmates. Et pour comprendre ces derniers il faut d'abord comprendre la norme à partir de laquelle l'individu est stigmatisé, et se penser et se présenter aux autres. Aujourd'hui, la norme c'est l'homme blanc, hétéro, français de souche, marié, père de famille. A partir de cela se construit l'homme idéal, et tout s'articule autour de lui. Ceux qui ne participent pas à cette norme ne sont pas achevés et ont à en rougir devant les autres, parce qu'ils doivent nécessairement, de par leur attitude, s'expulser. Les femmes, les homos, les juifs, les séropositifs, les chômeurs, les laids, les gros se définissent par rapport à cette norme. Le regard que la normalité jette sur eux n'est jamais innocent car elle classe, crée des catégories (hommes, femmes, homos, hétéros, chrétiens, marginaux,) dans lesquelles un certain nombre d'individus sont nécessairement enfermés, et exclus. S'il y a quelque chose à problématiser ce ne sont pas les stigmates, mais la normalité, et la façon dont elle a été construite. Donc la logique d'exclusion est un phénomène social total qui s'inscrit dans des pratiques de violence, d'intolérance, d'humiliation, dans des discours et des représentations qui sont autant d'élaborations intellectuelles basées sur la nécessité de purifier le corps social, de préserver les normaux de toute promiscuité, de tout envahissement. Cette logique prophylactique s'articule autour de stigmates de l'altérité (couleur de la peau, pratiques religieuses, orientation sexuelle...). Pour cette logique, les séropositifs menacent la santé publique et les homosexuels compromettent la stabilité et la survie des familles et de la société globale.

Comment PROBLEMATISER L'HOMOPHOBIE ?

Il faut changer la façon dont jusqu'alors on avait pensé l'homosexualité. Non pas pour continuer à la problématiser, à faire de l'homosexualité un thème, mais plutôt problématiser la violence des comportements homophobes. Et aujourd'hui s'il y a quelque chose à problématiser, ce n'est pas l'homosexualité en tant que telle (sauf en cas de mal de vivre) mais l'homophobie. Pour reprendre la célèbre phrase "L'homosexualité, ce douloureux problème", je pense qu'aujourd'hui nous devrions dire "L'homophobie, ce douloureux problème". Car effectivement, c'est de cela qu'il s'agit. Si l'homosexualité apparaît comme une forme d'expression de l'amour ou comme un comportement sexuel parmi d'autres, elle ne peut qu'enrichir une société plurielle. L'homosexualité doit être protégée comme un choix de vie, comme un choix affectif, comme une façon de vivre son érotisme. En revanche, l'homophobie parce qu'elle constitue une forme de haine, de négation de l'autre, nécessite une problématisation et des moyens de lutte, en particulier juridique. Mais évidemment, on ne peut pas s'arrêter au seul niveau du droit, la question étant bien plus complexe. C'est pourquoi les moyens de lutte contre l'homophobie doivent trouver une place dans des dispositifs pédagogiques et sociaux.

D'abord en comprenant comment l'homophobie fonctionne du point de vue social, du point de vue anthropologique et peut être psychologique. La force de l'ordre hétérosexuel se voit au fait qu'il se passe de justification. L'hétérosexualité s'impose, va de soi, elle n'a pas besoin de discours visant à la légitimer. Il n'y a pas de problématisation de l'hétérosexualité. Mais cette non-problématisation n'est pas spécifique à l'hétérosexualité. Je suis d'accord avec Pierre Bourdieu quand il dit que la preuve du dominant est d'être en mesure de faire reconnaître sa manière d'être particulière au monde comme une manière universelle. C'est-à-dire que le particularisme hétérosexuel est devenu la norme universelle de sexualité. L'hétérosexisme est cette attitude qui consiste à placer l'hétérosexualité comme conduite sexuelle universelle et normale, c'est-à-dire arrachée de l'ignominie de contre-nature. L'hétérosexisme est aussi cette promotion continue par les institutions et/ou par les individus de la supériorité de l'hétérosexualité et la subordination simultanée de l'homosexualité. Il prend pour acquis que tout le monde est hétérosexuel, sauf avis contraire. Il y aurait donc une présomption d'hétérosexualité car les hommes, les femmes, les humains participent à une essence hétérosexuelle, naturelle, universelle. Et une autre essence déviante homosexuelle, donc pathologique ou du moins différente, susceptible donc d'occuper une place autre que celle propre au droit commun, c'est-à-dire la place des individus qui vont de soi.

La pensée essentialiste légitime une relation de domination en l'inscrivant dans une nature biologique, naturelle qui elle-même est une construction sociale naturalisée. La force de la pensée hétéro-sexiste justement est de pouvoir montrer l'hétérosexualité comme naturelle et a-historique, dans l'ordre naturel des choses, comme normale. Comme étant une forme supérieure inéducable et allant de soit, sans délibération, ni examen. Ainsi l'hétérosexisme définit d'autres actes comme étant impossibles. C'est donc une forme de transcendance sociale qui fait corps et qui fonctionne comme un destin, une inclination à réaliser une identité constituée en essences sociales, et ainsi informé en destin ce qui apparaît comme une construction. Autrement dit, les hétérosexuels ont un destin naturel, qui va de soi, qui ne se problématisé pas, parce qu'il participe de la nature des choses, alors qu'il y aurait un destin homosexuel, mais par nature tragique. Car l'homophobie est une forme de pouvoir, un acte de pouvoir. Elle utilise le social, les rapports sociaux entre les personnes pour provoquer et justifier une discrimination active ou passive de l'autre que l'on rejette. Mais cela va plus loin puisque le rejeté doit intérioriser ce destin tragique, et se dire qu'en effet il ne peut pas participer à la norme, qu'il est en dehors de cette norme, que son destin est à la limite d'être toléré par ceux qui sont à l'intérieur du confort de la normalité.

Quelques QUESTIONS

X : Ne peut-on pas considérer le outing comme une forme de pression politique ? Indépendamment du fait que dire de quelqu'un qu'il est homosexuel peut avoir certains effets. Et à ce propos, quelles sont les actions que vous menez ?

Daniel Borrillo : En effet, la personne outée peut vous poursuivre comme dans l'affaire du outing avec *Act Up* car effectivement il y aurait diffamation. Juridiquement, on considère toujours que l'homosexualité est quelque chose qui porte un préjudice à la personne. Ceci dit, du point de vue de la pression politique, je pense que la constitution d'un inter-associatif avec les plus importantes associations de lutte contre le sida et de défense des droits des gays et des lesbiennes permet de faire pression.

Nous avons organisé à Paris un colloque sur l'homophobie à l'école, et nous allons mettre en place à partir de la fin septembre un premier projet, nous sommes en train de travailler sur une expérience pilote avec des proviseurs afin de pouvoir utiliser un certain nombre de plages horaires qui existent dans les lycées et dans les collèges où on peut parler de questions générales concernant la citoyenneté et parler de l'homosexualité, de l'homophobie. L'idée étant de sensibiliser le public scolaire à cette question. Mais c'est une expérience tout à fait ponctuelle. Je pense que ce type d'expérience peut devenir par la suite une expérience générale au niveau du Ministère. Nous avons reçu une lettre de Jack Lang nous disant combien il était sensible à la question, mais pendant un an nous avons essayé de contacter le Ministère et nous n'avons pas eut de réponse. C'était après une déclaration que j'avais faite au journal *Le Monde*. Nous allons voir à la rentrée ce qu'il en est. De son côté, *l'Inter-associative LGBT* a encore présenté ces propositions d'actions concrètes de sensibilisation et de prévention de l'homophobie dans les collèges et les lycées. Mais en même temps, et cela montre la perversité du système, on fait tout ça avec l'argent du sida. On a pu organiser ce colloque parce qu'il y avait *Aides* et *Sida Info Service*. Et ce n'est pas normal. Il faudrait qu'il y ait de l'argent qui concerne vraiment la lutte contre toutes les formes de discrimination, y compris les discriminations à l'égard des gays et des lesbiennes. Et si on peut faire des choses, c'est parce qu'à un moment donné les pouvoirs publics ont pu financer des campagnes de prévention contre le sida. Et c'est ainsi qu'on fonctionne. Vous voyez l'extrême précarité.

Une loi contre L'HOMOPHOBIE toujours pas DISCUTÉE

X : Vous avez dit qu'il y a six propositions de loi, je croyais qu'il y en avait quatre. Je connais la votre puisque j'ai lu votre livre sur l'homophobie. Vous avez dit que le problème est de trouver des niches parlementaires. Je ne sais pas comment cela fonctionne pour inscrire un projet de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale, mais si le problème est que les projets de loi ne sont pas à l'ordre du jour, comment faire pour qu'ils y soient ? En tant que citoyen ou en tant que membre d'une association on peut faire quelque chose pour justement que ces projets y soient, et soient débattues avant 2003 ?

Daniel Borrillo : J'ai interpellé publiquement Patrick Bloche en lui demandant comment il expliquait cette difficulté. Il m'a dit que la loi de 1881 sur la liberté de la presse est une loi qui est sacralisée, on ne peut pas y toucher. Jusqu'en 1972, quand on a introduit la question de la lutte contre les discriminations racistes et l'incitation à la haine raciale. Il n'y a pas de sacralisation, il n'y a qu'une volonté politique. Et la volonté politique, à mon avis, n'est pas là. Nous sommes face à un combat qui me fait penser un peu à ce qu'on nous disait à l'époque quand avec une autre inter-associative ont revendiqué l'égalité des droits, y compris le droit au mariage. Le mariage est sacré, la loi de 1881 est sacrée, et on ne touche pas aux choses sacrées. Après, nous pouvons créer nos espaces, nos lieux de débats, interpellier les hommes politiques, mais je ne sais pas ce que nous pouvons faire d'autre. J'espère que les associations de défense des droits des gays et des lesbiennes au sein des partis politiques, au lieu de célébrer l'action ponctuelle et les petites mesures de quelques députés puissent ouvrir les portes pour que ce type de débat ait lieu au sein de ces partis.

X : Ce colloque est un colloque sur les jeunes, et quand vous parlez de la jeunesse (d'ailleurs très peu), c'est toujours en tant que sujet. Pourtant nous sommes des acteurs, et pour tout ce qui concerne l'homophobie il n'y a pas juste un combat dans les mots, il y a des choses beaucoup plus concrètes à faire. Et qu'est-ce que vous pouvez proposer là-dessus ? Comment vous voyez la jeunesse, les homosexuels et pas simplement en disant qu'ils sont malheureux dans les écoles. On fait des choses, et on parle toujours de nous comme des gens qui vont recevoir des aides, mais jamais sur ce qu'on fait, sur ce qu'on peut faire. J'aimerais donc que vous reveniez là-dessus, si vous avez quelque chose à dire, bien sûr.

ARRETONS de LIER HOMOSEXUALITE et SIDA

Daniel Borrillo : Ce n'est pas parce que vous êtes jeunes que vous n'êtes pas grand pour agir. Personne n'est sous tutelle. Le discours de victimisation est extrêmement dangereux. Je vous invite à regarder le nombre de fois où le sida fut évoqué durant les débats sur le PACS. C'est une logique de la tolérance et de concession d'une majorité qui concède quelque chose à une minorité qui a dû faire la preuve de quelque chose. En l'occurrence la preuve d'une bonne gestion du VIH. Lors du débat sur le droit de vote, des femmes, certains dirent qu'elles avaient fait la preuve après la première guerre mondiale d'être de bonnes mères et de bonnes infirmières, et qu'il était donc possible qu'elles puissent devenir des citoyennes à part entière. Tout se passe comme si des gens naissent avec des droits quand d'autres doivent montrer qu'ils sont effectivement capables de pourvoir assumer un certain nombre de droits. On ne peut pas continuer à utiliser le sida pour dire qu'il faut donner un sous-mariage à ces pauvres malheureux homos. On entend dire de plus en plus que les jeunes homos se suicident, et qu'il faut penser à faire quelque chose. Si on met l'accent sur le sida et les suicides, on risque d'aller vers une victimisation qui ne nous rend pas service. Il faut échapper à cette logique.

Concernant les actions ponctuelles, je pense à l'expérience de mes étudiants à Paris X, Nanterre qui ont fondé la première association d'étudiants homosexuels. C'est la première association qui a obtenu des sièges dans le conseil de l'université, et qui a été reconnue tout à fait officiellement depuis un certain nombre d'années comme étant interlocuteur de la politique universitaire sur le campus. Ce type d'actions me semble tout à fait important. Je suis d'accord, on ne va pas dire qu'il faut faire quelque chose pour ces pauvres malheureux jeunes qui se suicident ou qui sont susceptibles de se contaminer. C'est une infantilisation inadmissible. Et quoi faire ? C'est aux jeunes de le dire.

L'HOMOPHOBIE CONCERNE aussi les BISEXUELS

X : Depuis ce matin nous avons beaucoup parlé des jeunes et de l'homosexualité, des gays et des lesbiennes, mais nous sommes dans une société en pleine mutation qui n'hésite pas à dépoussiérer, on l'a vu dans la conférence de tout à l'heure, des entités qui datent de deux millénaires comme le mythe de Platon. J'ai l'impression qu'être jeune maintenant c'est être porteur de plein d'espairs. Ceci dit, je crois que l'homosexualité n'est pas la propriété des seuls gays et lesbiennes, il y a pas mal d'hétéros qui traînent dans les lieux de drague et qui aiment bien de temps en temps s'encanailler avec des pédés. Ou des femmes qui aiment bien avoir des copines et qui restent de braves mères de famille. La question qui vient derrière, c'est est-ce que vous avez étudié, au-delà du monde gay et lesbien, l'impact de l'homophobie au niveau des bisexuels. Ou en tout cas de ceux qui ont l'honnêteté de dire d'accords que socialement on apparaît des hétéros comme tout le monde mais on a aussi une dimension homosexuelle très forte, et on fait parti de votre communauté. Bref, est-ce que vous avez une réflexion sur la biphobie ou un début de réflexion, ou est-ce que vous avez l'intention d'avoir ce genre de réflexion dans l'avenir ?

Daniel Borrillo : Quand j'avais le projet d'écrire un travail de vulgarisation sur l'homophobie, au départ j'avais envie d'écrire un travail de vulgarisation de type encyclopédique sur l'hétérosexualité. Mais *Que sais-je ?* ne peut pas avoir un titre sur l'hétérosexualité, car tout le monde sait ce que c'est. Mais justement, ça m'intéresse de travailler dessus. C'est ça qui doit être problématisé. Pourquoi ? D'une part parce qu'elle est le résultat de tous les conflits d'enfance qu'on nous raconte depuis toujours par rapport aux homosexuels, et qu'il n'y a pas moins de complexité dans la construction du désir hétérosexuel que dans la construction du désir homosexuel. Mais l'hétérosexualité pose problème parce que justement pendant très longtemps elle s'est présentée comme le comportement qui permettait de comparer, d'articuler, d'être la mesure de tous les autres comportements sexuels. Et c'est ça qui pose problème. C'est cette naturalisation d'une soi-disante norme hétérosexuelle. Et on voit bien, en particulier par la peur de la théorie queer, comment ces frontières entre homosexualité et hétérosexualité, le féminin et le masculin sont des frontières tout à fait construites culturellement et socialement, et qu'il faut aujourd'hui accentuer et peut-être radicaliser notre réflexion en ce qui concerne cet ordre de sexualité qui a permis jusqu'à présent l'ordre politique que nous contestons, grâce notamment à l'apport des féministes qui précède le travail de réflexion des homosexuels.

Sur la biphobie, j'ai envie de travailler. Surtout parce qu'il y a beaucoup de biphobie dans le milieu homo. Quand on est bi, on est un homo refoulé, ou un hétéro qui se dit bi pour accéder aux endroits branchés de Paris. Ce type de discours à l'égard des bisexuels participe également à une forme figée d'identité. Nous sommes parfois victimes de la façon dans laquelle nous construisons notre propre identité homosexuelle. Toute identité est à prendre avec pincettes car elle établit des frontières qui peuvent nous faire souffrir. Ce n'est pas forcément libérateur, c'est à voir dans chaque cas. La biphobie, la transphobie, la travestiphobie sont des manifestations qui méritent la même analyse, la même attention que l'homophobie.

Hussein : Je voudrais intervenir afin de répondre à la jeune femme qui posait la question du vote d'une loi. Je suis le président du *Collectif Contre l'Homophobie* qui est basé à Montpellier mais qui travaille au-delà de Montpellier. Sans faire une conférence de science politique, qu'est-ce qu'une niche parlementaire, et comment faire pression pour obtenir l'inscription de cette proposition de loi ? Effectivement il y a six propositions de lois, quatre à l'Assemblée Nationale et deux au Sénat.

Les PROCEDURES du VOTE d'une LOI

Pour qu'une loi soit votée, il existe deux manières de procéder. La première (la plus courante) c'est le gouvernement qui inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée un projet de loi. Deuxième solution : un groupe parlementaire inscrit à l'occasion d'une des niches parlementaires qu'il a durant la session parlementaire une proposition de loi qu'il porte. Mais les propositions de loi qui ont été déposées par les communistes, les verts, les socialistes et François Léotard (à titre personnel) ne sont toujours pas inscrites à l'ordre du jour. Pourtant les verts, les socialistes et les communistes forment la majorité plurielle actuelle, et ils gouvernent ensemble depuis 97. Si chacun de ces groupes est d'accords, est convaincu qu'il faut une loi contre l'homophobie, je ne comprends pas pourquoi cette loi n'est pas encore votée et pourquoi la proposition de loi n'est pas encore inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Comment faire pour que cette proposition de loi arrive à l'ordre du jour de l'Assemblée ? Il faut faire comme tous les groupes qui existent, car chaque groupe politique est soumis à des pressions. Certains appellent cela du lobbying, moi j'appelle ça de la pédagogie et de la conviction. Effectivement, il y a un collectif inter-associatif à Paris qui travaille sur ces questions, mais rien n'empêche les associations de province d'aller voir leur député, leur sénateur et tous les militants politiques qui vont venir taper à notre porte pour nous convaincre de voter pour leur poulain à l'occasion des élections. C'est important qu'il existe des associations qui fassent tout un travail militant à Paris, mais c'est aussi important qu'en province il y ait des associations qui fassent le relais, que tout ne se passe pas qu'à Paris. Et c'est important que nous, vous, au titre de citoyen et de citoyenne, nous relayons cette revendication. Pour ce faire, on peut aller en délégation dans les permanences parlementaires, interpellier les décideurs. A Montpellier nous avons fait une carte postale sur le principe des campagnes que mène *Amnesty*. Elle est adressée à Lionel Jospin, le Premier ministre et lui demande tout simplement d'inscrire un projet de loi contre l'homophobie. Cette carte postale fonctionne très bien. Elle est à votre disposition si à titre personnel vous désirez l'envoyer. Si certaines associations veulent cette carte postale, il n'y a pas de problème. Il faut travailler de manière transversale tous ensemble.

L'UTILITE d'une LOI contre L'HOMOPHOBIE

Il faudrait une loi contre l'homophobie, afin d'avoir un véritable débat de société sur la question. C'est très bien que Patrick Bloche et Jean Pierre Michel, les avocats autoproclamés de la cause homosexuelle au Parlement, fassent voter de temps en temps un amendement contre l'homophobie, mais il est beaucoup plus porteur d'avoir un véritable débat avec une proposition de loi ou un projet de loi complet. C'est à dire avec le côté répressif et le côté préventif. On se rend compte qu'il y a beaucoup de victimes qui n'osent pas aller porter plainte car elles ont peur de la réaction des forces de l'ordre. Et dire que l'on a été victime d'homophobie c'est reconnaître que l'on est homosexuel. Il y a donc un travail à faire auprès des forces de l'ordre, les sensibiliser à l'accueil qu'ils réservent aux personnes victimes d'homophobie. Ensuite, quand il y a des problèmes de racisme ou d'antisémitisme, les enseignants interviennent en disant que ce n'est pas bien et font de la pédagogie. Lorsqu'il y a des discriminations homophobes ou sexistes, le personnel éducatif est rarement formé, a rarement les outils pour faire de la pédagogie contre ce genre de chose. C'est pourquoi il faut travailler en direction des IUFM. Enfin, dernière proposition, on a des campagnes contre le sida ou pour la prévention routière, pourquoi pas des campagnes contre l'homophobie financées par les pouvoirs publics afin de créer un débat de société ?

AFFIRMATION

DE

SOI

CHEMINEMENT

ET

SOUFFRANCE

La DICTATURE du COMING-OUT

François DELOR

En réaction légitime à l'hétérosexualité dominante, il y a une pression sociale au coming-out qui n'est plus seulement une expression intra-communautaire au nom de la libération, mais qui devient une expression générale aux homos, et donc à tous les hétéros, qu'il faut s'assumer. Le devoir de s'assumer est ce que l'on pourrait appeler un impératif catégorique au sens philosophie du terme. Impératifs catégoriques caractéristiques d'être des pulsions sadiques qui agissent dans le social. Le "il faut se libérer, s'assumer, être bien dans sa peau" est un discours extrêmement dominant de la part de personnes qui eux-mêmes ne sont pas trop mal dans leur peau à des gens qu'ils considèrent qu'ils devraient être mieux dans la leur. On peut parler du poids politique d'une imposition normative. "Soyez bien dans votre peau", "Soyez bien dans votre peau de vieux", "La vieillesse est le plus beaux des âges" nous dit-on. Mais qui dit que les vieux doivent être bien dans leur peau ? A quoi sert ce discours qui équivaut à dire que nous ne supportons pas la plainte des vieux ? Il nous est insupportable d'entendre leurs plaintes, alors nous les mettons de plus en plus dans des résidences et nous leur fournissons un discours du style "Soyez bien dans votre peau". Et on édite des revues spécialisées pour le troisième âge avec des conseils de gymnastique et de nourriture, dont la plupart des lecteurs sont dans les hommes. Il y a, ici, quelque chose qui est une imposition normative qui ne tient pas compte des conditions concrètes d'existence.

Un DISCOURS de LIBERATION qui ENFERME

Il est intéressant de voir l'effet de ce discours de libération en terme d'enfermement. En quoi il devient plus difficile de dire que je n'en sors pas quand on me dit d'en sortir. Cela rejoint la question des toxicomanes auxquels on dit qu'il y a moyen d'en sortir quand la politique à leur égard est très difficile. Quand le toxicomane dit qu'il n'a pas envie d'en sortir, qu'il s'assume, que dit-il ? Que viendrait nous dire un jeune qui dirait qu'en fait la clandestinité lui convient très bien ? C'est embêtant que la clandestinité puisse convenir, puisque la visibilité est un enjeu politique. A ce moment là on va parler de loyauté identitaire, communautaire. Dans les groupes des vulnérables (que les gays et les lesbiennes composent d'une certaine façon) il y a des luttes de pouvoir, des jeux de domination qui renforcent la vulnérabilité des plus vulnérables. Il ne s'agit pas simplement de condamner le discours hétéro-sexiste ambiant (on peut en faire presque un chant d'action), il faut aussi essayer de voir à l'intérieur des communautés comment se jouent les rapports de force. C'est ainsi que la question de l'imagerie gay me tracasse (au sens du souci politique). On pourrait parler d'une dictature d'une gaytitude épilée et bodybuildée. On peut l'entendre comme une tendance lourde, où les hétéros et les homos du côté du masculin sont en train de faire de nouveaux jeux d'alliance. Des jeux d'alliance machistes. Le prix de la libération gay peut être une forme d'alliance renouvelée entre les hommes, les hommes hétéros acceptant en surface de perdre une apparence machiste, et la récupérant de l'autre côté dans ce qu'on pourrait appeler le mode vestimentaire ou l'usage du corps des gays. Rien de plus macho que certaines photos de *Têtu*. Un macho resucé à la mode gay, qui revient du côté des hétéros offrant une plage de cohabitation entre les sexes masculins qui invisibilisent la femme dont on finira par croire qu'elle sera la dernière poilue.

S'INTERROGER sur la NOTION de DOMINATION

Les mouvements de libération doivent toujours être interrogés du côté de qui les mènent. Quand un gay lutte, on oublie trop souvent qu'il est homme, et que dans cette manière d'être homme il ne s'est pas toujours interrogé sur ce que c'est que d'être un homme. Daniel Borrillo disait que l'hétérosexualité n'est que le fruit évident d'une homosexualité qui venait sur le mode pathologique, on pourrait dire que la femme est le fruit pathologique qui permet à l'homme d'être évident, que toute la culture sociale de la domination équivaut à poser la femme du côté de la pathologie. Elle est en manque de quelque chose que les hommes ont. Et donc le normal est du côté de l'homme qui l'a, le manque est du côté de la femme qui étant en ce manque vient rappeler à l'homme que c'est lui qu'il l'a. Il est tout aussi important pour les hétéros de s'interroger sur l'évidence de leur hétérosexualité que pour les hommes de s'interroger sur l'évidence de leur normalité d'homme dont ils ignorent souvent que l'envers est la construction, le maintien de la femme dans cette condition d'infériorité biologique. Après viendra le psy et tous les arsenaux qui permettent de maintenir la femme à l'écart. De la mode en passant par d'autres modes de regroupement, de désignation, de frontières. Mais au départ, il y a cette femme autre.

S'ASSUMER n'est pas TOUJOURS POSSIBLE

Le premier mode de libération c'est le mode de libération communautaire. Sur le mode de l'impératif catégorique "assume-toi". Mais qui en paie le prix ? Celui qui pour diverses raisons ne dispose pas des ressources pour s'assumer. C'est très facile de dire à un handicapé tétraplégique de s'assumer, mais il faut passer un peu de temps dans une chose pour voir si c'est possible ou pas. C'est totalement insupportable de dire à quelqu'un qu'il peut s'assumer quand on ne connaît pas son expérience. Il est possible qu'il ne puisse pas assumer cette condition. Soit qu'il n'en a pas les ressources, mais aussi qu'objectivement cette condition est insupportable. Nous sommes, me semble-t-il, dans une société où nous croyons pouvoir extirper toutes les souffrances. Il y a quelque chose qui tient de l'intolérance vis-à-vis de la souffrance qui est catastrophique. Quelqu'un qui souffre, nous avons tendance à lui dire que ça va aller, d'aller voir un psy. Comme si le psy pouvait résoudre cette souffrance, pouvait à un moment donné dire oui on travaille à ça. Ce n'est pas sûr.

L'effet de cette désignation ("assume toi", "fait un effort") est de faire porter la responsabilité de la souffrance à la personne qui souffre. Et c'est donc disqualifier comme agent causal le social, le relationnel, l'entourage, la société et les dominations. Dans le mouvement gay (et en partie dans le mouvement lesbien) nous sommes traversé par une logique profondément libérale qui repose sur l'idée qu'il y a pour chacun une chance. Un peu le mythe du vendeur de cacahouète qui devient président des Etats-Unis, que tous jeunes gays ou toutes jeunes lesbiennes pourront un jour devenir quelqu'un d'épanoui et d'heureux. C'est un mythe, parce que ce n'est pas vrai. Il y en a parmi ceux-là qui continueront à avoir des épisodes difficiles. Et surtout, tout être humain, chacun et chacune de nous est traversé au cours de son existence par une division au sujet du bonheur. Un peu, beaucoup, passionnant, à la folie et pas du tout, et ça recommence. Le mythe du bonheur est un mythe extrêmement dangereux en cela qu'il produit de l'exclusion.

Donc être gay ce n'est pas triste mais ce n'est pas pour autant le plein bonheur. Et on a pas le droit (c'est une question de droit au sens politique du terme) d'imposer le coming-out comme un mode obligatoire, comme un passage obligé. Le coming-out est un épisode qu'il faut certainement soutenir et accompagner, mais surtout en écoutant qu'elles sont les résistances et en se rendant compte qu'à certains moments il ne vaut mieux pas. Je me souviens d'un ami parisien qui dans son entreprise a été victime d'homophobie caractéristique parce qu'un de ses collègues avait appris qu'il était gay. Il a finalement fait un coming-out à moitié volontaire en envoyant un mail à ses collègues disant qu'effectivement il était gay. Il a été licencié. Il est allé voir des associations de défense de gays et de lesbiennes, de lutte contre l'homophobie. La réponse de ces associations (il en a vu deux) est assez extraordinaire, en ce sens qu'on lui a dit qu'il avait été licencié parce qu'il était honteux, que si dès le départ il avait dit qu'il était gay on aurait pas pu le licencier. C'est le discours de l'impératif catégorique, le sadisme associatif qui à partir de l'expérience libérée de gens qui sont dans des associations où ils ont fait de ces associations le lieu de leur coming-out, ne peuvent pas entendre que dans certains lieux il est encore aujourd'hui tout à fait convenable et respectable de se taire.

Se TAIRE est un DROIT

Se taire est un droit (garanti par la constitution). C'est le droit à la vie privée. Les gays et les lesbiennes n'ont pas le droit d'imposer une violation de ce droit au nom d'un autre droit qu'ils inventeraient, un droit qui n'est plus un droit mais plutôt une obligation de se libérer. Et je dois dire que cette intransigence, cette intolérance m'inquiète davantage que l'intolérance hétérosexuelle dans laquelle je suis né. Car non seulement elle ne paraît pas diminuer, mais à certains égards s'accroître. En plus de cela, elle est pour moi le signe que l'intolérance et l'insuffisance de critique par rapport à l'intolérance est une donnée humaine qui n'a aucun rapport avec l'orientation sexuelle. Que le fait d'être gay ou lesbienne ne nous protège malheureusement pas de cela. Ou heureusement pas.

Je vais reculer un peu parce que j'ai l'impression qu'à un moment donné je vais avaler le micro. Mais cela me donne un peu l'impression d'une pulsion vorace du micro lui-même qui pourrait me dévorer. Mais c'est mon problème. Je le dis parce que c'est plus simple de le dire, cela participe à la diminution de ma vulnérabilité. Et donc, je viens de faire un coming-out partiel sur mon attitude par rapport à la voracité de l'autre. Et à sa jouissance, bien entendu.

La NOTION D'ESTHETIQUE

Ce n'est pas parce que Platon posait la question de l'esthétique que c'est une question philosophique, car Platon a posé beaucoup de questions qui n'étaient pas du tout philosophiques (notamment si les amants pouvaient s'interpénétrer). Mais c'est devenu une question extrêmement politique. Il se demandait d'où vient la beauté, si elle est socialement construite. La beauté vient des Dieux ? Est-ce que la beauté est une image, une idée qui préexiste à l'exercice des humains. Et dans ce cas et il y a des beaux et des moches, et c'est tant pis, c'est comme ça.

La SUBJECTIVITE de la NOTION de BEAUTE

Le sociologue à plutôt tendance à être pas très néoplatonicien, à dire que c'est des idées qu'on se fait. Mais qui fabrique la beauté ? Et bien, la beauté est fabriquée par les hommes, ce sont les hommes qui fabriquent les critères de beauté. Jusqu'à présent les critères de beauté étaient essentiellement imposés aux femmes, sauf dans les milieux extrêmement riches où certains étaient en plus imposés aux hommes. Mais dans un monde traditionnel où les hommes et les femmes se mariaient de manière obligatoire, il n'était pas du tout nécessaire que les hommes dominants soient beaux puisque de toute façon ils choisissaient qui ils voulaient ou on leur imposait quelqu'un. Même le plus laid avait la garantie d'être servi. C'était la bonne époque où la tradition permettait aux seules femmes de porter le poids de la beauté. Sauf dans certains milieux où les ramifications d'échanges étaient un peu problématiques. Notamment le milieu noble où on disait qu'il valait mieux que les hommes ne soient pas trop moches pour des raisons de sang, de race ou autres. Aujourd'hui les choses se déconstruisent, les hommes continuent à produire de la beauté mais l'impose aux hommes et aux femmes. On a l'impression qu'ainsi les femmes ont gagné quelque chose. Mais quels sont les lieux où s'élabore aujourd'hui un véritable contre discours politique au sujet de la beauté ? Quels sont les lieux associatifs ou autres dans lesquels se travaille la question du corps, de l'érotique du corps, autrement qu'en disant qu'untel est beau ou moche ? Quelles sont les revues ou les productions littéraires qui produisent autre chose que de la beauté convenue, standardisée, et qui participent à la création d'une beauté qui ne soit pas la beauté dominante ? Je ne le vois que très peu.

La DICTATURE des REGIMES

Je dirais que par rapport aux critères esthétiques, nous en sommes là. Nous avons des critères tout à fait anciens qu'on répète. On n'est pas du tout moderne au niveau de l'esthétique. Bien au contraire, c'est l'endroit où nous sommes les plus attachés aux règles traditionnelles et les plus implicites (il faut qu'il soit jeune, grand, pas trop con, qu'il ait de beaux yeux...). Avec de temps en temps une petite littérature sur la profondeur de l'âme. Mais c'est de la littérature. Evidemment, on parle de la violence, de la souffrance que cela peut créer chez des personnes qui sont vieilles, lourdes, lasses infiniment. Mais ceci étant, on en parle comme quelque chose qui va nécessiter quelques mesures réadaptatives. Le psy aujourd'hui est indispensable (avec le permis de conduite et le portable). Comme le régime. C'est extraordinaire ce que l'on nous impose comme régimes, et ce que les gays (et peut-être aussi les lesbiennes que je connais moins) font comme régimes sans se rendre compte de ce qu'ils sont en train de faire. Car que fait-on en faisant un régime ? Un régime est toujours politique (il n'y a pas moyens d'échapper à la politique dès qu'on ouvre la bouche), et pourtant nous en faisons et nous pensons bien faire. Au nom d'un égoïsme esthétisant qui a toute sa valeur. Sans interrogation critique.

Et quels sont les lieux dans lesquels (pas sous forme de ghetto) où s'interroge cette production de la beauté, où se produit d'autres modes d'être ensemble qui reconnaissent à l'autre d'autres formes de beauté ? Il y a quelque chose d'inédit dans les *UEEH*, c'est pour des gays de voir des lesbiennes au-delà des rapports d'instrumentation de la séduction entre sexes qu'on dit différents, tout en ayant des rapports de séduction, de proximité, de tendresse. Cela devrait faire l'objet d'un vrai travail sous la forme d'ateliers de réflexion sur ce qui est en train de se passer, sur ce rapport inédit entre les genres (de beautés, de sexualités) qui peut se produire ici. Nous pourrions produire quelque chose qui mériterait bien le nom d'une ligne de vêtement, c'est-à-dire d'une ligne d'un mode vestimentaire, d'une mode de s'apparaître et d'apparaître auprès de l'autre.

La DEPRESSION

La dépression n'est pas une maladie, mais une métaphore qui signifie qu'à un moment donné il y a moins de pression. La santé psychique est donc définie par la capacité pour un individu de supporter la pression. Politiquement c'est un coup majeur d'avoir réussi à produire une maladie dont l'équivalent structurel est de dire que la santé est la capacité de supporter l'insupportable. La pression, c'est un ensemble d'événements intériorisés apparaissent au sujet insupportable. La dépression, c'est ce qu'on a trouvé comme désignation nosologique qui permet de dire que le normal c'est l'insupportable. Mais celui qui ne supporte pas l'insupportable est un handicapé qu'il faut soigner.

L'INSUPPORTABLE n'est pas toujours SUPPORTABLE

La société est épouvantablement déprésiogène puisqu'elle affirme qu'il faut supporter l'insupportable, et disqualifie toutes paroles qui viennent dire que c'est insupportable, La plus grande des conneries, c'est d'utiliser l'expression "faire le deuil". Le deuil ne se fait pas, il se vit sans que l'on puisse faire grand-chose pour le vivre de telle ou telle manière. Dire à quelqu'un qu'il est temps qu'il fasse son deuil est une phrase épouvantablement dominante, violente. Et c'est la même chose à propos de la dépression. Si on voit la dépression sous l'angle psychanalytique, ce n'est pas un concept de la psychanalyse, mais les psychanalystes (qui sont quand même dans le courant dominant de la psychologie réadaptative) vont dire que la dépression est un signe de résistance. Comme Foucault l'aurait dit de la déviance. Et bien la dépression est une déviance par rapport à un ordre de santé qui nous impose de supporter l'insupportable. La dépression ce n'est pas un problème, c'est une solution. Si je ne vois pas la dépression comme solution, je continue à penser qu'elle est le problème est donc que la bonne santé est l'envers. Si je dis au contraire que la dépression est une solution à un problème, le problème est la bonne santé. C'est-à-dire les codes de bonne santé. Et quels sont les codes de bonne santé ? "Assume-toi, tu as un cancer mais ce n'est pas grave", "tu as perdu deux enfants, ce n'est pas grave, il t'en reste un troisième et ta voisine en a perdu quatre"..... Vous lisez ce genre de chose partout, c'est vraiment devenu une modalité aujourd'hui de dire que la bonne santé c'est de ne pas se plaindre.

La dépression n'est pas un problème, c'est une solution au niveau social et politique. Le sujet lui-même est encombré de cette solution, il l'a porte comme une solution effectivement insupportable. Cela s'appelle un symptôme. C'est-à-dire une solution qui se présente comme insupportable pour le sujet. Le symptôme est toujours une solution. Pour autant on ne va pas chercher ses symptômes comme on irait faire ses courses. Cela s'impose, cela vient pour donner une solution à une tension insupportable. Mais c'est aussi une solution au sens où le symptôme va servir à supporter une tension. Et la dépression est du côté du symptôme, il faut la voir comme un acte politique, une résistance politique. On pourrait dire que la dépression est une manifestation qui se fait toute seule. C'est cette solitude qui est pour moi un problème politique. Comment allons nous faire en sorte qu'il ne soit plus seul si nous continuons à lui dire qu'il est insupportable à nos yeux ? Comment allons-nous faire en sorte d'éviter de mettre systématiquement les dépressifs dans des groupes d'entraide, avec éventuellement un animateur qui ne le soit pas trop, ou du moins tout soit fait en sorte qu'il ne le devienne pas ? Et comment superviser tout ça pour que ça ne soit pas trop contagieux ? Et est-ce qu'on obtiendra des financements ? On est là dans des trucs très concrets.

Une certaine IDEE de la COMMUNAUTE

Ces questions introduisent une interrogation sur la notion de communauté. La communauté à laquelle nous devons penser est une communauté qui n'existe que dans l'intention que nous avons de la faire exister. Une communauté dans laquelle la lesbienne dont on dit qu'elle est épanouie aura l'occasion de dire que ce n'est pas si simple à une lesbienne dont on dit qu'elle n'est pas épanouie et qui dit qu'elle ne va pas si mal et qui pourra dire cela à deux gays qui pourront, à leur tour dire qu'ils croyaient être en dépression mais ils ont trouvé pire qu'eux. Ce qui créera une communauté d'incertitude identitaire. C'est-à-dire l'endroit où des humains ont un besoin de se caresser, y compris à l'endroit d'une blessure. C'est tout le contraire du sadisme, d'une imposition surmoïque (le grand sur moi très violent) qui dit à l'autre d'être en bonne santé. C'est une opération chirurgicale qui ouvre la blessure en disant "curez-moi cette blessure, enlevez-moi cet insupportable" Et c'est donc une opération qui blesse, qui ouvre la blessure.

La communauté à laquelle je pense est une communauté qui constate sans relâche les cicatrices et qui permet le glissement d'une parole (pas le poids d'une parole) et des corps (parce qu'on ne se passe pas des corps). Pas seulement parce que là on est un peu dans la jouissance du style youpi on a souffert. On est toujours les anciens de quelconques combats, mais des combats qui reconnaissent que les cicatrices sont inaltérables, que c'est autour de nos cicatrices que s'est construite notre identité comme étant cicatricielle. Il n'y a pas d'identité qui soit cicatricielle. A cette condition d'être parlée et caressée, c'est-à-dire d'être dans le fil continu. On pourrait dire une cicatrice qui est à la fois fermée mais dont on n'ôte jamais les fils pour se souvenir qu'à cet endroit il a eut une blessure. Telle une cicatrice qu'on ouvre tout le temps en disant allons-y pour vider ça. Donc pas de chirurgie esthétique qui viendrait cacher les cicatrices mais un travail du corps qui permet une communauté cicatricielle d'exister. Une communauté cicatricielle est une communauté qui n'existe pas au sens où elle ne peut pas durer, s'installer puisqu'elle sera le lieu où viennent s'inscrire de nouvelles cicatrices, ne fusse que des cicatrices qui viennent de cette rencontre entre plusieurs blessures. Ce n'est pas un discours tragique, mais joyeux que de dire que telle ou telle cicatrice de mon histoire n'est pas taboue pour moi-même et pour l'autre, que c'est à cet endroit qu'il (ou elle) accepte de me rencontrer. Et cela permet aussi de retravailler la question de la femme.

La FEMME est la CICATRICE de L'HOMME

La femme pour l'homme est sa cicatrice insupportable. C'est-à-dire l'endroit du manque mais surtout de la blessure. Et là j'interroge le fantasme (tel qu'il a été aussi socialement produit, reproduit par Freud et d'autres) de la femme comme blessure béante, comme bouche vorace édentée (son sexe). C'est l'insupportable image de l'insupportable pour l'homme du corps de la femme posée comme une blessure qui jamais ne se cicatrise. La parole communautaire est une parole qui doit viser à cicatrifier la femme. C'est-à-dire que les gays reconnaissent la femme comme étant aussi digne de cicatrices qu'eux-mêmes, à condition pour eux de prendre une part du poids des cicatrices. Ce qui nécessite chez eux une forme de blessure phallique. Il faut qu'ils se mettent à questionner cette certitude phallique. Et qu'est-ce que c'est ce truc dont on dit qu'ils l'ont ? Ce n'est pas parce qu'ils l'ont, qu'ils l'ont. Les femmes le savent, tous les hommes ne le savent pas. Et quand ils le savent ils ont un peu honte de le savoir. Alors que c'est quand ils savent que les femmes reconnaissent qu'ils l'ont un peu. Et quand ils ne reconnaissent pas qu'ils ne l'ont pas, les femmes disent qu'ils ne l'ont pas du tout, mais qu'ils se prennent pour. Qu'un homme se prenne pour un phallus, c'est la pire des choses que vous puissiez rencontrer. Le phallus n'est pas un bien qui s'approprie, c'est une valeur d'échange. Il faut donc le cicatrifier du côté de l'homme pour permettre à la femme d'en prendre une partie, non plus comme phallus mais comme forme de cicatrice de ce qui était posé chez elle comme blessure insupportable. Et donc un sexe doit se décompléter pour reconnaître à l'autre sa valeur de sexe certes incomplet mais pas équivalent au vide ou au manque. C'est une forme de vase communicant entre hommes et femmes. Cela ne communique pas, car les hommes refusent d'éclabousser, car ils se contiennent. C'est un partage qu'ils ne veulent pas faire.

RESUMONS

Il me paraît tout à fait essentiel d'être critique par rapport à tous les mouvements qui sont en fait des mouvements de domination (encore aujourd'hui essentiellement masculins). Ces mouvements se répercutent de manière extrêmement violente et parfois peut visible dans les communautés appelées les communautés de libération. Aujourd'hui des personnes ont la charge de payer le prix fort de la libération qui est en fait un des nouveaux modes de domination. Je pense au vieux. Pas spécialement avec tendresse mais avec inquiétude. Me demandant ce que vont devenir les corps que nous sommes, quel avenir nous sommes en train de nous préparer. Les vieux sont une préoccupation politique. Les jeunes, les vieux, les pas vieux mal dans leur peau, qu'en fait-on politiquement ?

Les derniers auxquels je pense sont les premières, les femmes. Ce n'est pas un discours bienveillant, j'ai une posture politique qui est de dire qu'il est inacceptable qu'aujourd'hui encore le discours social et politique aille tellement dans le sens d'une domination. Il faut regarder avec vigilance les mouvements de libération sexuelle parce qu'ils ont été en grande partie à l'origine d'un nouveau mode d'enfermement de la femme. Notamment autour des questions de la jouissance qui sont devenues une question de performance que d'intimité et de parole de la femme. Pour cela, il faut déphaluser, enlever la majuscule de ces discours qui nous entourent, il faut repérer le phallus pour le cicatrifier, c'est-à-dire le blesser en disant qu'il n'est pas si pur, si entier. Et il faut également cicatrifier le corps de la femme, c'est-à-dire affirmer qu'il ne s'agit pas d'une blessure insupportable mais au contraire la femme nous montre que toute vie est supportable et insupportable. Cette incertitude, c'est la forme que je voudrais trouver dans la blessure. Une blessure qui travaille en continu le regard critique qu'elle a sur elle-même. Une communauté incertaine où l'incertitude est un principe politique, une communauté cicatricielle. C'est-à-dire à la surface de la peau, à l'endroit où des blessures se sont produites.

Quelques QUESTIONS

X : C'est toujours un plaisir de t'écouter et de partager tes critiques renouvelées. Je suis extrêmement intéressé par tes analyses, d'autant plus que tout notre travail était d'abord un travail de revendication d'égalité. Et je voulais profiter de cette occasion pour te dire combien tes réflexions sont importantes au moment où derrière la question de l'égalité se profile la critique des normes. Quand on a travaillé au sein des associations de lutte contre le sida ou de défense des droits des gays et des lesbiennes, à chaque fois c'était pour revendiquer l'égalité sans pour autant tomber dans une normalisation qu'on voyait effectivement venir, et essayer à chaque fois en même temps de garder cette tension, cette cicatrice (comme tu l'appelles) entre une revendication qui passe nécessairement par le droit. C'est-à-dire par une forme de cristallisation juridique qui est nécessairement normalisatrice. Mais, en même temps, il était question de garder au sein des réflexions des communautés incertaines, des communautés de destin, entre nous, la critique des normes qui me semble effectivement fondamentale. Et de ce point de vue, il y a la question du coming-out, celle de l'image du corps qui est bien évidemment est au sein de tous ces problèmes. La question du coming-out comme impératif qui me semble extrêmement conservateur par rapport à tes appréciations, car il semblerait qu'il y ait un espace public qui demeure hétérosexuel et qu'à chaque fois que l'on va rentrer dans cet espace public qui est "naturellement" hétérosexuel il faut s'annoncer alors qu'il y a des gens qui ne s'annoncent pas. Il faut effectivement faire attention à cet impératif de coming-out.

Pour finir, c'est quelque chose que je n'ai pas vraiment compris et j'aimerais que l'on en débattenne, c'est quand tu parle de l'homme et de la femme, est-ce que cette masculinité et cette féminité est, selon toi, une notion interchangeable par rapport à des gens qui possèdent ou qui ne possèdent pas d'organe génitaux masculins ou féminins. Je n'ai pas très bien saisi comment tu te positionnes politiquement sur l'affirmation "homme", sur l'affirmation "femme". Est-ce que tout cela, pour toi, est interchangeable ?

François Delor : Quand on emploie des mots comme "homme" ou "femme", on emploie des mots du vocabulaire commun. Le travail du sociologue, je crois, mais pas seulement du sociologue, je dirais le travail de tous citoyens, de tout être parlant (et sans doute du psychanalyste) est de savoir que les mots que nous employons transportent toujours trop de réel. Je veux dire par là qu'ils fabriquent le réel.

La VERITE POLITIQUE du VERBE

Le mot crée la chose. C'est ce qui permettait à Lacan de dire que le mot tue la chose. Il y a quelque chose qui est de l'ordre de la mort de la chose par le simple fait que le mot devient plus important que la chose. Alors j'ai envie de dire la femme telle qu'elle n'existe pas ailleurs que dans les mots et l'homme qui n'existe pas ailleurs que dans les mots, mais seulement j'aurais là un jugement de non-existence qui est impertinent philosophiquement parce que cette femme qui n'existe que dans les mots existe bel et bien dans le réel en tant que femme. Et je suis dans une tension entre deux ordre de discours, le discours qui déconstruit nécessairement ce qu'il prononce et le discours qui constate au même moment l'efficacité du dictionnaire et des mots pour maintenir les deux. On pourrait employer des formules et dire "ladite femme" ledit homme", mais à un moment cela alourdit le discours. Mais c'est pourtant essentiel. Et c'est là que, dans ma tête, je mets l'astérisque. Il n'y est pas toujours. Quand il n'y est pas, cela me fait plaisir qu'on me le dise, qu'on me dise que j'ai été un peu trop réaliste, que j'ai prêté trop de réel et oublié le pouvoir des mots. Il faut le dire, c'est très important. C'est un travail tout à fait politique. On pourrait parler d'un travail politique qui est sur la sémantique. Prendre la sémantique comme objet de travail politique. Et pas seulement sociologique. Ne donnons pas, ne réservons pas la sémantique aux seuls sémiologiques, comme ne réservons pas l'anthropologie aux seuls anthropologues. Ce sont des objets beaucoup trop politiques pour mériter de rester entre leurs mains. On pourrait dire de ne pas laisser la médecine aux médecins, c'est un objet beaucoup trop politique pour que les médecins (qui n'ont pas la moindre formation en science politique) soient compétents. Ne la laissons pas aux seuls médecins. Même chose, mais en sachant que c'est une tension. C'est vraiment une tension.

En disant "chaise", je fabrique la chaise, et que celle-ci ne préexistait pas à la chaise d'une certaine façon. Le

Daniel Borrillo : Je suis sociologue et pas psychanalyste, et je m'en excuse. Je vais donc paraître très commun. J'aimerais revenir sur la cicatrice. Je fais juste une hypothèse : pourquoi on ne définit pas autrement la cicatrice en parlant de privilège. J'ai un problème avec la symbolique, que ce soit la violence symbolique de Bourdieu ou celle de ton analyse. Je pense que la domination masculine se traduit aussi par le fait qu'au fur et à mesure que les gays s'institutionnalisent, on demande aux folles d'aller jouer ailleurs, voulant être respectables. Il y a une alliance masculine entre hommes hétéros, gays ou bis, et cela risque de se passer à nouveau sur le dos des femmes. Les garçons qui vivent avec des garçons n'ont pas privilège individuel d'être des garçons, ils en ont quand même les privilèges collectifs. Pas seulement au niveau de la symbolique, mais aussi en termes de salaire, de poste de travail, d'agression... Aujourd'hui il y a des mouvements communs au sein de la communauté entre hommes et femmes et les rapports de domination masculine sont aussi saillants qu'avant. Dans la mesure où on commence à être accepté, on aurait tendance à laisser une partie de nos alliés sur la route.

Se MEFIER de la VICTIMOLOGIE

D'autre part, je dois dire que je me méfie de plus en plus de la victimologie. Un exemple : à Toulouse on se bat pour qu'existe une maison des homosexualités et des bisexualités. On est reçu par Douste Blazy après un pataqués inter-associatif, qui, politique de droite, a manifesté contre le PACS, a quelque chose à payer s'il veut être Premier Ministre. On lui annonce pas mal de choses dont le suicide. Douste qui dirige une municipalité de droite, que fait-il ? Et bien, une semaine après il fait un article dans la presse "Pour éviter le suicide des jeunes gays, il faut créer une maison des homosexualités". On sait, dans notre société judéo-chétienne que l'on arrive à toucher les gens en les faisant pleurer sur notre sort. Mais à force de faire pleurer les gens sur notre sort, on pleure beaucoup sur nous et on oublie que l'on n'est jamais que dominant ou dominé. On est souvent le dominant ou la dominante de quelqu'un.

François Delor : Il y a des lieux où on a l'impression que le travail est un travail de déconstruction. C'est agréable d'y aller, et de s'en inspirer. Je n'aime pas non plus le discours victimaire, mais j'ai toujours la crainte que la lutte contre le discours victimaire n'oblitére l'expérience des victimes. Je dis simplement de faire attention à ne pas collectiviser, car tous les jeunes homos ne se suicident pas. Ne faisons pas d'un fait d'observation à la fois statistique et singulier une donnée qui devient un argument politique de manière trop violente. Par rapport à la question de la cicatrice, soyons clairs, c'est employé sur le mode de la métaphore. A moment donné (comme le disait Daniel, c'est plus complexe qu'on ne le pense) pour qu'il y ait critique de ces mécanismes de domination qui se tiennent, on peut le faire à la Bourdieu. Et c'est laborieux au sens où il faut s'y mettre pour lire Bourdieu. Et parfois on se demande s'il ne faut pas s'y mettre à plusieurs. C'est en tout cas ce que Bourdieu souhaite, et c'est en cela qu'il fait école. C'est en ce sens là que c'est une métaphore. On pourrait en employer d'autres qui seraient certainement plus appétissantes. Mais peut être que c'est aussi un de mes fantasmes, c'est l'appétit pour les cicatrices. Je m'en excuse.

De nouvelles ALLIANCES MASCULINES

Jean-Christian : Je ne suis ni psychologue ni psychanalyste, je vais donc être plus terre-à-terre, d'autant que je suis jeune, pas trop moche, en psychanalyse et je n'ai pas mon permis de conduire. Mais j'ai trouvé que tu avais une analyse un peu pessimiste, notamment dans la façon dont tu as pu renvoyer dos-à-dos les hommes et les femmes, en prenant l'exemple des modèles dans le magazine *Têtu*, de ces nouvelles alliances masculines qui se feraient, encore une fois, sur le dos de la femme. J'ai plutôt l'impression qu'il y a des choses qui sont en train de se créer, des choses qui se font précisément avec les femmes, avec les folles. Si je reprends l'exemple des pages de *Têtu* ou de n'importe quel autre magazine de mode masculin hétéro, on voit des hétéros folles partout. J'ai vraiment l'impression qu'il y a des vraies alliances qui sont en train de se créer dans la réappropriation de la masculinité, et que ces alliances se font en même temps qu'il y a une réappropriation de la féminité, que ces alliances se font non seulement entre les mecs mais aussi avec les femmes. Quitte à parler de la nouvelle image de la masculinité, il me semble que toute la place est faite aux lesbiennes et plus particulièrement à l'image de la butch qui d'après certaines lesbiennes reste le summum de l'invisibilité et de la monstruosité peut-être en terme de cicatrice ou précisément comme revendiquant un phallus (à ce niveau, tu es un peu trop lacanien, et un peu trop poète), un phallus cicatrisé si j'ai bien compris l'histoire. Enfin je trouvais que tu avais une partie de ton analyse qui était vraiment intéressante, notamment sur cette nécessité du coming-out et de bonheur parfait qui suivrait derrière, mais qu'en même temps de renvoyer de façon rapide, en posant une hiérarchie et à nouveau un ordre de domination entre les hommes et les femmes, je pense que précisément si on est là c'est toute la place est faite aux femmes. A la fois en tant que cicatrice et autre.

François Delor : Il y avait deux raisons. Il y a une raison de temps, c'est-à-dire qu'on ne peut pas toujours aller aussi profondément dans les nuances. Je ne crois pas que l'on puisse dire aujourd'hui que les rapports entre les hommes et les femmes sont aussi figés. Car effectivement il y a un certain nombre de zones que l'on pourrait appeler zones de turbulence, des zones où en effet de nouvelles alliances semblent se nouer. Cependant il faut rester extrêmement vigilant, sociologue. Non pas dans la disqualification de ce que vous dites. Mais quel va être le regard du sociologue ? Il va dire quelle est l'ampleur du phénomène, quelles sont les catégories de populations effectivement prises aujourd'hui dans des nouvelles alliances, quels sont les comportements sexistes des populations en général, quelles sont les lectures que les gens en font ? Je viens de Belgique (dont certains pensent encore que c'est un pays beaucoup moins avancé que la France) ou 90% de la population continue à avoir des réflexes culturels assez traditionnels, a des lectures qui sont des lectures de magazines qui ne sont certainement pas à la pointe du progrès sur ces nouvelles alliances et certainement pas des quelques pages de *Têtu* où ces choses se jouent. Cela ne veut donc pas dire qu'il n'y a rien qui se joue, mais le poids sociologique de ce qui se joue est très faible par rapport à cette permanence ou à ce renouvellement de mode de domination.

Une TYPOLOGIE de la FOLLE

Quant à l'image de la folle, il y a celle qui est insupportable, celle dont on se dit qu'elle est vraiment trop folle mais surtout qu'elle est moche et qu'elle n'a pas de talent. Et on l'a met du côté des mauvais artistes. Mais c'est terrible car le critère implicite pour être folle c'est qu'il faut être bonne actrice, et si possible belle. Il y a la folle dont on se dit qu'elle est vraiment géniale, un peu chiante, lourdingue de temps en temps mais c'est le personnage autour duquel on est. Et celle-là, on va la retenir.

Et puis il y a une nouvelle folle, une folle qui n'a de folle que le nom. C'est la folle qui s'attribue quelques traits du vêtements féminins, mais pour le viriliser, pour le masculiniser, pour le porter à la mode militaire. J'ai eu l'occasion de faire quelques analyses structurales (des analyses de contenu) d'images contenues dans *Têtu*, des images de mode. Je l'ai fait avec des étudiants, ce n'était donc pas mon seul avis, c'était celui d'étudiants dits hétéros (Ils n'avaient pas eut suffisamment de cours avec moi pour déconstruire leur identité. Cela prend plus de temps que ça). Et ils me disaient qu'en effet, ils étaient frappés par l'utilisation de stéréotypes féminins mais dans une logique très virile. C'est-à-dire que ces hommes étaient incontestablement des hommes, même s'ils mettent du rouge à lèvres, et des boucles d'oreilles, il y a des traits identitaires qu'ils n'iront jamais chercher chez la femme, notamment le sein, le cul. Ce qui justement fait la folle, cette manière de jouer sur le stéréotype féminin. Il y a une nouvelle production d'un genre de folle qui en fait n'est pas tout à fait folle, mais qui est une sorte de dérision du corps de la femme, de réappropriation de ce qui chez la femme est en effet une réappropriation du masculin. Donc cela joue, mais cela ne me semble pas toujours jouer dans le bon sens, ni de manière aussi importante que l'on pourrait le croire. N'oublions jamais le réseau social dans lequel nous sommes, avec qui nous parlons, les lectures que nous avons. Ne faisons pas de notre propre expérience la règle générale. Il y a tant d'autres choses qui font l'objet de consommation des gens autour de nous. Et là je trouve qu'il y a des enjeux importants.

La QUESTION de L'AGE

Jacques Fortin : J'ai apprécié intimement des choses que tu viens de dire, car cela renvoie à des questions que je me pose. A la fois en tant que personne et quand on fait cette *Université d'Eté*. Depuis deux ans, je cherche à voir comment faire pour que la question des gens d'un certain âge, du regard que l'on porte sur le vieillissement du corps, de la façon dont on vieillit, à un moment je me suis dit pour ma propre vie, c'est un défi. Et depuis un certain temps, je me dis que non, que ce n'est pas la bonne façon de le prendre. J'ai eu la tentation d'essayer de perdre un peu de ventre, j'ai regardé des revues américaines épouvantables où les mecs à 70 ans sont bodybuildés, rafistolés, bronzés. Et je cherchais dans l'*Université* que l'on puisse en parler. Mais je n'ai jamais trouvé comment. On a fait un atelier, il y a deux ans, qui a été le bureau des pleurs. Double bureau des pleurs d'une hypocrisie monstrueuse, c'est le bureau des pleurs "on nous exclu", et l'autre bureau des pleurs c'est que les jeunes doivent coucher avec les vieux. Mais derrière ça, l'hypocrisie c'est que les vieux ne couchent pas avec les vieux ou ne disent pas que les vieux doivent coucher entre eux. Ce qui fait que le regard social porté sur les vieux est commun, il n'est pas intergénérationnel. C'est la façon dont nous ne nous aimons plus, c'est la façon dont nous continuons de ne pas nous aimer à partir d'un certain moment. Donc je tourne autour de ça, je n'arrive pas à trop à m'en sortir et me dit que l'année prochaine on pourrait faire un atelier et travailler là-dessus. J'ai 56 ans, et à cet âge ce sont des questions qui nous travaillent (comme celle du coming-out) dans la solitude. On ne va pas en parler entre nous, j'ai une vieille sœur à côté de moi, on n'en parle pas entre nous, on ne gratte pas trop là où ça peut faire mal. J'en parle parfois avec des jeunes, par provocation, pour les emmerder mais pas trop. Car après tu as l'air de la vieille tante qui a trouvé ce moyen pour draguer un petit jeune. On tourne en rond. A ce niveau, il y a un truc à faire.

Les difficiles RELATIONS INTER-GENERATION

Des copains, ces jours-ci, demandaient que l'on mette une backroom à ciel ouvert parce que cela ferait bouger les choses. J'ai eu beaucoup de mal à en discuter. Sur le principe cela ne me pose aucun problème, les gens font ce qu'ils veulent (et en plus le fait que cela soit en plein air, cela peut effectivement faire bouger les choses), en même temps je reçois dans l'estomac quelque chose comme blessant. Pas du tout parce qu'ils veulent faire ça, mais parce que je me vois par rapport à ça. Les jeunes hier ont fait un coquin malliar, dans le noir. Ils l'ont fait après l'AG où nous nous étions passablement excités..... C'est très chouette qu'effectivement un certain nombre de personnes d'un certain âge y étaient présentes, mais je dis qu'avec le regard que nous portons nous-mêmes sur nous-mêmes, devant ce genre d'initiative, nous comme d'autres, nous sommes désarmés, nous avons l'impression d'être devant une performance dans laquelle nous ne pourrions pas être. Sur le marché du sexe, nous ne sommes plus performants. Devant ce genre de performance nous nous inhibons. Il ne s'agit pas de ne pas faire un coquin malliar, il ne s'agit pas de ne pas faire de backrooms ouvertes, il s'agit d'avoir la discussion entre nous afin de voir comment là-dedans aussi des exclusions, des inhibitions jouent très violemment. Extrêmement violemment. Cela ne veut pas dire que ceux qui le font sont eux-mêmes violents et excluant. L'exclusion est collective. Je m'exclus, et je voudrais en discuter. Je ne pense pas être le seul, car ce n'est pas seulement quand on a 56 ans qu'on a ce problème, c'est quand on a 20 ou 22 et qu'on trouve qu'on n'est pas baisable. Quand on est moche. Je ne dis pas qu'il ne faut pas organiser de telles choses, je dis qu'il y a dedans des phénomènes de rapports de force, de violence et de nouvelles normes qui sont dans le milieu homo. D'où l'idée de performance. Ces questions touchent à l'intime de beaucoup d'entre nous. Et cet intime, il faut que nous le prenions en charge, et pas qu'on dise que c'est puritain quand tu as des résistances.

François Delor : C'est un débat crucial, puisqu'il concerne les pratiques érotiques. Ce sont des débats politiques que nous avons maintenant, et restons à ce niveau de débat politique, en essayant d'être un peu plus polis que d'autres politiques que nous voyons dans d'autres assemblées. Mais c'est une question politique puisque cela concerne l'usage légitime du corps et des lieux dans lesquels les corps peuvent s'échanger. Ce n'est pas du tout une question bateau. Je que j'entends dans le discours de Jacques, et pas seulement dans le sien puisqu'il y a des patients qui peuvent dire de telles choses, c'est qu'il existe des mécanismes de disqualification. Evidemment, les disqualifiants disent qu'ils ne disqualifient pas. C'est la réponse du berger à la bergère. Il y a des femmes battues et ceux qui les battent disent qu'ils ne les battent pas. Avec ça, on n'a pas fait une grande analyse. Il faut savoir que le disqualifiant n'est pas toujours conscient de la disqualification qu'il opère, ne fût-ce que par le fait que cette disqualification est une expérience subjective. C'est l'autre qui le ressent. Il est possible que dans ce que je dis maintenant cela disqualifie des personnes. Et je pourrais dire que je ne disqualifie pas. Mais de quel droit je peux dire que je ne disqualifie pas ? Je n'en sais rien. C'est une expérience subjective. Donc respectons au moins le caractère subjectif de l'expérience singulière de disqualification.

Le PROBLEME de la DISQUALIFICATION MUTUELLE

A ce moment-là, on n'a pas le droit de dire qu'il suffirait de faire un effort. Car alors on redouble la disqualification en disant à l'autre qu'il est un con. Quand quelqu'un vient nous dire qu'il se sent disqualifié, il faut arrêter de lui dire qu'il sent mal. Il sent qu'il est disqualifié. Pourquoi ? Est-ce de ma faute ? De la sienne ? Non, c'est la faute d'un ensemble de facteurs. Dans ces facteurs, il y a la trajectoire de la personne concernée. Il est possible qu'elle ait une petite tendance parano, d'avoir toujours l'impression qu'on ne l'aime pas. Qu'elle ait envie qu'on lui dise qu'elle est la plus belle, alors qu'on lui a déjà dit vingt fois aujourd'hui. Et il y a des gens qui sont dans des interactions où en effet dans l'interaction même ils ont été ou continu à être effectivement disqualifiés. Le type dont on dit à chaque fois qu'il arrive combien il est con, et qui vient nous dire qu'il a l'impression que nous le prenons pour un con, c'est difficile de lui dire que non, pas du tout, que c'est lui qui a un problème. Cela arrive très souvent qu'on soit dans ce jeu hypocrite. Autre facteur d'explication, c'est le contexte. Ce n'est pas aux *Universités d'Eté* qu'il a été décidé, décrété que les vieux étaient moins désirables, c'est dans le monde qui nous entoure. Il n'y a personne ici qui soit capable de renverser purement et simplement la vapeur. Ce qui n'empêche qu'il existe des jeunes qui aiment et même qui préfèrent les personnes plus âgées, et des personnes plus âgées (d'ailleurs plus nombreuses) qui préfèrent les plus jeunes. Et qu'en effet, on trouve un peu moins représentées des personnes âgées qui aiment les personnes âgées. Pour autant, je suis sûr que si nous allions un peu plus aller investiguer dans d'autres lieux que les *Universités d'Eté*, et notamment dans les homes, on verrait des choses toutes à fait surprenantes et disqualifiées. Car une fellation dans un home, c'est beaucoup plus grave qu'une fellation dans une backroom à ciel ouvert... Un home, c'est une résidence pour personnes âgées. Essayer, pas maintenant parce que vous ne pouvez pas y entrer, de faire une fellation dans un home en tant que résident, c'est pire que tous les comportements sexuels que vous avez pour le moment dans votre vie. Car les portes ne sont pas fermées et si les infirmières entrent et vous surprennent sur le fait, vous êtes des gros cochons. Et vieux, de surcroît. Cela dépend du discours social dans le quels nous sommes, et on ne va pas s'en libérer comme ça.

Ne pas FAIRE de nos DESIRS des EVIDENCES

Evident que la solution n'est pas du côté on mélange tout le monde et on bande les yeux. A fond le coquin malliar pas du tout coquin. Et vous verrez après que tout est meilleur dans le meilleur des mondes, et tout est bon. Non, il y a des fantasmes, des désirs, des stéréotypes, des valeurs, des préférences surtout. Ma préférence sexuelle n'est pas que d'un bord, elle se dessine selon les contours des partenaires que je préfère, Et c'est respectable. Mais comment travailler cela ? En ne faisant pas de nos désirs et de nos fantasmes des évidences indiscutables. J'aime les blacks, d'accords mais est-ce que les blacks c'est une donnée sociologique en soi ? Est ce que ce fantasme est légitime, ou est-ce qu'il n'a pas en arrière fond une certaine forme de questionnement politique qui devrait être suscité ? Les blacks, je les prends jusqu'à quel âge ? Jusqu'à 30 ans ? Avant la colonie, après la colonie ? Il y a une valeur politique du fantasme. Si je n'accepte pas d'en discuter, je dis que mon fantasme est purement singulier et donc indiscutable. Pour moi c'est une violence libérale. C'est comme on dit qu'on ne parle pas de sa fortune car c'est la vie privée. Non, la fortune a une dimension politique. Le fantasme aussi, ça se discute.

Les BACKROOMS, rite INITIATIQUE MASCULIN

Les backrooms peuvent servir à des personnes plus âgées pour trouver des espaces dans lesquels justement se croyant moins visibles elles ont des intéressements sexuels. Mais le problème, pour moi, est différent. Le problème n'est pas de savoir entre les hommes que l'on a initié dans les tribus (où on fabrique encore des hommes avec des initiations) quels sont les hommes initiés et les hommes non initiés, le problème est de savoir quels sont les humains non initiés. Les humains non initiés dans les logiques d'initiation, ce sont les femmes. Pour moi, la backroom est un lieu exemplaire d'une forme d'initiation, c'est-à-dire quelque chose qui fonctionne entre homme, à l'exclusion des femmes. Quelque chose qui définit en miroir le mode de sexualité des femmes, quelque chose dont on a fini par convaincre les femmes que c'était tout à fait ça qui leur convenait, qu'elles étaient beaucoup plus douces ces grottes mystérieuses et intimes dans lesquelles il faut beaucoup de temps, où la jouissance n'arrive jamais et quand elle arrive c'est la déferlante qui dure pendant 15 ans. Il y a de la littérature à ce propos. Lisez ça, et vous allez voir que c'est en fait la littérature inversée de la sexualité dite des backrooms. Le petit coup pressé, la sexualité d'organe, la sexualité régressive au stade anal-sado-écetéra. Les femmes ne sont pas comme ça. Les femmes ne peuvent pas être sadiques disait Lacan car elles ne peuvent pas être perverses (disait Lacan). C'est pour dire que je ne suis pas tout à fait lacanien. Et pourquoi les femmes ne sont pas perverses ? Parce qu'elles ont des enfants.

Donc les hommes sont pervers parce qu'ils n'ont pas d'enfants, mais ils ont un phallus avec lequel ils jouent à des jeux pervers. Tandis que les femmes ne sont pas perverses parce qu'elles ont des enfants, avec lesquels elles jouent à des jeux pervers. Ce qui fait que l'homme et la femme ne s'entendent pas au lit parce que l'homme est avec son idée de vouloir être pervers, et la femme est dans la demande de "prend ton temps chéri, j'ai mal à la tête". Quand on entend des hommes et des femmes parler de leur jouissance et de leurs fantasmes, on se rend compte que le fantasme est fabriqué à partir du corps et de la politique, que les femmes n'ont pas un corps très différent de celui des hommes, et n'ont pas une conscience politique très différente. Elles ont construites socialement différemment. La backroom sert aux hommes à dire que les femmes ne jouissent pas comme eux, qu'elles n'ont pas les mêmes envies, et que finalement quand elles allaitent c'est le moment où elles sont les plus heureuses. Ça les libère, eux (homos ou hétéros), pour leurs activités homosexuelles. Le sport, le foot, la boisson, la concurrence phallique, C'est donc une logique d'initiation. La valeur ou la dimension politique de la backroom doit être questionnée.

Pourquoi se TRAVESTIR ?

Catherine : Cela fait un quart d'heure que je me demande ce que je vais poser comme question, car les filles n'en posent pas beaucoup. On parle d'hommes et de femmes, et j'ai l'impression que c'est plutôt un débat entre hommes. La visibilité lesbienne, il faudrait qu'elle soit là, aussi. Je vais donc poser une question. Et j'espère qu'il y en a d'autres qui vont suivre, parce que là nous sommes en minorité. Bref, on a parlé beaucoup d'hommes et de femmes, tu as donné une théorie du phallus et je dois avouer que je n'ai pas très bien compris, mais c'est un détail. Aux *Universités d'Eté*, depuis trois ans on voit de plus en plus le soir (et maintenant en journée) des hommes qui s'habillent en femmes. Je ne vais pas rentrer dans la polémique du "Ils des moquent des femmes, des lesbiennes", mais on voit ne pas beaucoup de femmes qui s'habillent en homme. Et j'aimerais avoir ton avis à ce propos, à propos de ces hommes qui s'habillent en femme, même en journée, du matin jusqu'au soir. Je ne critique pas, ce n'est pas une critique mais simplement une question. Je ne comprends pas très bien, par rapport à ta théorie (que je n'ai pas vraiment comprise d'ailleurs).

François Delor : Cette théorie du phallus n'est pas la mienne. En cela, je rejoins ce qui a été dit tantôt, la description sociologique de théories psychanalytiques qui ont fait vulgate, qui sont devenues de bon sens commun. Et justement, non. Il faut déconstruire cela. Ces théories ne sont pas les miennes, mais il faut les dire. Et les dire de manière critique.

Le PRIMAS du PHALLUS

En quelques mots, la théorie du phallus est une théorie psychanalytique qui dit que de la différence biologique entre les hommes et les femmes (c'est à

dire une bite et pas de bite) est vue comme construction sociale. On pourrait dire vagin, pas de vagin. On aurait pu aussi dire deux trous de cul. Si on les retourne tous les deux, la différence sexuelle devient un peu plus difficile. Ce qui aurait été un peu embêtant, pour le classement tout du moins. Bref, chez l'homme il y a quelque chose à voir, et on en déduit que chez la femme il n'y a rien à voir. Evidemment, c'est tout à fait faux. Et de ce petit bout de chair qu'on appelle un pénis, on dit autre chose. C'est cela qui est important. Car on dit plus que c'est un homme, on dit que c'est autour du primat du zizi que s'est construit le primat du phallus. Le primat du phallus c'est l'idée qu'une société humaine fonctionne avec un référent symbolique majeur qui est le phallus. Référent qui devient le symbole du pouvoir, de la répartition des tâches, des catégories, des différences entre les sexes. Non pas les sexes biologiques mais les genres. Ce n'est pas les sexes biologiques car il y a un zizi, et un zizi ça ne fait pas une révolution. Mais par contre, le fait que ce soit les hommes qui doivent faire la révolution, c'est un mode d'attribution phallique du pouvoir de domination. Le port de l'épée, c'est un mode d'attribution phallique qui vient en concordance avec l'idée qu'il y a un primat du phallus. Cette idée doit être déconstruite.

Mais en même temps on ne peut pas nier qu'elle fonctionne. Car comme toutes les mauvaises idées, une fois qu'elles se sont installées, ça tient. Le masculin l'emporte sur le féminin, la virilité sur le mode de l'épée, de la pénétration, le primat de la pénétration, le coït bien fait, les positions symétriques qui ne peuvent pas être symétriques, la femme nécessairement passive, on est dedans, on est né là-dedans. Cela tient à ce primat du phallus. Primat à déconstruire en sachant que c'est vachement puissant. Et quand on me dit que je fais chier avec mon phallus, déjà je dis qu'en général ce n'est pas là qu'on le fait... mais c'est ainsi que cela se passe même si j'aimerais que cela se passe autrement. Mais malheureusement, c'est comme ça que ça se passe, et il faut continuer à dire que c'est comme ça que ça se passe, pour que ça se passe autrement.

Le TRAVESTITISSEMENT, une IRONIE VESTIMENTAIRE

Marie-Hélène Boursier a écrit un article remarquable sur le transgenre féminin et notamment le transgenre de femmes homosexuelles qui ont utilisé à certains moments (parfois durant de très longues périodes) des vêtements masculins. On dit que l'on voit moins de lesbiennes habillées en homme, mais Catherine, tu es admirablement habillée dans une tenue que tu pourrais me prêter. Une tenue transgenre qui permet quelque chose entre les genres. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas tant le vêtement, même si bien évidemment il est essentiel (le port du voile chez la femme musulmane, le slip Calvin Klein, ce n'est pas rien), il faut voir le poids politique de cette manière que nous avons de faire porter le tissu pas aux mêmes endroits (pourquoi dit-on que les femmes ont des petites culottes alors qu'en général elles ont un plus gros cul que les mecs ?) mais la manière dont une femme (ou un homme) est censée habiter un vêtement.

On peut habiter un vêtement avec une certaine dérision, une certaine distance critique. On peut aussi prendre un vêtement très au sérieux. Et si on prend le vêtement trop au sérieux, on est dans une logique de domination et de l'évidence. Et qu'un homme s'habille en femme, je n'ai pas l'impression qu'il s'agit d'une moquerie à l'égard des femmes. Si des femmes se sentent choquées, non seulement libre à elles de le dire mais c'est tout à fait essentiel que ce soit dit. Non pas pour qu'on interdise à des hommes de s'habiller en femme, mais qu'ils puissent entendre que pour certaines femmes cela peut représenter une forme de stigmatisation et de rejet. Cela doit être dit. Mais ce n'est parce que c'est dit que cela doit être interdit. Car sinon nous ne serions plus en démocratie, on serait dans un Etat où la moindre réaction serait fascisante. Prendre la parole, ce n'est pas donner un ordre. Et je suis tout à fait surpris par le fait qu'aujourd'hui beaucoup de femmes utilisent des vêtements masculins que l'on pourrait qualifier de passe partout. Sans se rendre compte que sont effectivement des vêtements plutôt masculins. Mais les signes classiques de la virilité, les femmes les emploient très peu. Notamment la cravate. D'une femme habillée avec un complet-veston et cravate on dira que c'est une lesbienne. Pourtant on sait qu'il y a des lesbiennes particulièrement féminines, mais je suppose (j'espère) qu'il y a des femmes dites hétéros qui aimeraient un jour porter une cravate, sans qu'on dise qu'elles sont sadomasochistes, virilisantes ou qu'elles ont un problème d'hormone. Comme les butchs dont on dit qu'elles sont les plus invisibilisées. Elles sont invisibilisées d'une certaine façon au sein de la communauté lesbienne qui s'interroge sur ce mode de trahison par rapport à la féminité. Mais du côté des hommes, qu'une femme fasse l'homme cela ne le trompe pas. Ce n'est pas que ce soit invisible, c'est l'objet d'une moquerie. Non plus d'une ironie mais d'une dérision. On va donc renforcer la féminisation. Ce qui est intéressant, c'est de voir que pour les gays, la folle et la camionneuse sont toujours du féminin. Et le féminin l'emporte sur le masculin quand il s'agit de se moquer.

De NOUVELLES NORMES

Aurel : Goudou féministe. Puisque les homosexuels ont repris à leur compte et remis au centre le phallus, et que de là (comme l'a rappelé Jacques) dépendent un certain nombre de re-crétions de normes, comme la norme intergénérationnelle, ou l'idée que l'on a un trop petit sexe ou trop grand, ça ne jouit pas assez bien ou trop vite. Si on commence à lutter contre cette norme phallique, tout le système homosexuel actuel s'écroule. Comment voyez-vous la possibilité de tout décapiter, car si vous faites cela vous décapitez 50% des associations pédés actuelles ? Car à mon sens, 50% d'entre elles sont aujourd'hui totalement normatives. Et le chemin que vous entrevoyez, doit-il être une violence militante forte ? Ou faut-il attendre simplement que les choses se fassent d'elles-mêmes ? Ce qui voudrait dire que je suis totalement inutile en tant que militant et que je ne suis pas né à la bonne époque.

François Delor : La différence entre les humains et les animaux, c'est que l'on a rarement vu des vaches planter elles-mêmes les prairies dans lesquelles elles vont praire. Les humains ont cette capacité de faire des jardins et d'enlever les mauvaises herbes. Les vaches les mangent parfois mais en général elles les évitent, et n'ont pas l'idée qu'elles pourraient les arracher pour que la pelouse soit plus belle. Ne soyons pas les vaches qui regardent passer le train. Généralement, quand on attend que ce soit mieux on laisse la place aux mauvaises herbes. C'est-à-dire les régifications identitaires, communautaires, la création de frontières. Il y a le magnifique livre de Lucy Luke que tous les militants gays et lesbiennes devraient lire : "*Des barbelés sur la prairie*". Il nous explique comment les humains sont plus cons que les vaches, puisqu'ils fabriquent des barbelés pour mettre des vaches à l'intérieur des barbelés, et après ils se battent pour les maintenir à l'endroit où ils sont.

Une nécessaire CRITIQUE des FRONTIERES

Il faut un travail au sujet des barbelés identitaires, de la manière dont aujourd'hui la petite pointe acérée du phallus continue de gratouiller le museau des vaches que nous enfermons dans des circonscriptions identitaires. Si les hommes continuent à enfermer les femmes dans des conditions qui sont des conditions lourdement dominées, la question se pose de savoir si pour la vache le barbelé est quelque chose de naturel. On peut tout à fait se dire que les vaches, à force de voir des barbelés, peuvent avoir l'idée que ça pousse dans la nature, que c'est naturel. Ce qui est important c'est de dire sans cesse que les barbelés ne sont pas naturels, et qu'il faut donc aller voir les endroits où ils sont noués aux arbres, les endroits où ils disparaissent comme valeur politique, les révéler et dire qu'ils ne sont pas naturels. Il faut les révéler puis les déplacer. A ce niveau, il y a vraiment du travail. Ceci étant, le militantisme violent me fatigue. La violence n'est pas très utile, sauf à certains égards. Face à des mécanismes de pouvoir absolument scandaleux et lourds, la violence n'est pas a priori disqualifiée. Mais pas trop, pas tout le temps. Pour l'instant je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'être violent. Pour autant, il convient d'être à la fois rigoureux et intraitable. C'est dire ne pas être des beniouious, d'éviter le consensus. La posture politique critique c'est de refuser le consensus. Car le consensus, en général c'est la loi du puissant.

Le TABOU de la MORT

X : Vous avez parlé des impératifs catégoriques, et je crois que l'un des plus grands d'entre eux c'est l'impératif de la pulsion de vie (éros) qui est toujours valorisé. Cette pulsion de vie qui nous conduit à jouir, à être performant. Le fait de vouloir être jeune et beau participe de cette pulsion de vie qui est un impératif catégorique. Maintenant il y a l'interdit catégorique qui est le fait que l'on ne puisse pas parler de la mort et qu'on l'instrumentalise. Je trouve très choquant que, par exemple, on soit obligé de brandir des chiffres de jeunes morts pour qu'enfin les gens se disent qu'ils vont donner du fric à des associations gays. Cela me choque que l'on puisse considérer que la mort est obligatoirement un échec. Le fait de réfléchir à la mort et donc à la façon dont nos corps vont vieillir et s'acheminer vers ce chemin naturellement (ce qui est une interrogation philosophique tout à fait légitime) est ressenti comme une pulsion morbide. On considère que le suicide est nécessairement un échec. C'est un peu gênant qu'on n'entame pas de réflexions sur cette mort (qui fait partie de la vie), car cela permettrait de réfléchir sur ces notions de vieillesse et de laideur (la mort, c'est aussi cette laideur qu'on repousse). Et sur les instrumentalizations, sur les raisons qui poussent les associations à s'occuper du suicide. Il faudrait gratter, voir que peut-être elles ne s'intéressent pas au suicide, elles ne s'intéressent pas aux jeunes mais brandissent cette mort comme étant le moyen d'obtenir du fric. Car les plus homophobes, si on leur par le d'homosexualité ils en ont rien à foutre, alors que si on leur dit que ce sont des jeunes qui vont mourir, tout de suite cela devient un tabou qui les force à mettre la main à la poche.

François Delor : Il n'y a pas de vie, d'existence qui soit traversée par la question de la mort. La pulsion de vie et la pulsion de mort ne sont pas des pulsions opposées, mais plutôt des pulsions interpénétrées. L'une étant la condition de l'autre. Il y a donc quelque chose qui est de l'ordre d'une tension, de tension dialectique entre les deux pôles qui ne se résout qu'au moment de la mort, avec la victoire de cette dernière, et qui se maintient pendant toute la vie avec une forme de victoire temporaire de la vie. Mais la mort n'est pas plus hostile que la vie, la mort est une composante de la vie, elle traverse la vie.

Quelle est la tension ? Pour moi, la tension est celle que l'on trouve entre les écrits de Georges Bataille (à mes yeux il faudrait reprendre Georges Bataille comme un auteur majeur de la littérature érotique, pas de la littérature gay ni de la littérature lesbienne) en cela qu'il parle de l'impossibilité pour lui, et non pas à partir d'un fantasme, de dissocier la recherche du plaisir, la recherche de l'érotique d'un questionnement politique sur les voisinages de la mort. Mais il s'agit d'un voisinage d'ordre politique. Et que font les sociétés avec la mort ? Il y a notamment un texte que Bataille a écrit sur le supplice (assez horrible) d'un jeune Chinois. Le texte est d'une beauté époustouflante quand il raconte cette rencontre dans le regard du Chinois avec la présence de la mort qui le ramène à lui, à sa condition d'être déjà mort, d'être mortel. On est toujours déjà mort à l'illusion de l'immortalité. A ce niveau, il y a quelque chose d'absolument fondamental, et également au niveau politique. C'est de reprendre et d'écrire une nouvelle érotique qui ne fasse pas ablation de la mort, qui la prenne non pas comme la meilleure des compagnes mais l'inséparable compagne de notre vie. Mais c'est nous qui la rejoignons puisque nous ne croyons plus, dit-on, en Dieu. C'est-à-dire que nous n'avons plus l'idée d'une mort divinisée. C'est la révolution moderne.

Entre JOUISSANCE et MORT

Mais c'est vrai que les psys sont un peu chiants. Et attention, car depuis que l'on a dit que les gays se suicident, vous allez voir que d'ici cinq ans il y aura des psys (les plus cons) qui diront que tel jeune est devenu gay parce qu'il avait des tendances suicidaires. Depuis que certains psychologues ont remarqué que le sida était une pathologie grave, ils en ont déduit que certains de ceux qui l'attrapaient le faisaient express parce qu'ils voulaient mourir. Et que donc cela représentait bien un rapport morbide à la jouissance qui équivalait à des tentatives suicidaires. C'est faux au sens où il est tout à fait improuvé que ce soit le cas pour toutes les personnes dont on parle. Ce qui est scandaleux c'est que l'on fasse une généralité, et que l'on prête des intentions suicidaires à des personnes qui adoptent un certain nombre de comportements. La conduite automobile qui fait beaucoup plus de décès que le sida (chez certaines catégories de populations) a rarement été considérée comme un pratique tout à fait suicidaire. Ensuite les entretiens approfondis avec les personnes séropositives nous montrent que par rapport à cette question, il s'agit plutôt d'un rapport à la jouissance et à la mort. Présent chez tous les humains, il ne fait pas l'objet d'une petit groupe particulier qui seraient des irréductibles ayant envie d'aller se tuer. Et dans un endroit de jouissance, effectivement il y a moins de protection parce que la jouissance telle qu'ils la conçoivent, la ressentent vient justement d'un laisser-aller. Ce qui ne veut pas dire mourir, car s'ils n'y avait pas le virus ils ne mourraient pas. Ce n'est quand même pas eux qui ont créé le virus pour se suicider avec. Il y a là quelque chose d'extrêmement violent, c'est de renverser la chaîne causale, de prêter à des gens des intentions en fonction des conséquences de leurs comportements. Il a eu un accident de voiture, mais il roulait comme un pété, ce mec est un suicidaire. Sauf que cela fait vingt ans qu'il roule comme un pété. S'il était réellement suicidaire, il y a d'autres moyens. Faire des tentatives de suicide pendant vingt ans en roulant en voiture, ce n'est pas vraiment productif.

L'INTENTION SUICIDAIRE n'est pas SYSTEMATIQUE

J'avoue que cela me met vraiment très en colère quand dans le champ de la prévention du sida des collègues (que vraiment je n'apprécie plus depuis que je lis des trucs pareils) viennent dire que cette personne est séropositive, mais elle était déjà suicidaire. Demain, on va dire que le fait d'être gay est un autre mode de tentative de suicide. Le suicide en général est quelque chose qui n'est pas généralisable. Les modes de tentative de suicide tels qu'ils ont été repérés dans la littérature de manière majoritaire, ce n'est pas le sida. Il existe bien d'autres moyens. Cela me paraît vraiment important de le dire, sinon on est dans le procès, la double pathologisation. A une pathologie on rajoute une autre cause. Et en fait, de la sorte, on disqualifie le virus. En ce sens que l'on pourrait presque mourir du sida sans virus puisqu'il suffit d'être suicidaire. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas des conduites qui ne s'apparentent pas à des conduites d'ordre suicidaires. Mais s'apparenter à des conduites suicidaires ne provoque pas la mort. Quand je mange un peu trop, quand je bois un peu trop, cela s'apparente de plus ou moins près à des conduites dont on pourrait dire qu'elles sont de type suicidaire. Mais cela dépend des normes morales et aussi des normes sociales qui disent que mettre son pied en dehors de la route, c'est suicidaire. Baiser, cela peut être suicidaire. Dans une communauté religieuse, et surtout devant le prier. Cela dépend du point de vue auquel on se place. Mais si on imagine que celui qui est en train de baiser, fusse dans une communauté religieuse, a choisi ce moyen pour se suicider, mais où sont les cordes dans ce couvent ? Il faut vraiment que cette personne ait une imagination féconde pour aller chercher ce moyen qui est tellement peu certain. Quand tant d'autres plus efficaces et rapides existent.

X : Vous avez dit que la dépression était une résistance à l'insupportable. Cela peut se concevoir car on voit des gens déprimés qui au sortir de leur dépression sont plus forts, mais jusqu'à présent, plus que la résistance à l'insupportable je voyais ça comme un refus des changements dans l'existence, Et peut être que la découverte de l'homosexualité en est un.

François Delor : Cette vision de la dépression et celle que j'essaie de promouvoir ne sont pas incompatibles. Je crois qu'effectivement la dépression est assez souvent une réaction à un événement ressenti par les personnes comme étant insurmontable, insupportable. Le problème étant que les stratégies réadaptatives ne vont pas travailler sur l'événement mais sur la personne, en lui disant de faire un effort. Alors qu'il faut aussi travailler les conditions concrètes de l'événement. A certains moments, il faut dire à quelqu'un que c'est bien qu'il soit déprimé, que c'est la seule chose qu'il puisse faire car ce qui lui arrive est tellement dégueulasse, qu'il ne s'agit pas de prendre un médicament mais d'aller casser la gueule de son patron. Donc la question est de savoir comment casser la gueule du patron tout en donnant un peu de prozac histoire de la soutenir. Ce qui n'est pas inutile, car c'est tellement douloureux une douleur. Mais il faut être attentif aux conditions.

X : Selon toi, à quelles conditions une parole est politique ou pas ?

Tout n'est pas POLITIQUE, SAUF *****

François Delor : Il y a la parole, la posture, la pratique, l'érotique. Le politique peut se coller comme adjectif à quantité de choses. Et en quoi quelque chose devient-il politique ? Il y a la sphère de l'intime qui n'a pas de valeur politique au sens où c'est la protection de la vie privée. Privée au sens privée de valeur politique car elle n'a pas à se débattre politiquement. D'où la difficulté de la vie privée et publique des hommes politiques. Le moindre acte de leur vie privée peut avoir valeur politique. Préservons-nous une zone d'intimité du rapport de nous à nous qui n'a pas valeur politique. Maintenant il y a l'interaction. Celle-ci est située par rapport à un autre qui est pris lui-même dans le social. Il y a une dimension politique à mon action ou à la manière dont je parle, mais ce n'est pas pour autant le lieu de la politique, c'est un lieu d'écho de la politique. Ma chambre à coucher est une chambre d'écho politique en ce sens que la politique s'y joue. Les Parlements, les partis et logiques de pouvoir sont le lieu de la politique. Une pratique est politique dès qu'elle se reconnaît comme telle, en articulation avec une sphère de vie privée où il n'est pas question d'y mêler tout (tout n'est donc pas politique) et en connexion étroite avec une sphère publique où je dois savoir que ma manière de parler ou de baiser est conditionné en partie par cela. Plus politique qu'on ne le pense, mais pas tout politique.

Nous arrivons au terme de ce débat, y a-t-il une femme pour clôturer ce questionnement ... Oui !

X : A propos de cet appel à la vigilance par rapport au discours dominant, je me demande comment laisser un espace d'expression aux plus vulnérables. Notamment, mais pas seulement, les femmes. Sans tomber dans l'impératif catégorique de tu es une femme, il faut donc que tu sois visible, que tu prennes la parole.

François Delor : Il y a le registre des moyens qui sont ceux que l'on peut utiliser un certain nombre de fins, d'avantages, de reconnaissance. Un des moyens, c'est d'être vigilant quant au mode de parole des femmes. Mais les moyens ne sont pas des fins. Si la parité est une fin en soi, c'est une fin peut-être appétissante. Mais redoutable, presque incontournable pour qu'à un moment donné cette question du rapport entre les genres prenne toute sa dimension politique. Mais si l'horizon est massivement défini par des hommes, quel est le niveau politique dans lequel nous allons pouvoir discuter de l'horizon qui pourrait nous être commun ? C'est le niveau qui manque le plus. Le débat sur la parité en France n'était pas un débat sur les lieux institutionnels où pourraient se discuter les fins. L'objectif d'une politique n'était pas discuté par les personnes qui auraient pu en bénéficier. Il faut renverser la vapeur, ouvrir les débats au sujet des fins aux personnes les plus vulnérables. Si la parité est un moyen par rapport à un autre objectif, quel est cet objectif ? Il serait que la question de savoir s'il y a autant de femme que d'homme ne soit plus une question, car ce qui ferait lien entre les humains ne subirait plus le poids de cette séparation. Et dès lors la femme ne se reconnaîtrait pas plus comme femme que l'homme comme homme parce que ce miroir aurait caché. Il y aurait des quantités de manières de se reconnaître, mais plus à partir de cette différence. Et si l'objectif est la mise à mort de la différence des sexes, ce serait magnifique puisqu'on serait dans l'éloge de la diversité sexuelle. Nous avons une Université d'été, il faudrait une Diversité d'été à valeur politique qui investisse progressivement d'autres lieux. Il y a de l'espoir à condition de soutenir des travaux rigoureux au niveau des institutions. Les institutions démocratiques sont trop importantes pour en laisser le privilège à ceux qui se prétendent légitimement démocrate.

HOMOPHOBIE

SUICIDE

ET

IDENTITE

L'UTILITE d'une LIGNE D'ECOUTE

Rene Paul LERATON

Notre travail durant cette après-midi va être de partir d'une expérience française qui est celle de la ligne d'écoute *Ligne Azur* (que je vais brièvement présenter) pour finalement déboucher sur le travail mené par Michel Dorais. Travail qui a été publié dans le livre "*Mort ou fif*". Ceci dit, je vais commencer mon intervention en vous lisant trois extraits d'appels (témoignages) que nous avons entendu sur *Ligne Azur*.

- Un garçon de 22 ans : "*Je trouve que la vie n'est pas géniale, c'est chiant comme on est regardé. Comme des animaux. On est rangé dans des catégories. On peut se faire injurier sans que personne ne fasse quoi que ce soit. Mon père quand il a été mis au courant m'a foutu dehors. Je vivais chez mes parents et mon père a jeté tout ce que j'avais. Tout était cassé. Il m'a dit de foutre le camp. C'est mon père, je ne peux rien dire. Ma mère me téléphone de temps en temps, me demande si je n'ai pas le sida. Je lui demande si je peux la voir, mais elle ne veut pas à cause des voisins. J'ai perdu mon boulot aussi, m'insultait. Ce qui fait le plus mal c'est la famille, une boîte on peut en changer mais une famille..... J'ai un petit copain, je suis bien accepté par sa famille*".
- Une jeune femme de 15 ans : "*Ma mère s'est aperçue que je sortais avec une fille bisexuelle, elle l'a très mal pris, elle m'a dit que je l'a dégoûtait et que dès que j'aurais 18 ans je n'aurais qu'à aller faire mes saletés ailleurs*".
- Un garçon de 18 ans : "*Je suis complètement isolé dans un grand ensemble. Je me sens stigmatisé par les jeunes de mon quartier. Mon père est mort, ma mère est compréhensive après une période de refus. Ma sœur est très critique sur mon homosexualité. Je n'ai pas vraiment de modèle positif, j'ai l'impression que tous les pédés sont bodybuildés et fous de techno. J'aimerais tellement vivre une homosexualité cool. A 11 ans on m'a envoyé chez un psy qui m'a dit que j'étais homosexuel et transsexuel. Après j'ai connu plusieurs périodes, d'abord j'ai essayé de masculiniser mon apparence, et puis j'ai accentué l'image homo avec des piercings par exemple. J'ai fait huit tentatives de suicide, mais j'ai réussi à remonter la pente*".

SAVOIR et DEVOIR ECOUTER

Ligne azur est une des lignes spécifiques de *Sida Info Service* (numéro vert d'information, d'écoute, de soutien et de prévention). En

1995 la Direction Générale de la Santé a proposé à *Sida Info Service* de tester une ligne qui essaierait de vérifier si les jeunes garçons ayant des rapports avec d'autres garçons n'avaient pas besoin d'une écoute spécifique étant donné qu'il y avait plusieurs études à travers le monde qui montraient que c'était une population particulièrement exposée aux prises de risques VIH. Nous étions alors dans ce qui a été évoqué ce matin, c'est-à-dire que si on voulait faire avancer un projet sur l'homosexualité, il fallait obligatoirement y mettre des bons gros morceaux de sida. Et il n'y avait qu'à la division sida de la DGS qu'on pouvait trouver des interlocuteurs capables d'entendre que pour les gays tout ne se résumait pas au sida, qu'il y avait aussi beaucoup de problèmes connexes qu'il fallait également tester. Le test de cette ligne s'est fait sur quatre mois, et à la grande déception de certaines personnes de la DGS il s'avéra que les jeunes qui nous appelaient nous parlaient très peu de sida. Même si les messages de communication de la ligne étaient faits sur des accroches sida, on nous parlait de la difficulté de réaliser que l'on n'est pas comme les autres, que l'on n'a pas les mêmes pulsions affectives, les mêmes désirs sexuels, les mêmes fantasmes. Ce qui est source de honte, de difficulté, de souffrance, à des degrés extrêmement variés.

Ligne Azur a aujourd'hui quatre ans. Nous avons eut des difficultés à faire redémarrer la ligne après la période test, car ils se retrouvaient face à quelque chose qui n'était pas du tout ce qu'ils attendaient. Sans compter qu'on ne nous disait jamais vraiment les choses directement, mais derrière ce qu'on nous posait comme questions, il avait des "Est-ce que vous n'allez pas faire du prosélytisme ?", "Est-ce que vous n'allez pas encourager des pratiques déviantes ?". Et si on ne me demandait jamais directement quelle était la sexualité des gens qui répondaient au téléphone (les écoutants), toutes ces "questions" courraient. Car bien évidemment (pour eux) si des gays écoutent des gays, cela ne pouvait qu'être des gens qui allaient dire d'y aller, qu'il faut être homo. Ce qui est un grand manque de respect pour les écoutants de l'équipe, étant donné qu'ils sont des professionnels. Ce sont des gens qui ont une formation à l'écoute, des gens qui ont un cadre de travail. Je précise que je n'engage pas les gens par rapport à un quelconque profil sexuel. Il y a des gays, des lesbiennes, des hétéros. Et tous et toutes répondent en tant qu'écoutant. Il est bien évident que nous ne sommes pas là pour dire aux gens de faire ou de ne pas faire ceci ou cela, pour leur dire que c'est bien ou mal, nous sommes présents pour leur offrir une possibilité de parler. D'ailleurs, il est très fréquent qu'on nous dise que nous sommes les premiers à qui ont dit les choses. Ce qui prend un certain temps.

Ce que l'on appelle globalement aujourd'hui la téléphonie sociale, c'est quelque chose qui prend du temps et qui coûte des sous. C'est quelque chose qu'il faut faire entendre aux pouvoirs publics. Surtout qu'ils ne savent pas trop ce que nous faisons. Car, en fait, ils vaudraient qu'on dise à ceux qui nous appellent d'aller à telle association, que s'ils ont pris un risque qu'ils aillent faire un test. Et c'est tout. Il est bien évident que ce n'est pas tout. On peut distribuer des adresses ou diriger vers des associations, mais ceux qui nous appellent ne sont pas encore prêts à mettre les pieds dans une association. Ils ne sont même pas encore prêts à s'entendre dire qu'ils sont gays. Car une des questions les plus fréquentes que nous avons, c'est "Qui je suis ? Voilà ce que je fais, voilà ce que je vis, ce que je fantasme, mettez-moi une étiquette". Mais notre boulot n'est pas de distribuer des étiquettes, notre boulot c'est souvent de revaloriser la personne, de lui faire entendre qu'elle a le droit de nous faire entendre ce qu'elle est en train de nous dire, qu'elle a le droit de désirer ce qu'elle désire, qu'elle a le droit d'aimer la personne qu'elle a envie d'aimer, que ce n'est pas facile mais qu'il y a une possibilité. Notre travail va être de faire comprendre à cette personne qu'elle a déjà fait pas mal de choses (ce que Michel va développer au cours de son intervention). Le parcours des jeunes gays et des jeunes lesbiennes les met souvent face à des obstacles qui ne sont pas ceux que vont rencontrer des jeunes filles ou garçons hétérosexuels. Ce qui ne veut pas dire que les hétéros n'ont pas de problèmes (l'hétérosexualité, ce douloureux problème comme dirait Madame H), mais il y a une "valeur ajoutée" au parcours du jeune homo. Ce qu'on entend, outre ce que je viens de vous dire, c'est que les jeunes se sentent souvent face à un problème d'invisibilité ou de visibilité.

Trop VISIBLES, Trop INVISIBLES

Quand les jeunes homos sont repérés, c'est parce qu'ils sont trop ceci ou pas assez cela, ils s'en prennent plein la gueule. Nous avons surtout des témoignages de jeunes garçons. Car des filles qui se tiennent par le cou, ça se fait. Beaucoup d'entre eux témoignent d'insultes, de coups souvent donnés devant des adultes qui ne réagissent pas. Dans le genre, nous avons reçu le témoignage d'un jeune qui se faisait régulièrement insulter au lycée et qui un jour s'est révolté. Cela s'est terminé en gigantesque engueulade avec toute la classe qui rigolait parce que le pédé se révoltait. Il nous racontait que ce n'était pas tellement les insultes et les ricanements des autres élèves qui le blessaient, parce qu'à la limite il y était habitué, mais ce qui avait été pour lui le plus terrible c'est que la prof elle-même se marrait aussi. Pour lui, cela avait été épouvantable.

Ou alors ils sont dans l'invisibilité. Nous avons de multiples témoignages de jeunes constamment en train de s'inventer une personnalité sociale qui au fur et à mesure leur colle à la peau, et finit par leur devenir insupportable. "Je vais péter les plombs" revient souvent. Et on sait ce que le pétage de plombs peut amener comme prise de risques suicidaires. L'histoire de la double personnalité, c'est quelque chose de récurrent parmi les appels que nous recevons. Et il y a le problème de l'isolement. Un film comme celui de ce matin, c'est un film que pas mal de socio-éducativo-médico... (je dis cela sans aucune méchanceté, car il y a beaucoup de personnes qui dans ces milieux sont des gens de bonne volonté) vont se prendre dans la gueule. Parce que pour beaucoup, être homo aujourd'hui ce n'est plus un problème. Il est vrai qu'il faut faire attention de ne pas s'installer dans une position, confortable de victime, car si ce que nous entendons c'est la souffrance, la honte et la peur, l'homosexualité, ce n'est pas que ça. Mais pour certains, c'est encore ça. Et nous sommes obligés de se dire que, Dieu merci, il y a encore des jeunes qui prennent la parole, qui sont fiers, qui ont la chance d'avoir autour d'eux des adultes (à commencer par leurs parents) qui ont compris la chose, des adultes qui même à certains moments sont devenus supporteurs de leur enfant, puisqu'il faut en être fier. On pourrait se dire qu'il n'y a pas à en avoir honte ou à en être fier, mais si, il faut en être fier puisqu'il y a tellement de honte. Et le sentiment d'être seul au monde est quelque chose qui existe encore aujourd'hui. Même s'il y a une visibilité homosexuelle, des paroles, les *UEEH*, il y a encore beaucoup de jeunes qui se disent être le seul pédé ou la seule gouine dans le coin. Et nous, nous leur disons qu'ils ne sont pas les seuls car il y a d'autres gens qui nous appellent, et si ça trouve dans leur bahut il y a un autre garçon qui se dit lui aussi qu'il est seul au monde, mais seulement ils sont tous les deux seuls dans leur truc et ils ne vont se rencontrer. D'où la nécessité d'un réseau associatif, point hyper important.

Je vais maintenant passer la parole à Michel que je présente rapidement. Michel travaille depuis 25 ans sur le terrain de la recherche sociale. C'est quelqu'un qui m'a énormément apporté dans mon travail, et dans ma réflexion personnelle en tant que gay. J'ai eu l'occasion de le rencontrer à plusieurs reprises, notamment l'année dernière lors du premier congrès francophone de prévention du suicide où il présentait les premiers résultats de son étude. J'ai alors trouvé tellement de résonance par rapport à ce qu'on entendait sur *Ligne Azur* que je suis allé le voir. Depuis, nous sommes restés en contact. Et j'ai eu la grande fierté qu'il me propose de préfacier la version française de son livre, et même de rajouter quelque chose par rapport à la situation française. Je lui laisse maintenant la parole car il a des choses vraiment passionnantes à dire.

Les JEUNES FACE à L'HOMOPHOBIE

Michel DORAIS

Comme le disait à l'instant René Paul, j'ai eu trois carrières. Dans un premier temps, j'ai été dans travailleur social, je m'occupais en fait de trois groupes de jeunes. D'une part des jeunes gays, des jeunes prostitués, jeunes de la rue (surtout des garçons) et des jeunes victimes d'abus sexuels. L'un n'excluant pas l'autre. J'ai commencé ma carrière, il y a 25 ans auprès de ces groupes marginalisés. Je ne dis pas "marginiaux", le choix du terme est conscient. Ensuite, j'ai travaillé une dizaine d'années au Ministère de la Santé et des Services Sociaux à développer des programmes de prévention sida en direction de ces groupes, ainsi que des cours de formation pour le personnel socio-sanitaire. Et depuis quelques années, je travaille au sein d'une université où j'enseigne et fait de la recherche. Mais toujours en m'intéressant aux mêmes problématiques. Je suis parti du rôle d'intervenant terrain qui ne trouvait pas toujours de réponse aux questions qu'il se posait. Car les livres traitant de ces groupes avaient alors surtout tendance à pathologiser les choses.

RISQUE SUICIDAIRE et VICTIMISATION

Ceci dit, j'aimerais revenir sur quelque chose que Daniel Borrillo à dit ce matin, quelque chose qui m'a fait sursauter. Parler de suicide chez les jeunes gays ce n'est pas chercher à les victimiser. Tous autant que nous sommes, nous sommes tous des acteurs sociaux. Et pour sortir du rôle de victime, il faut d'abord reconnaître que nous l'avons été. Ce n'est pas un état permanent que d'être victime, ce n'est pas une condamnation, mais il y a des gays et des lesbiennes (surtout jeunes) qui à un moment de leur vie sont victimes. J'ai été surpris que quelqu'un qui a écrit un livre sur l'homophobie pense que c'est une idéologie victimaire que de travailler là-dessus. Ce n'est pas du tout mon cas. Je tiens à le préciser. Les gays ne sont pas des victimes, ne sont pas que ça. Cela peut arriver, mais ce n'est pas un état permanent. Et cela ne les empêche pas d'être et de devenir des acteurs sociaux. Précisément pour sortir de ce rôle de victime qu'on voudrait bien leur coller à long terme.

Il n'y a pas de lien entre homosexualité et suicide, mais entre homophobie et suicide. Le suicide chez les jeunes homos est lié à leur condition de vie. Ce n'est pas le fait d'être homo qui mène au suicide, c'est le fait d'être rejeté, marginalisé, c'est le fait d'expérimenter des problèmes dont nous parlerons à l'instant, au sein de la famille, à l'école, dans l'entourage. Et enfin, en Amérique du Nord (les Etats-Unis, le Québec, le Canada) on n'a pas encore de chiffre en France mais ça viendra très bientôt, il y a plus de jeunes gays qui meurent de suicide que de sida. Ce qui ne veut pas dire qu'il est temps de faire cesser les efforts de prévention sida, ces efforts doivent bien évidemment perdurer. Ceci dit on a passé sous silence pendant très longtemps que chez les jeunes (quand je parle de jeunes, je parle de gens âgés entre 14 et 25 ans) qu'il y avait plus de jeunes gays qui décèdent de suicide que de sida.

La REALITE du risque SUICIDAIRE

En parcourant des recherches américaines, surtout des recherches quantitatives, on sait déjà depuis une vingtaine d'années que les gays en général (et les lesbiennes dans une moindre mesure), plus que les jeunes hétéros, sont susceptibles d'effectuer des tentatives de suicide. Ou d'avoir des suicides complétés. Chez nous, au Québec, on ne parle pas de suicide réussi, croyant à tort ou à raison (mais plutôt à raison) qu'un suicide n'est pas une réussite. Et donc, quand je parle de suicide complété, cela signifie que la personne est décédée. Actuellement il existe une dizaine d'études quantitatives. On sait que, grosso modo, les recherches américaines démontrent, en recourant parfois à de très gros échantillons (36 000 jeunes), que les jeunes gays (selon la catégorie d'âge) sont six à seize fois plus à risque de tentative de suicide. Chez les filles, le taux est de deux à quatre fois plus. On commence à avoir des chiffres en Europe, la différence entre les filles et les garçons semble être un peu moins grande. En Amérique, le suicide chez les garçons est beaucoup plus important, de façon générale. Au Québec nous avons le record mondial de suicide chez les garçons, raison de plus pour faire des recherches là-dessus. Et si on compare les groupes de jeunes hommes qui se déclarent homosexuels de ceux qui se disent hétérosexuels, la différence est significative. Au Québec, les garçons sont déjà six à sept fois plus à risque de tentative de suicide, tous groupes confondus. Et si on ajoute à cela que les jeunes gays sont encore six à sept fois plus exposés, cela fait un multiple assez important.

PRINCIPAUX FACTEURS de risques SUICIDAIRES

Il a deux facteurs qui sont souvent associés à des tentatives de suicide. Le premier est la découverte précoce de son orientation homosexuelle. Plus un jeune va découvrir tôt son orientation et plus il (ou elle) sera à risque de suicide. Car si vous découvrez à dix ans que vous êtes homosexuel, vous n'avez vraisemblablement pas de groupes de support autour de vous pour vous venir en aide. Alors que si vous le découvrez à 25 ou 30 ans, vous êtes déjà plus en mesure de connaître des ressources, d'avoir des amis eux-mêmes gays susceptibles de vous aider. Cela expliquerait vraisemblablement que les tentatives de suicides et les suicides complétés sont plus nombreux chez les garçons que chez les filles, car en Amérique du Nord (on le saura pour la France très bientôt car il y a une grosse enquête actuellement en cours) les filles ont tendance à découvrir leur tendance homosexuelles un peu plus tard que les garçons. Pour la grande majorité des garçons, c'est entre 10 ans et la fin de l'adolescence, alors que chez les filles c'est plus à partir de la fin de l'adolescence et jusqu'à l'âge de 18/20 ans.

On voit donc que cette précocité de la découverte de son orientation sexuelle peut rendre vulnérable à cause d'un isolement, d'un manque de support. On remarque aussi que les garçons dit non-conformistes quant au genre, c'est-à-dire féminins, moins sportifs, qui s'intéressent à des choses considérées comme moins masculines sont plus exposés. De toutes les recherches quantitatives, il ressort qu'un jeune est encore plus à risque s'il est non conforme quant aux attentes du genre dit masculin, et si on découvre précocement son orientation homosexuelle.

L'INTERET d'une RECHERCHE QUALITATIVE

Nous avons mené une recherche qualitative car il existait déjà une dizaine d'études quantitatives. C'est ainsi que nous avons à notre disposition une excellente recherche faite au Canada qui montrait que les jeunes étaient en moyenne quatorze fois plus à risque de suicide que les jeunes hétérosexuels de profils similaire (même âge, même niveau scolaire). Ce que nous avons voulu faire, et nous nous sommes aperçus que c'était une première mondiale, c'est une recherche qualitative. Nous aurions pu faire ce que nous appelons des autopsies psychologiques, c'est-à-dire interviewer les proches de personnes décédées suite à des suicides. Mais les sujets tabous ne ressortent jamais (ou très peu) des autopsies psychologiques. Dans le cas du suicide d'une fille qui subissait l'inceste avec son père, celui-ci ne dira pas que sa fille s'est suicidée pour cette raison. Souvent les parents déclarent ne pas comprendre, que leur fils allait très bien. C'est ce que j'appelle les suicides pour cause de bonheur insoutenable. Evidemment, on ne se suicide pas à cause d'un bonheur insoutenable, mais dans les autopsies psychologiques on retrouve souvent ce type de discours, les parents ne parlent pas d'inceste, ne disent pas que leur fils s'est suicidé parce qu'il était homosexuel.

C'est pourquoi nous avons préféré interviewer des jeunes qui avaient fait des tentatives de suicides, afin d'en connaître les raisons. C'est ainsi que nous avons contacté 24 jeunes gays et huit jeunes hétéros, dont un certain nombre avaient vécu des problèmes similaires aux jeunes gays du fait, dans certains cas d'être non-conformistes quant au genre. Il existe aussi des jeunes hétéros qui se font traiter de pédé. Les choses que l'on croit réelles ont des conséquences réelles. Le jeune hétéro qui se fait traiter de tapette vit des choses identiques à celui qui est réellement homo. Et enfin nous avons un sous-groupe de huit jeunes gays qui avaient vécu des problèmes importants sans avoir fait de tentatives de suicide, afin d'identifier ce que l'on appelle les facteurs de résiliences. Pour ceux que cela intéresse, je les renvoie à deux livres de Boris Elrunik : *"Un merveilleux malheur"* et *"Les vilains petits canards"* qui traitent très bien cette question de ces personnes qui deviennent résilientes, résistantes aux malheurs et aux traumatismes qu'elles ont vécus.

Différents TYPES de POPULATIONS

Et dans notre échantillon de 32 jeunes hommes, nous avons identifié différents profils qui se caractérisent chacun par une typologie d'attitudes caractéristiques vis-à-vis de conduites (et d'attaques) homophobes. En gros, nous avons distingué le groupe de ceux que l'on a appelé les précoces. C'est-à-dire ceux qui sont précocement identifiés comme homosexuel. A l'inverse on trouve les tardifs, ceux qui découvrent sur le tard (au sortir de l'adolescence) leur orientation sexuelle. Et entre ces deux pôles, nous avons déterminé des sous groupes allant du caméléon au rebel. Bref, toute une palette d'attitudes et de résistances face à l'homophobie.

Le PEDE de SERVICE

Parmi les précoces, on distingue un sous-groupe composé d'individus que nous avons qualifié de pédé de service. C'est celui qui, dès son plus jeune âge, va servir de bouc émissaire et être battu dans la cour de l'école devant les autres élèves et les profs sans que personne ou presque n'intervienne. L'hiver dernier je donnais une conférence devant le syndicat national des professeurs, il y avait 400 personnes dans la salle, et je demande de lever la main à ceux et celles qui avaient déjà été témoins d'actes et d'injures homophobes dans l'enceinte de leur école. Presque 100% des gens levèrent la main. Ensuite, j'ai demandé combien d'entre eux étaient intervenus. Seules deux ou trois mains se levèrent. Pourquoi ? Est-ce que ça fait moins mal lorsque l'on est battu quand on est gay que lorsqu'on est noir, jaune ou juif ? Est-ce que les enfants gays ou identifiés comme tel méritent d'être battus ? Il ne mérite pas d'être protégé à l'école ? La salle était d'accord avec moi. Et donc, je leur avais dit qu'à partir de demain ils allaient désormais intervenir. Mais certains me répondirent que s'ils intervenaient, ils pensaient que les gens diraient d'eux qu'ils sont eux-mêmes gays. Mais s'ils défendent quelqu'un attaqué pour cause de racisme, on croira qu'ils vont changer de couleur ? Bien sûr que non. Les gens craignent la contagion, craignent de passer pour homo si on défend les jeunes identifiés comme homosexuel.

Et c'est très grave, car dans les écoles il y a aussi bien évidemment des profs qui sont gays (ou lesbiennes) et qui souvent ne sont pas plus à l'aise que les élèves. A l'école québécoise c'est d'autant plus tragique qu'on se targue d'avoir une école qui représente toute la diversité sociale. Des noirs, des jaunes, des gens de toutes les origines ethniques et on s'en pète les bretelles comme on dit chez nous. On en est très fier. Mais jamais on est fier d'avoir des profs gays. Moi qui a travaillé dix ans pour le Ministère de la Santé et des Services Sociaux, à la prévention du sida et aussi de l'homophobie j'ai fait le tour de nombreuses écoles, et j'ai rencontré très peu de personnels scolaires qui acceptaient non pas d'afficher leur homosexualité mais tout simplement de ne pas cacher leur orientation sexuelle. La plupart d'entre eux venaient me voir pendant la pose ou après la journée de formation, et me disaient qu'ils devaient faire semblant, demandant à l'occasion de fêtes ou de rassemblement professionnel à une amie (ou un ami) de les accompagner. On voit bien que la malaise à l'école est forte. Alors, il n'y a personne pour défendre le bouc émissaire, le pédé de service.

Alors que j'écrivais mon livre, j'ai reçu le témoignage de deux mères dont leurs garçons s'étaient suicidés quelque temps auparavant. Il y avait le cas de Nicolas qui depuis qu'il était au primaire vivait cet ostracisme. A l'âge de 14 ans, un jour où la classe passait à côté de la piscine de l'école il fut jeté tout habillé dedans, et tout le monde a rigolé un bon coup, y compris le prof. Sauf que le lendemain, Nicolas s'est pendu. Il y avait aussi le cas de Jean-Philippe (15 ans) dont la mère m'a remis la lettre qu'il a écrite. Je vous la lit : *"A tous ceux et celles qui ne m'aiment pas, écœuré de cette vie de merde. Je suis tellement seul. Tout seul avec mes souffrances. Mais là je préfère encore mourir que de supporter ces souffrances. Jean Philippe. PS. En Passant, j'étais gay et j'aimerais dire à tous ceux qui m'aiment encore que je ne les oublierai jamais"*. Juste avant que je vienne ici, dans le village voisin de chez moi, un jeune s'est suicidé (il avait 16 ans). C'était un garçon très sportif, et on a découvert qu'il était gay. Du jour au lendemain il a vécu un véritable enfer. Il était le capitaine de l'équipe locale et personne ne voulait jouer avec lui (et encore moins de prendre une douche). Ses parents ont porté plainte contre les autorités scolaires en disant alors qu'elles étaient au courant de cette campagne elles n'ont pas su réagir adéquatement et surtout assez rapidement. Et enfin le cas du fils d'un collègue qui s'est suicidé. Il vivait une peine d'amour car il avait révélé son amour à un autre jeune homme qui n'étant pas gay l'avait rejeté. Les parents de ce jeune ont totalement détruit tout ce qui pouvait rappeler sa mémoire, les photos, tout ce qui lui avait appartenu avait été détruit. De la sorte, on l'a tué deux fois. Jamais ses parents ne reparlent de lui, comme s'il n'avait jamais existé. Chez les parents cette double honte, celle d'avoir eut un enfant homosexuel et celle qu'il se soit suicidé. Honte qui peut amener à des actes assez bouleversants, comme celui que je viens de relater.

Le PARFAIT GARÇON

C'est celui qui voit assez tôt qu'il est gay et qui veut s'en faire pardonner. Pour ce faire, il va tenter d'être parfait, d'être le premier de classe et dans tout ce qu'il entreprend, le préféré dans la famille parce qu'il écoute tout le monde, le confident de ses amis. Bref, c'est le parfait garçon. Souvent les parents vont dire qu'ils n'ont jamais de problème avec lui. Ce parfait garçon se dit que lorsqu'on découvrira qu'il est gay, les gens lui pardonneront puisqu'il est si parfait. Ce qui n'est pas certain, car lorsque les gens vont découvrir la chose ce sera le choc, précisément parce que c'était un adolescent si parfait que l'on ne s'attendait pas à cette révélation. Et parfois, suite à ce choc, le parfait garçon va tenter de se suicider car évidemment c'est un choc trop grand, on le voyait comme quelqu'un d'idéal, c'était l'enfant qui était montré en modèle aux autres et brusquement il devient le mouton noir. Ce qui est très dur à vivre.

Le TARDIF

Les tardifs, contrairement aux précoces, sont des adolescents, des vieux adolescents (c'est à dire des jeunes âgés de 16/17 ans), et même parfois de jeunes adultes, qui savent plus ou moins confusément qu'ils sont homosexuels. Parfois ils le savent très bien depuis longtemps mais ils ont décidé de jouer les caméléons. Ce sont des jeunes qui se disent que s'ils ne veulent pas subir le sort du pédé de service, c'est-à-dire être taxé, frappé, injurié tous les jours, il faut qu'il donne le change. Pour cela ils vont jouer à l'hétéro et même, au besoin, à l'homophobe afin de ne pas être soupçonnés d'être gay. Sauf que jouer un double jeu comme celui-ci est très difficile, et à un moment donné le jeune craque. Comme le jeune qui s'est suicidé près de chez moi. Il avait caché, à l'école du moins cette dimension de lui-même, et quand cela a été révélé, son image de garçons macho et sportif en a pris un coup. Ce qui pour lui fut intolérable.

Le REBEL

Ce quatrième groupe que nous avons identifié est composé des jeunes qui sont les moins enclins au suicide. Ce sont des jeunes qui savent très bien qu'ils sont gays, qui ont des problèmes avec cela mais refusent l'homophobie ambiante et se disent que même si tout le monde leur dit qu'être pédé c'est la pire des choses, ils estiment que tout ce monde-là se trompe, car ils sont ce qu'ils sont. Ce sont donc des jeunes résistants, des jeunes rebelles qui refusent le moule social, qui refusent l'idéologie dominante. Et parfois très tôt. Certains m'ont dit qu'à dix ans, ils savaient qu'ils étaient gays, qu'il y avait beaucoup de préjugé et d'ostracisme mais qu'ils les refusaient. Ce sont des jeunes qui refusent de se faire battre, qui résistent. Ce qui n'est pas toujours facile, car ils sont parfois tout seul face à plusieurs. Ces jeunes vont parfois quitter très tôt la famille car ils vivaient un rejet qu'ils considéraient comme intolérable de la part de leurs parents. Ils vont aussi, parfois, fuir l'école.

Il y en a peu. Ce sont souvent les futurs militants. Etre rebelle c'est un facteur de résiliences. Nous en avons un ou deux dans notre échantillon. On voit très bien que le fait de résister à l'homophobie ambiante est un facteur qui amène à résister aux tentatives de suicide car alors le jeune ne tourne pas sa violence contre lui-même mais vers l'extérieur, en allant militer. Parmi les huit de notre échantillon qui ne s'étaient pas suicidé, presque tous militaient (même très jeunes, c'est à dire vers 15/16 ans) au sein de groupes pour jeunes gays. Au Québec il existe des groupes pour jeunes gays à partir de 14 ans, ce qui n'existe pas en France.

L'école est un lieu de socialisation privilégié qui devrait activement combattre l'homophobie. Mais aussi de parler de l'homosexualité parmi les possibles. C'est ainsi qu'un des jeunes nous a raconté que ce qui lui a sauvé la vie c'est qu'un jour, dans la classe, l'infirmière a dit que l'homosexualité fait partie des possibles. C'est tout ce qu'elle a dit, elle n'a plus jamais parlé d'homosexualité, mais une fois dans sa vie quelqu'un lui a dit quelque chose de positif. Ce qui l'avait beaucoup aidé. Il suffit parfois de pas grand-chose. Je dis souvent que les professeurs, les psychologues et les travailleurs sociaux ne doivent pas prendre pour acquis que tous les jeunes qu'ils voient sont hétérosexuels, de ne pas dire systématiquement aux jeunes de parler de sa petite amie. Très souvent on dit au jeune que s'il a une peine d'amour c'est parce que sa petite amie l'a laissé. Alors que c'est peut-être son petit ami, ou peut-être parce qu'il ne peut pas avoir de petit ami puisque celui auquel il s'intéresse ne partage pas sa préférence. Pour la famille, très souvent c'est le choc. Lorsque je faisais de la consultation avec des jeunes gays, je leur disais souvent qu'à eux cela avait pris des années à digérer la chose et qu'ils pouvaient donc bien donner quelques jours ou quelques semaines à leurs parents. Mais c'est vrai que dans un premier temps c'est un très grand choc. Et souvent les parents ont plus besoin d'aide que le jeune en question. Et quand ceux-ci ont accepté la chose et sont derrière leur enfant, celui-ci se sent beaucoup plus fort, même face à l'homophobie qui continue d'exister par ailleurs, dans divers lieux et à divers moments. Hélas, la famille ne réagit pas toujours positivement, généralement négativement. Surtout dans un premier temps. Mais bien évidemment cela peut évoluer avec le temps.

L'IMPORTANCE des REPRESENTATIONS POSITIVES

Dans les médias on parle très rarement de manière positive de l'homosexualité. Cela commence à peine. Pendant très longtemps l'homosexualité à la télévision était comique ou tragique. Aux Etats-Unis, jusqu'au début des années 70 il y avait un règlement qui régissait l'industrie du cinéma, le code Hays qui obligeait les cinéastes à parler d'homosexualité qu'à certaines conditions négatives, bref très péjoratives. C'est ainsi que le personnage homosexuel était assassiné ou psychopathe ou se suicidait..... Et comme le fait remarquer René Paul, en plus, dans l'histoire il était le méchant. Depuis un an, à la télévision québécoise les choses ont évolué. Il me plait de penser que mes recherches n'y sont pas étrangères.

Car on commence d'insérer des jeunes gays dans presque tous les feuilletons. Cependant, même si les choses évoluent cela ne saurait compenser toutes ces années où l'homosexualité était invisible, où les homosexuels étaient ridiculisés, méprisés. Nous avons une émission télévisée (Piment Fort) qui a créé beaucoup de remous. Le principe est qu'on demande au public quel partenaire sexuel l'invité (quelqu'un de connu) va choisir. Cela donnait souvent lieu à des blagues homophobes et à des outing non sollicités. Et un peu avant que sorte notre recherche, un des gays qui était souvent visé au cours de l'émission s'est fâchée. Il a déclaré qu'effectivement il était gay et qu'il voulait en parler lui-même. Il a poursuivi (au Canada, depuis quelques années, on a une loi contre la diffamation et contre les propos haineux et homophobes), il a dit qu'il allait les traîner en justice si les responsables de l'émission ne s'excusaient pas, et s'ils ne changeaient pas le ton de l'émission qui faisait du outing de plusieurs gays connu. Il y a eu une vague de soutien public, des lettres dans les journaux et des menaces d'envahir l'émission. Et au bout de quelques semaines l'animateur de l'émission (qui est lui-même noir, et souvent porte parole pour des groupes minoritaires) s'est excusé, disant que malheureusement ce n'était pas lui qui écrivait ses textes, et qu'il devait donc lire (le pauvre) les textes qu'on lui donnait. Il faut dire que cet homme est l'animateur le mieux payé de la télévision québécoise. Rien que pour cette émission, il gagnerait chaque année quelques cinq millions de francs, environ. Bref, il se fait beaucoup d'argent avec cette émission. Nous lui avons fait remarquer qu'avec un tel salaire, il était permis de réfléchir. De plus, après enquête nous nous sommes aperçus que trois des quatre membres de l'équipe étaient eux-mêmes gays et certains mouvements gays leur ont dit que outing pour outing, ils risquaient d'être eux aussi outés. Et donc l'émission a évolué, surtout que l'animateur qui était la tête de turc de son collègue, et dont le nom est Daniel Pinard a donné une interview dans laquelle il disait qu'il était d'accord pour parler de son homosexualité. Et une fondation pro-gay dont je fait partie (Emergence) a fait un petit spot télé, à la façon d'une pub à partir de cela, un spot qui passe gratuitement sur toutes les chaînes, tous les jours ou presque dans les émissions écoutées par les jeunes (c'est-à-dire surtout entre 19 et 22 heures). Il dit "*Bonjour, je m'appelle Daniel Pinar, j'ai 56 ans. Je ne pensais jamais faire mon outing à la télé comme ça, mais on me dit, ou on vous dira bientôt qu'il a beaucoup de suicides chez les jeunes gays, et j'aimerais leur dit qu'être gay c'est possible, qu'on peut vivre heureux, et que contrairement à ce que l'on croit, plus on vieillit et mieux c'est*". Et cela passe tous les soirs car nous avons réussi à négocier avec toutes les chaînes, presque sans exception. Pour nous, c'est une façon non seulement de joindre les jeunes mais aussi leur parent. Il faut dire que Daniel Pinard a gagné l'an dernier le prix la personne la plus aimée du public.

L'IMPORTANT de la PREVENTION

En la matière nous avons déjà de l'information depuis une dizaine d'années. Quand je travaillais au sein du Ministère de la Santé, par le biais du sida, on nous a permis de parler d'homosexualité. Nous avons un programme (nous en avons maintenant trois) qui s'appelle "*Intervenir dans le respect des orientations sexuelles*". Il s'agit d'un programme de sensibilisation à travers une information sur le vécu homosexuel, formations données par des professionnels qui sont eux-mêmes homos. Généralement par couple, c'est-à-dire un gay et une lesbienne. Ils sont par ailleurs médecins, psychologues, travailleurs sociaux ou sociologues. Bref, la première journée de sensibilisation à déjà été donné à 7 000 personnes. Il y a des régions du Québec où toutes les infirmières, tous les médecins, les travailleurs sociaux, les éducateurs, les psychologues et même les policiers ont profité de cette formation. Et depuis plus ou moins cinq ans nous avons développé deux autres volets, un sur les jeunes et leurs proches, où on parle du vécu spécifique des jeunes gays, notamment du suicide et des problèmes de coming-out. Et une troisième journée sur les couples, les adultes en couples.

Au Québec, en même temps que vous en France, nous avons vécu la question du PACS, même si chez nous cela ne porte pas le même nom, mais c'est la même réalité. Sauf que ce fut assez unanime, dans les partis politiques les chefs ont donné la directive que tous ceux qui allait s'opposer de ne pas se présenter au vote, afin que le Parlement soit unanime. On sait que dans chaque parti certains députés étaient assez contre, mais nous ne les avons pas beaucoup entendu car les chefs leur ont dit qu'ils pourraient être exclus du parti, car c'est une affaire de droit humain et qu'on ne négocie pas. Au Québec, sur les droits fondamentaux on aime que les votes au Parlement soient unanimes. Il y a eu un petit débat, mais même l'archevêque de Montréal a dit que c'était une bonne chose. Il faut dire que chez nous la droite n'existe pas beaucoup car elle est assez raciste et plutôt anglophone, et comme le débat se faisait entre francophones, la droite ne s'est pas trop mêlée de la question. Notre langue française nous a protégé une fois de plus.

Bref il y a ce cours sur les couples homo qui connaît un nouveau souffle depuis notre recherche, car la formation est adaptée pour le personnel scolaire (le personnel socio-sanitaire était initialement visé). Et de plus en plus le personnel des écoles sera concerné. Il y a ce spot télé, mais il y a aussi une politique ministérielle (que presque personne ne connaissait jusqu'à ces dernières années) qui disait que les gays, les lesbiennes, les bis et les trans devaient recevoir la même qualité de service que le reste de la population, et qu'au besoin dans les 16 régions du Québec (l'équivalent des départements français) on devrait identifier des "spécialistes" qui dans le cas où une personne aurait des problèmes pourrait conseiller cette dernière, conseiller les collègues, servir de référence, ne serait-ce qu'en connaissant les ressources communautaires (les associations et autres groupes homos) en étant en lien avec celles-ci.

Ce qui fait que l'on a eu des pourparlers avec le syndicat national des professeurs qui a décrété que la lutte contre l'homophonie était, cette année, l'une de ses priorités. Ce syndicat (qui est le plus grand des syndicats) a ainsi commandé une enquête. Ainsi qu'une vidéo composée de témoignages de professeurs et de jeunes. A l'heure actuelle, il y a un comité de travail sur l'homophobie qui s'est mis en place. Pour l'instant je ne sais pas trop ce que cela va donner, mais c'est prometteur. Et surtout, nous avons donné beaucoup d'essor aux groupes d'entraide pour jeunes gays et lesbiennes. Il faut dire qu'il existait depuis une trentaine d'année des groupes de support homos, mais en milieu anglophone. Quand j'étais étudiant, j'avais été le premier francophone à faire mon stage dans la création d'un groupe de jeunes gays, puisque ces groupes sont nés d'abord aux Etats-Unis. Généralement, ces groupes débutèrent dans les services de la protection de la jeunesse, car on disait que les jeunes gays doivent être protégés de l'homophobie et on doit les aider à s'organiser, à se rencontrer car ils vivent l'isolement et la honte. Aujourd'hui encore, il y a des jeunes qui téléphonent à Montréal (il y a deux millions d'habitants) en disant qu'ils sont homos et se demandent s'il y a une autre lesbienne, un autre gay à Montréal. De notre côté, nous avons l'idée d'un réseau de groupes *Sains et Sauts*. Ce projet (issu du projet Dix de Montréal) a servi de modèle à travers tout le Canada, et sur la lancée, dans toutes les autres provinces on est en train d'installer des groupes de jeunes âgés de 14 à 18 ans. Généralement on fait deux groupes, un de jeunes âgés de 14 à 18 ans et un autre de 18 à 25 ans. Les jeunes de 14/18 ans en ont le plus besoin. Mais c'est aussi intéressant et important de faire des groupes de jeunes de 18 à 25 ans, surtout dans les milieux ruraux où il n'y a pas forcément d'université, et dès lors de groupes gays étudiants.

Il y a, maintenant, différents groupes de soutien pour les jeunes dont certains ne sont pas forcément reliés à une institution, car la protection de la jeunesse, à l'origine des tous premiers, c'est quand même une institution qui relève du Ministère de la Santé et des services sociaux. Et il y a des groupes comme le GRIS (Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale) qui est un groupe qui non seulement réunit les jeunes à des fins d'activités sociales mais aussi à des fins militantes. C'est-à-dire que ces jeunes (qui sont âgés de 14 et plus) vont dans les écoles témoigner afin de pouvoir répondre aux questions. De leur côté, ils ont fait des vidéos dont parfois ils se servent, mais ils sont sur place et ayant l'âge de ceux auxquels ils s'adressent sont à même de répondre aux questions des autres jeunes de leur âge ou presque. Bien évidemment, en général ils ne témoignent pas dans leur propre école. Mais cela arrive. Avec parfois des retombées agréables, et parfois moins agréables. Ce qui mérite d'être souligné. Nous encourageons la création de ces groupes qui sont souvent subventionnés parce que l'on appelle la santé publique. Il y a donc comme un suivi mais à distance, car on ne veut pas qu'il y ait d'adultes qui infiltrent ces groupes, on veut que ce soit par et pour les jeunes, mais qu'au besoin il y ait un encadrement professionnel (souvent fait par un psychologue, un travailleur social, un éducateur). La personne en question ne participe qu'aux toutes premières activités, histoire d'organiser le groupe, mais restera et sera une personne de référence disponible au besoin. Actuellement nous sommes en train d'installer ces groupes de jeunes dans toutes les régions du Québec. Il y a des régions où c'est très bien installé. Dans la région où j'habite, il y a même plusieurs groupes de ce type.

Des SOLUTIONS sont POSSIBLES

Il y a enfin un dépliant que l'on a édité et fait parvenir à l'ensemble des élèves du Québec, dans toutes les écoles, du primaire au secondaire (c'est-à-dire à tous les élèves âgés de 7 à 17 ans). Pour ce dépliant intitulé "Permettez-moi d'être heureux", diffusé à 100 000 exemplaires, pour toutes sortes de raisons (notamment juridiques) nous avons pris des jeunes qui sortaient de l'adolescence. C'est donc deux jeunes (un garçon et une fille) qui nous racontent leur histoire, qui disent que les jeunes homos ont certains problèmes, dont le suicide, et qu'il ne faut pas attendre que cela arrive pour les aider. Il faut dire que ce dépliant a été subventionné par le Ministère de la Solidarité, conjointement avec un regroupement d'associations gays. Et quand ce matin les officiels nous parlaient de collaboration, je pense que c'est vraiment de ça (de quelque chose comme cette plaquette) dont on a besoin en France. De leur côté les ministères ont l'argent, quand de notre côté nous avons l'expertise. Et quand les deux se rencontrent, il est possible de faire des choses. Vous me direz qu'est-ce qu'un dépliant peut faire, peut-être qu'il va directement à la poubelle. Oui, peut-être. Mais peut-être aussi qu'il servira. Surtout qu'il y a d'indiqué différents numéros de téléphones utiles (comme celui de la Ligne Azur québécoise), des numéros d'associations et de structures homosexuelles, mais pas seulement.

Et maintenant nous aimerions attaquer sur le plan de la recherche à propos des jeunes homophobes, s'intéresser à ces jeunes qui n'aiment pas les gays et/ou les lesbiennes. D'ailleurs mon adjoint est en train de réfléchir de près aux modalités d'une telle enquête. C'est assez intéressant, car finalement on a cogité un peu et on s'est dit que mettre des annonces dans les journaux pour trouver de jeunes homophobes ce n'était pas évident. Déjà que pour trouver des jeunes homos que ce n'était pas très simple. Et donc nous nous sommes adressés à des équipes sportives, croyant à tort ou à raison que généralement dans le sport, qui est un domaine où la masculinité est très valorisée, il n'y avait pas moins d'homophobie qu'ailleurs. De fait, toutes les équipes que nous avons sollicitées jusqu'à présent ont accepté, et souvent même avec enthousiasme. Mais comme l'étude est actuellement en cours, on verra bien ce que cela donnera.

Quelques QUESTIONS

X : Je souhaiterais quelques précisions sur cette histoire de caméléon.

Michel Dorais : Le caméléon est celui qui n'a pas l'image d'un homosexuel, il ne ressemble pas à un pédé (tel que les gens se les imaginent). De fait, il n'est pas victime d'homophobie, mais il l'a tellement anticipé qu'il est aussi fragile, à l'intérieur de lui-même, que celui qui vit l'ostracisme. Quand j'étais travailleur social, à deux reprises j'ai eu à faire à des jeunes que l'on appelle des batteurs de pédé (casseur de pédés en français). Les deux garçons avaient peur d'être eux-mêmes homosexuels. Et le fait de battre des gays avait tendance, croyaient-ils, à les confirmer dans le fait qu'ils ne pouvaient pas être eux-mêmes homosexuels. Pour l'un d'entre eux c'était pire, car il allait battre en groupe des gays (bien évidemment, ces gens ne sont jamais seuls mais toujours en groupe quand ils vont s'en prendre à des gays) et avec un de ses "associés", après une "descente", ils faisaient l'amour ensemble. Parce que c'était de vrais hommes, ils pouvaient baiser ensemble. Et, à leurs yeux, ils n'étaient pas gays (ils venaient d'en battre), ça ne comptait donc pas. On voit jusqu'où l'homophobie peut être tordue.

DEVOIR se CACHER

René Paul Leraton : C'est un schéma assez fréquent. Sur *Ligne Azur* nous avons plusieurs témoignages de garçons qui tout en se prostituant tiennent un discours extrêmement homophobe envers leurs clients, et qui ont en même temps des rapports avec d'autres garçons. Mais là, ce n'est plus la même chose, ils sont "entre mecs". J'étais enseignant et en 30 ans d'enseignement j'ai eu très peu de garçons qui ont fait leur coming-out alors que j'étais moi-même assez visible. Je n'arrivais pas avec mon drapeau arc en ciel, mais il y a des tee-shirts qui font comprendre les choses. Et dernièrement, je mets les pieds dans un bar du Marais où j'aperçois un de mes anciens élèves. Ma première réaction fut de me dire que de sa part cela ne m'étonnait pas, car c'est tellement tendance aujourd'hui d'être chez les gays. Sauf qu'il est venu me trouver et je me suis alors aperçu que j'avais tout faux. Notamment parce qu'il m'a présenté son petit copain. Pour moi (et d'ailleurs je le lui ai dit) il était le parfait petit hétéro quand je l'avais comme élève. Et ce qui m'a énormément touché c'est qu'il m'a dit que j'avais été pour lui un modèle, en ce sens qu'il se disait (il avait alors 16/17 ans) que de m'avoir comme prof lui avait montré que l'on pouvait être ouvertement, tranquillement gay. Et même temps, il me disait qu'il ne se sentait pas la force de venir m'en parler (alors qu'il baisait déjà avec des mecs) car il croyait que si jamais il venait me parler, les autres auraient pensé qu'il était lui-même pédé. Ce qui était con car j'étais un prof avec qui les élèves venaient facilement parler. Tout ce système du caméléon, c'est ce que j'évoquais par rapport à *Ligne Azur*, c'est-à-dire se créer une autre personnalité. Et cela peut aller très loin comme l'a dit Michel. J'en reviens à ce jeune, quand je l'avais comme élève, il lui arrivait de tenir des propos de gros cons hétéros. L'homophobie, la haine de l'autre en soi, c'est jusqu'à ce point que peut aller le malaise quand on est obligé de jouer l'oppressé et d'opprimer des gens qui sont comme vous. On va insulter (voir frapper) le pédé de service alors qu'on est soi-même pédé. Avec tout ce que cela amène comme souffrance.

Michel Dorais : C'est justement la raison pour laquelle un dépliant comme celui-ci ("*Permettez-moi d'être heureux*") s'adresse à tous les élèves, car il s'adresse (et aidera) aussi aux élèves homophobes. Ou du moins les élèves quelque peu ignorants des réalités homosexuelles. Ou les parents qui se questionnent à ce propos. Au Québec comme en France on peut faire un doctorat et même plusieurs sans jamais entendre parler d'homosexualité (qui est pourtant une réalité humaine importante). Même si on est médecin, infirmière, travailleur social ou psychologue. Ou même, pire encore, en ayant entendu parler de l'homosexualité de manière négative. Ce qui, il n'y a pas si longtemps était le cas. Ce matin, une jeune fille racontait dans le film ("*Etre et se vivre homo*") que deux psychiatres l'avaient traitée de malade mentale, alors que l'homosexualité a été rayée de la liste des maladies mentales de l'association psychiatrique américaine il y a trente ans (et par l'OMS il y a dix ans). On sait que les pays islamiques intégristes qui ont beaucoup résisté. De nos jours encore, il y a des psychiatres qui souhaitent soigner l'homosexualité. C'est une des seules réalités qui a longtemps été à la fois un crime, un péché et une maladie mentale. Il n'y a pas beaucoup d'autres exemples. Selon le pape actuel ce serait encore un péché, mais on est moins susceptible sur ce plan maintenant. La maladie mentale, cela ne l'est plus quand dans certains pays c'est toujours un crime.

Dans le pays voisin au mien (les Etats-Unis) plus de la moitié des Etats considèrent l'homosexualité comme un crime. Il y a seulement quatre ans, vous pouviez être interdit d'entrée sur le territoire américain parce que vous étiez homosexuel. Dans un pays dit civilisé, des milliers de personnes sont emprisonnés pour homosexualité. J'ai un ami qui alors qu'il était enfant (et qu'il vivait aux Etats-Unis) a été interné pour maladie mentale parce qu'il avait eu une relation sexuelle avec son copain de chambre au collège. Il a été diagnostiqué comme schizophrène. Il a du baiser avec une infirmière qui s'intéressait à lui pour avoir les clefs et s'enfuir, pour au final se réfugier au Québec. Une psychologue américaine défend l'idée qu'aux Etats-Unis le premier motif d'internement d'enfant et d'adolescents actuellement est le soupçon de déviation quant au genre ou à l'orientation sexuelle. On rayé l'homosexualité de la liste des maladies mentales, mais au même moment on a ajouté le non-conformisme de genre chez les enfants et les adolescents. Qu'est-ce que ça veut dire le non-conformisme de genre ? Cela signifie être un peu moins féminine pour une jeune fille ou un peu moins masculin pour un garçon. Et si on ne peut plus s'attaquer aux gays adultes car ils se défendent, que voulez-vous qu'un enfant interné en psychiatrie puisse faire ?

X : Existe-t-il au Québec des structures d'accueil pour les adolescents gays et/ou bisexuelles suicidants ?

BRISER le SENTIMENT de SOLITUDE

Michel Dorais : Suicidant ? Non. Il existe des lignes d'écoute dont *Gay Ecoute*. Nous sommes en train de former une bonne partie des écoutants travaillant dans les lignes non spécialisées. Très souvent on oriente ces gens vers les groupes d'entraide. Il y a toujours une dimension sociale qui aide le jeune à sortir de son isolement, à voir que d'autres homosexuels peuvent vivre car ils sont un peu plus vieux qu'eux et qui en ont fini avec la honte. Au besoin, il peut y avoir un suivi par un professionnel, non pas pour faire en sorte qu'il change d'orientation sexuelle mais simplement pour l'aider à mieux se sentir dans sa peau. On peut aussi, si besoin, l'orienter vers un groupe de jeunes homosexuels qui vivent ou surtout qui ont vécu des problèmes similaires et avec lesquels le jeune en question pourra se socialiser de façon à sortir de son propre isolement. Il ne faut pas oublier que rien n'est pire que l'isolement, car la personne se sent alors comme étant le monstre, le seul monstre de sa famille, de son école, de son village. C'est pourquoi il est important de mettre en relation ces jeunes les uns avec les autres

L'IMPORTANT d'une ECOUTE PERTINENTE

René Paul Leraton : Quand j'étais allé à la conférence francophone de prévention du suicide (où j'ai rencontré Michel) j'avais visité le centre de prévention du suicide. En France, c'est seulement depuis 1998 qu'il existe un programme de prévention au sein du Ministère de la Santé. Avant, il n'y avait des lignes d'écoute, comme SOS Amitié afin de lutter contre les situations de dépression ou les crises suicidaires. Et au Québec ils ont une politique très interventionniste, alors que les Français sont encore dans un discours très "c'est un choix personnel qu'il faut respecter". C'est ainsi que la conférence débutait par un petit montage d'extraits de films, montrant combien ceux-ci avaient pu stigmatiser les gays et les lesbiennes. Sauf que souvent la situation de suicide dans les films montre une personne en pleine possession de ses moyens qui choisit d'une manière hyper clame de se donner la mort. Dans "*Telma et Louise*", à la fin, elles se regardent et balancent la voiture dans le vide. Hors très souvent la personne est en crise suicidaire. Et à ce centre québécois, les écoutants peuvent tracer le numéro de téléphone de celui qui les appelle, et si cette personne est en pleine crise suicidaire les écoutants envoient une équipe spécialement formée. Et propose également à la personne un accueil, lui disant de venir les voir de suite, qu'ils sont prêts à la recevoir. Le directeur de ce centre est très averti sur la question du suicide chez les jeunes homos, c'est une dimension que lui-même et l'ensemble de son équipe prenaient en compte. En proposant des accueils, des suivis, des orientations.

Michel Dorais : D'ailleurs l'association québécoise suicidologique qui regroupe tous les intervenants en prévention suicide a sorti en même temps qu'on sortait "*Mort ou fif*" un numéro spécial sur "Suicide et orientation sexuelle". On aurait du dire, en fait, "et orientation homosexuelle" car on ne parle que de ça. L'année dernière, presque tous les congrès en suicidologie ont porté sur le suicide en particulier (et même dans certains cas en totalité) sur le suicide chez les jeunes homos. Il y a donc eu une sensibilisation à grande échelle. Mais qui n'est pas finie, car si nous avons réussi à joindre les professionnels, les gens en première ligne, il nous faut maintenant nous adresser aux gens du quotidien qui sont en contact avec les jeunes. Ce qui représente un travail gigantesque car c'est beaucoup de monde. En plus, des gens qui travaillent avec toutes sortes de problématiques peuvent nous dire que les jeunes gays c'est un problème parmi tant d'autres.

L'INTERGENERATIONNEL : une AIDE

X : J'ai vécu quelque temps à New Castle où il existe un centre d'accueil pour les jeunes homos (gays et lesbiennes) qui rencontrent des difficultés de toutes sortes (suicide, prostitution...) du fait de leur orientation sexuelle. Et par rapport à l'interventionnisme québécois, quelle est la place du travail intergénérationnel ? Ce type de travail que l'on rencontre dans ce centre de New Castle où des gays plus âgés sont là pour aider les jeunes en difficulté. Un travail autour de l'estime de soi, à travers des échanges intergénérationnels. Pour ma part, j'interviens en prison, et travaillant avec les jeunes détenus j'ai souvent à faire à de jeunes homophobes. Et à ce niveau je constate il y a tout un travail à mener, car la prison c'est bien un endroit où la question du genre, du conformisme au genre est très questionnée, et ce dans tous les sens.

L'amalgame HOMOSEXUALITE/PEDOPHILIE

Michel Dorais : Il y a souvent chez les gays une résistance à devenir bénévole pour travailler auprès de jeunes gays, du fait de cette association très malheureuse entre homosexualité et pédophilie. Un homo qui s'intéresse de trop près aux jeunes, c'est louche. Chez nous, il y a un groupe ("*Les Grands Frères*") constitué de gens âgés qui s'occupent de jeunes en manque de modèles, et depuis des années il n'y a aucun volontaire. Avant il y avait des centaines de postulants chaque année, et l'année dernière il y a eu un seul volontaire. Ils ont même été obligés de s'ouvrir aux gays (à l'origine ce mouvement n'acceptait pas les homosexuels), espérant ainsi augmenter le nombre de bénévoles. A l'*Université d'Eté*, beaucoup de personnes m'ont raconté qu'elles avaient tenté quelque chose et qu'on les a regardé de travers (comme le loup qui tente de s'introduire dans la bergerie). Démarrer des projets pour les jeunes, cela demande un minimum de sport de la part des adultes. Il y a cette hésitation qui fait qu'il n'y a pas ce partage intergénérationnel qui, effectivement, est très important. J'ai l'impression que chez les gays, chaque génération à l'impression d'être la première et de réinventer le monde. Hors ce n'est pas le cas. Mais il y a cette corrélation qui a toujours existé, cette peur de la pédophilie liée à l'homosexualité (alors que l'on sait que c'est un mythe). D'ailleurs, si on voulait totalement protéger les enfants il faudrait les confier à des lesbiennes. Car dans toute l'histoire du Canada, il n'y a aucun abus sexuel commis par une lesbienne, alors que plus de 90% des abus sont commis par des hommes hétérosexuels, et 5% par des femmes hétérosexuelles. Et en dernier, quelques pourcents d'hommes gays ou bisexuels. Mais en tout cas, beaucoup moins que la proportion de gays dans la société.

Je me doute bien que ma proposition ne sera pas prise au sérieux, mais je veux dire qu'entre le mythe et la réalité il y a un grand écart. On a beaucoup de preuves qu'en ce qui concerne les femmes homosexuelles ce n'est absolument pas le cas. Il en est de même pour les gays. Car dans ce dernier cas, s'il y a environ 10% des hommes qui sont gays, il n'y en a pas 10% d'entre eux qui abusent des enfants. J'ai travaillé longtemps auprès de garçons abusés sexuellement, aucun d'entre eux a été abusé par un homme identifié comme étant homosexuel. La plupart du temps l'abuseur était le père, l'oncle ou le grand frère. Mais cette corrélation mensongère entre homosexualité et pédophilie entretient l'homophobie, restreint les actions, le soutien intergénérationnel. C'est pourquoi, au Québec quand on crée les groupes d'entraide pour jeunes, on évite qu'il y ait des adultes. Ce à quoi les jeunes tiennent, car cela enlève toutes suspensions. Sans compter que les jeunes aiment bien se retrouver entre eux, et ils en ont bien le droit. Pour autant, il pourrait y avoir des modalités permettant le partage d'expériences. Je crois que cela se fait beaucoup dans l'écoute téléphonique puisque ce sont des adultes qui sont majoritairement eux-mêmes gays ou lesbiennes qui écoutent. Des adultes qui peuvent suivre des jeunes à plus long terme. Et parfois, il peut y avoir un suivi à plus long terme, et éventuellement un adulte peut envoyer le jeune en question vers un autre adulte, un professionnel capable de l'aider. Bien évidemment, dans ce cas on ne référence jamais quelqu'un (un professionnel) qui ne soit pas sinon homo du moins sympathique envers l'homosexualité. Un psychologue ou un médecin qui a pour soucis de "guérir" est éliminé. Au Québec, comme ailleurs, ce genre de personne se fait de plus en plus rare, mais il en existe encore. Nous avons même un médecin qui prétend prévenir l'homosexualité chez les embryons. Celui-ci passe des annonces demandant aux femmes enceintes de venir le consulter pour qu'il puisse, en lui parlant, convaincre l'embryon de ne pas devenir homosexuel.

René Paul Leraton : Et convaincre le cher ange qu'il n'écoute Dalida. Plus sérieusement, il faut tenir compte du fait qu'au niveau des générations il y a celle qui a été touchée par le sida. Tout un potentiel de "pères" n'est plus là. Le sida a presque fauché toute une génération de gays. Ensuite, sur la prise en compte de la santé en France, on sait très bien que passé 25 ans vous n'êtes plus trop intéressants. Car tous les programmes sont faits en direction des jeunes de moins de 25 ans. Et une des questions que je posais (et à laquelle je n'ai jamais vraiment eu de réponse) quand on a ouvert *Ligne Azur*, c'est de savoir s'il était question de jeunes sur la carte d'identité ou de jeunes en pratique. Car on peut être un jeune gay de 50 balais. Quand on a un homme de 50/60 ans qui nous appelle, il peut être un jeune gay qui vient de faire son coming-out. Nous avons des gens qui nous ont dit qu'ils auraient eu besoin de *Ligne Azur* quand ils avaient 20 ans.

L'INTERET du TOURISME GAY

X : Il s'avère que dans la recherche menée par Michel Dorais il y a quelques ramifications avec une recherche que j'ai moi-même menée. J'ai travaillé sur le tourisme à l'université du Québec à Montréal. Et j'ai proposé, durant la semaine, un atelier de discussion car dans les situations sociales au quotidien, on a parlé de l'école, de la famille, pour un jeune homo. Quand il évolue au quotidien sur une année, il peut se retrouver en situation de souffrance à l'école, dans la famille, dans le sport. Et une période appropriée en ce moment, c'est le tourisme et les structures d'hébergement. Le jeune homo, une fois de plus est isolé. Comment s'affirmer dans des structures de camping, des camps d'ados où en général il n'y a pas de travail fait en amont ? C'est pourquoi il me semble qu'il faudrait aussi une formation dans les structures touristiques, car deux jeunes gays ou deux jeunes lesbiennes qui se présentent dans un hôtel, bien souvent il y a un conflit qui peut se présenter. Car on leur propose systématiquement deux lits, et le réceptionniste se sent coupable quelque part de proposer un grand lit. Par ailleurs, quand vous parlez de l'intervention des politiques, j'essaie d'intervenir aujourd'hui en France à partir de l'exemple de Montréal car à mon avis cet exemple est l'exemple mondial de politique municipale touristique, avec l'office touristique de Montréal qui est remarquable sur les événements à caractère homosexuel qui sont inscrits dans l'ensemble de la politique municipale. J'ai vécu bien d'autre *Gay Pride* à travers le monde, mais celle de Montréal est à mon avis la plus remarquable dans la participation des populations et dans la visibilité.

La MARCHÉ des FIERTÉ de MONTREAL

Michel Dorais : La *Marche des Fiertés* (c'est-à-dire la *Lesbian and Gay Pride*, mais version francophone) est la plus grande fête du Québec. Il y a deux fois plus de monde que pour la fête nationale. A cette dernière, on compte 500 000 personnes, quant à la *Marche* on compte plus d'un million de participants. D'ailleurs, si jamais je ne suis pas trop fatigué en rentrant d'ici, j'irai. C'est le 5 août. Pour ceux qui peuvent venir, ça vaut vraiment la peine. C'est un événement vraiment fabuleux. Car de voir un million (et plus) de personnes défiler, il y a bien évidemment des gays, des lesbiennes qui viennent du Québec et de partout dans le monde, mais il y a aussi la population locale qui se mêle au défilé. Bref, c'est très sympathique, très festif, très coloré. Et il est exact que les autorités municipales ont fait beaucoup d'effort pour rendre visible d'abord la communauté gay et d'autre part pour que le tourisme gay se sente chez lui. Sauf que l'on commence à être touriste à partir du moment où on a un peu d'argent, c'est-à-dire passé 25 ans. C'est à partir de cet âge que l'on commence à travailler, à avoir de l'argent. Mais est vrai que quelques jeunes nous ont parlé que le quartier gay, que la visibilité gay à Montréal leur avait servi de modèle. Surtout des jeunes des villages, des régions éloignées qui étaient venu le temps d'un week-end, et que cela avait pour eux une révélation.

Le DANGER de la VICTIMISATION

René Paul Leraton : Histoire de finir sur une note plus dynamique et positive, car il est vrai que le danger c'est la victimisation, c'est d'être perçu comme "vous voyez bien que vous êtes un douloureux problème", on peut noter qu'à travers tout ce que nous a dit Michel Dorais cette après-midi, et à travers que ce que nous entendons sur *Ligne Azur*, qu'il y a un formidable facteur de force et de résistance chez les jeunes homos. Les jeunes gays et les jeunes lesbiennes, durant leur enfance et leur adolescence sont confrontés à des choses qui les renforcent. Et c'est justement un des travaux des associations que d'aider à faire prendre conscience aux gays et aux lesbiennes qu'ils sont sacrément armés, sacrément forts par rapport à l'existence. Il n'y a pas autant d'éloignement entre les gays et les lesbiennes que l'on voudrait le faire croire. Parfois les lesbiennes se sont trouvées à être présentes sur le terrain de la lutte contre le sida (parce que c'était leurs copains qui mourraient). Les gays et les lesbiennes ont créé les associations de lutte contre le sida et mis en place tout ce que l'Etat s'est amusé à pomper après, parce qu'il fallait alors faire quelque chose quand justement l'Etat ne voulait rien faire. C'est-à-dire que l'on est tout de même sacrément habitué à vivre et à traverser des choses pas faciles. Et j'ai vraiment envie de terminer là-dessus, car on a vécu tout ce qu'ont vécu les gens que tu as interrogé (au cours de ta recherche) comme les gens qui nous appellent sur *Ligne Azur*, on s'aperçoit que cela vous solidifie pas mal. Le problème, c'est de ne pas craquer, de traverser tout cela sans y rester, contrairement à ceux qui hélas mettent un terme à leur vie.

SEXUALITE

QUESTION

DE

SOCIETE

ET DE

SANTE

ENQUETE JEUNE

Brigitte LHOMOND

Je vais donc vous parler de l'enquête qui a été réalisée en 1994 (et publiée en 97) sur les comportements sexuels des 15/18 ans en général, et en particulier ceux qui déclarent une attirance (ou des pratiques) pour les personnes de même sexe. Ensuite je m'emploierai à vous donner quelques données de l'enquête qui a été réalisée par le *Centre Gay et Lesbien* de Paris, à l'initiative de son groupe jeune. Je resterai plus longuement sur l'enquête jeune, d'autant que l'un de mes collègues m'a adressé les résultats lundi soir dernier. Et comme les résultats étaient assez attendus, j'ai pensé que se serait bien de vous en donner la primeur.

L'enquête sur le comportement sexuel des jeunes âgés de 15 à 18 ans a été faite à l'initiative de l'Agence Nationale de recherche sur le sida. C'était la première enquête sur un grand échantillon de mineurs. Sachant que pour interroger des jeunes de moins de 18 ans il faut l'autorisation des parents. Ce qui n'a pas été une mince affaire puisque deux ministres se sont succédés avant que nous ayons eu l'autorisation de faire cette enquête dans les établissements publics et privés, ce qui ne nous empêchait pas de demander l'autorisation de chaque proviseur. Donc, nous avons mis trois ans pour obtenir les autorisations et pouvoir mettre en place l'enquête. Et le ministre de l'Education Nationale qui a signé la première convention, l'a fait la veille du jour où il a été démissionné. C'est-à-dire qu'il a fallu tout recommencer avec le ministre de droite qui lui a succédé.

La loi française rend les jeunes majeurs à l'âge de 18 ans, quand la majorité sexuelle est de 15 ans. Nous avons donc choisi d'une manière pas totalement arbitraire ces deux bornes. Cette enquête fut la première menée sur un échantillon national représentatif et important puisque nous avons interrogé 6 182 jeunes (un peu plus de garçons que de filles). Et ce, dans l'ensemble des établissements scolaires. Du lycée d'enseignement général comme technique ou professionnel, mais aussi des établissements en lien avec l'Education Nationale qui scolarisent ou forment (et c'est un aspect très important) des jeunes qui ont été en rupture scolaire. Et des établissements privés, confessionnels ou non, sachant que la majorité et pas la totalité des établissements confessionnels en France sont catholiques. Mais il y a aussi un certain nombre d'écoles juives et protestantes. Il n'y avait pas dans l'échantillon, à ma connaissance d'écoles islamiques.

L'IMPORTANT du RESPECT de L'ANONYMAT

Donc un questionnaire très long, une heure, et en face à face. Sachant que la majorité des enquêtes faites avec des jeunes sont souvent faites par classe entière, à cause de questionnaires auto administrés où les jeunes cochent les réponses qu'ils souhaitent. L'intérêt du questionnaire en face à face est que tout le monde n'a pas le même rapport à l'écrit, et a une compréhension du questionnaire particulière. C'est pourquoi, entre autre, il y avait un système de filtre extrêmement compliqué en particulier pour les jeunes qui avait eu ou pas de relation sexuelle. Et dans une enquête sur les rapports sexuels, il est vrai qu'on va majoritairement s'intéresser aux jeunes qui ont eu des rapports. En même temps, dans le cadre d'un établissement scolaire, il convient de ne pas distinguer les uns des autres. Il fallait donc que les jeunes qui n'avaient rien fait ne sortent pas de l'entretien au bout de vingt minutes quand les auteurs sortent au bout d'une heure. Car inévitablement, à l'intérieur d'une structure scolaire cette différence crée quelque chose. Et une des manières de maintenir l'anonymat, c'est de maintenir l'anonymat des réponses en essayant de faire en sorte pour les deux groupes de réponses que les questionnaires durent le même temps. Ce qui fait qu'il y avait ces questions pour tous. Et quand les jeunes avaient eu des rapports sexuels, ils allaient dans le module correspondant, et quand ils n'en avaient pas eu, ils allaient dans un module que nous avions appelé "flirt" qui concernait les baisers et les caresses. Et au final, tous se retrouvaient au même endroit du questionnaire. Bref, nous nous étions débrouillés pour que le temps de réponse de chacun soit équivalent pour tous. J'insiste sur ce point, car par rapport à des enquêtes ou des interventions dans les établissements scolaires nous nous trouvons avec des publics extrêmement divers en étant dans la même classe. Et il y a intérêt, et même nécessité, de faire en sorte que l'intervention puisse être compréhensible et concernante pour l'ensemble du groupe, et aussi de faire attention quand on parle de sexualité au fait que certains n'ont aucune expérience sexuelle, et qu'il faut donc prendre en compte leur absence d'expérience.

La NOTION de RAPPORT SEXUEL

Nous avons donc considéré comme rapport sexuel non seulement le fait de dire que l'on en avait eu mais aussi les gens qui ont dit avoir eu (ou fait) fait des caresses du corps, puis des caresses du sexe. C'est-à-dire que nous avons pris une définition du rapport sexuel qui n'était pas strictement pénétrative. Ce qui n'est pas facile à faire, et à analyser. Et à comparer à d'autres enquêtes. Mais nous y tenions vraiment, car la sexualité (adolescente) commence avec le premier baiser. Nous avons laissé de côté les expériences sexuelles de l'enfance, en ce sens que ne nous intéressait pas ce qui s'était passé dans leur vie relativement récente, et dans un plus ou moins grand investissement affectif et ou de curiosité sexuelle pour le premier baiser par rapport à quelqu'un d'autre. Et donc, nous avons exclu les jeux de l'enfance. Et ensuite, parmi ceux qui disent avoir eu des rapports sexuels, il nous fallait déterminer quelles pratiques sexuelles ils avaient effectivement eut. Et à ce niveau nous nous sommes rendu compte du problème du vocabulaire, des mots dont ils se servaient pour décrire leur propre expérience. C'est ainsi qu'au tout début, quand on testait les premiers questionnaires nous avons décidé de laisser les jeunes nous dire eux-mêmes ce qu'ils avaient fait. Et quand ils nous répondaient qu'ils avaient eu des rapports sexuels, on leur demandait ce qu'ils avaient fait. Et alors, ils nous regardaient comme nous étions fous ou bêtes, puisque nous étions incapables de savoir ce que c'était. Je me souviens d'un entretien, avec un jeune homme de 17 ans qui m'affirmait avoir tout essayé. Je lui demandai s'il avait pratiqué le coït, et il me répondit que non. Pour lui les mots "coït" et "pénétration" ne correspondaient à rien pour décrire sa première expérience sexuelle.

Une NOMENCLATURE CHIFFRÉE

On avait essayé de voir quels pouvaient être les mots que les jeunes

allaient employer pour nommer des pratiques. Et on s'est rendu compte qu'ils ne comprenaient pas les termes techniques, et qu'il était hors de question d'employer l'argot. Et donc, coincés entre un vocabulaire médical ou argotique, nous n'avions qu'un seul choix de description un peu tarte, mais au moins précis, que tout le monde pouvait comprendre. Et devant leur gêne quand on leur demandait de préciser, et celle, éventuelle, de nos enquêteurs, nous avons attribué à chaque acte un numéro. Et on demandait aux jeunes que l'on interrogeait les numéros des actes qu'ils avaient fait. Et ensuite on leur demandait si le numéro un ou huit ils l'avaient fait à quel âge, si c'était avec une fille ou un garçon, s'ils sortaient ensemble. C'est ainsi que :

- Le 1 correspondait aux caresses du corps
- Le 2 et 3 aux caresses du sexe avec la main
- Le 4 et 5 aux relations eurogenitales
- Le 6 au coït vaginal
- Le 7 au coït anal pénétratif pour les hommes, et le 8 pour coït anal réceptif

Effectivement, il y a des tas d'autres pratiques sexuelles. C'est bien évident. Mais gardez en tête d'une part qu'ils sont très jeunes que la moitié de l'échantillon n'a pas eu de relation sexuelles encore (à peine 50%) et enfin qu'une grande diversité d'analyse des pratiques sexuelles plus minoritaires ne présentait pas sur cet échantillon d'intérêt. Ce qui ne veut pas dire que le choix de ces pratiques n'a pas d'incidence en particulier par rapport à l'homosexualité dès garçons comme des filles. Et en particulier par rapport au premier rapport. Donc on savait vers quel âge ils avaient l'ensemble de ces pratiques, et s'ils les avaient fait de manière séparée, avec des partenaires différents ou avec le même partenaire, à des moments différents.

Mais à un moment donné quand on allait vouloir les interroger sur leur premier rapport et leur premier partenaire, se posait la question de ce que nous allions choisir comme pratiques. La grande majorité des enquêtes sur les jeunes (comme sur les adultes) demande si les gens ont eu des rapports sexuels, et à quel âge. Mais je suis persuadée que certains d'entre nous, dans cette salle, se demanderaient ce qu'ils considèrent comme leur premier rapport sexuel. De fait, nous avons décidé que le premier rapport était quand il y avait eu un rapport pénétratif, quel qu'il soit. Ce qui veut dire que si éventuellement à l'âge de 16 ans, un garçon fait une fellation à un autre garçon et à 17 ans pratique un coït vaginal avec une fille, c'est ce coït vaginal qui sera considéré comme son premier rapport. Idem si une fille caresse le sexe d'une autre fille à 16 ans et a un coït anal avec un garçon à 17 ans. Là où nous avons pensé échapper à la normativité de la pénétration comme définition du rapport sexuel, on se rend compte que nous vivons dans un monde où nous devons d'abord être compris par les personnes que l'on interrogeait, et par les collègues. Et donc, d'une certaine manière, même si nous parlions de caresse du sexe, il y eut dans l'analyse que je vais vous présenter, une forme de retour de la norme de la pénétration comme définition de l'acte sexuel, du fait de l'avoir fait. D'ailleurs la grande majorité des jeunes hétérosexuels qui n'ont pas pratiqué la pénétration ne considèrent pas, quand on leur pose la question, qu'ils ont eu des rapports sexuels. Par contre la totalité des jeunes qui ont des pratiques avec des jeunes de même sexe, qu'ils aient ou non pratiqué la pénétration, sachant que la pénétration manuelle ou avec des objets n'était pas prise en compte pour les filles, considéraient qu'ils avaient eu des rapports sexuels.

En MATIERE de PREMIERE EXPERIENCE

La grande nouveauté, c'est que les filles ont leurs premières pratiques sexuelles à peu près en même temps que les garçons. Et ce pour l'ensemble des jeunes. Par rapport à ce qui se passait il y a vingt ou cinquante ans, l'écart d'âge au premier rapport entre filles et garçons ne cesse de diminuer jusqu'à n'être plus, aujourd'hui, que de quelques mois. C'est la grande nouveauté. Et si les filles rentrent plus tôt dans la sexualité qu'auparavant, elles ont leur premier rapport majoritairement avec des garçons beaucoup plus âgés qu'elles, tandis que les garçons les ont avec des filles de leur âge, voir plus jeunes. Et justement, le problème des jeunes garçons, c'est de trouver des filles avec qui avoir leur premier rapport puisque les garçons les plus vieux les ont déjà eut. C'est-à-dire qu'en gros, les garçons de notre échantillon ont des rapports avec des filles qui sont dans le même groupe d'âge qu'eux, tandis que les filles ont des rapports avec des garçons plus âgés que ceux de notre échantillon. Cette différence entre filles et garçons montre (et explique), sur un certain nombre de choses comme par exemple l'usage du préservatif, des différences de conduite, des modalités d'usage différentes.

Et en ce qui concerne les jeunes homosexuels, l'échantillon étant tellement faible qu'il est impossible d'en tirer des conclusions certaines. Ces jeunes homos (filles comme garçons) sont trop peu nombreux pour construire une affirmation statistique que l'on pourrait affirmer de façon sérieuse et surtout correcte. Pour ce faire, il faudrait un échantillon nettement plus important. C'est la condition nécessaire pour mieux répondre à certaines questions, pour y répondre de façon plus détaillée et précise. Mais il faut savoir que c'est la première étude dans laquelle il y a eu de faite une analyse sur les pratiques ou tendances homosexuelles, étude au cours de laquelle j'ai pu écrire quelque chose sur des jeunes ayant des pratiques (ou des tendances) homosexuelles parce que justement il y avait un chapitre qui abordait cette question. Et quand on aborde la question des tendances, et c'est pourquoi je passe autant de temps dessus, on voit à propos de ces jeunes attirés par les personnes de même sexe qu'eux que l'on retrouve les mêmes tendances que chez les jeunes hétéros. A la différence que celles-ci sont accentuées chez les ceux (parmi les gays et les lesbiennes) qui ont déjà eux des pratiques sexuelles. Mais étant donné la faiblesse de notre échantillon, je le répète, on ne peut pas aller aussi loin et aussi précisément que mesurer de manière statistiquement valide leurs différences d'âge entre partenaires.

Sur l'ensemble de l'échantillon, nous avons 11% des garçons et 21% des filles qui connaissent des amis attirés par le même sexe. Et 6% disent être attirés par ceux de leur sexe. Si cette attirance est sexuellement active, elle se trouve dans ces 6%. Mais c'est le cas de toutes les grandes enquêtes quantitatives sur des groupes ou des phénomènes minoritaires. Je travaille actuellement sur une étude sur les violences contre les femmes, ce qui heureusement est encore une pratique minoritaire. Pour arriver à faire des analyses nous avons interrogé 7 000 femmes. Mais, d'une part la multiplication des enquêtes donne des comparaisons d'échantillon, et d'autre part l'enquête du *CGL* peut être éventuellement un complément, avec la grande difficulté que l'on ne maîtrise pas grand-chose sur les billets de sélection de l'échantillon. Cela peut donner des idées, mais il faut être extrêmement prudent dans la généralisation, faute de quoi on risque très fort de dire des conneries.

Grande SIMILITUDE entre FILLES et GARCONS

D'autre part, nous avons pu noter entre les filles et les garçons un réel parallèle en matière de baiser et de caresses. Comme en matière d'âge lors de l'entrée dans la sexualité. Alors que si on regarde l'âge médian au premier coït, c'est-à-dire l'âge auquel 50% d'un groupe donné a eu une pratique donnée (j'utilise l'âge médian au lieu de l'âge moyen car on ne peut pas utiliser un âge moyen quand l'ensemble de l'échantillon n'a pas fait telle ou telle pratique), il est de 17 ans et 3 mois pour les garçons et de 17 ans et 6 mois pour les filles. L'écart est faible. Les âges moyens calculés dans l'enquête pour les comportements sexuels en France sur les générations précédentes montraient un écart de plusieurs années entre hommes et femmes. Et donc, une des choses essentielles qu'il faut avoir en tête sur la sexualité des jeunes en général, c'est que les filles et les garçons le font maintenant à peu près au même âge. Ce qui ne signifie pas qu'ils en pensent la même chose et que ça se passe de la même façon. Mais leurs calendriers sont parallèles. Et c'est fondamental. L'autre point fondamental, ce sont les trois ans qui séparent le premier rapport sexuel du premier baiser. En âge médian, le premier baisé est à 14 ans. Filles comme garçons. Et de 14 à 17 ans, les jeunes échangent des baisers, des caresses du corps avec des tas de partenaires différents. Ils sortent ensemble sans coucher, et ils font ce que l'on pourrait appeler l'apprentissage de l'hétérosexualité. Et l'apprentissage de la diversité partenariale et des relations avec l'autre sexe.

Sur l'ensemble des 6 500 jeunes que nous avons interrogés, nous n'avons trouvé aucun qui a eu des pratiques avec des personnes de même sexe durant la phase de flirt. C'est-à-dire que les jeunes qui se déclarent attirés par ceux de même sexe ne font rien et ont des amours platoniques ou des flashes, ou quand ils entrent dans une relation physique avec quelqu'un, le passage à l'acte se fait relativement vite parce qu'il n'y a pas de structures existantes pour cet apprentissage pour ces jeunes. C'est, quelque chose de très important à avoir en tête. Par contre, l'attirance pour le même sexe n'implique pas pour les filles et les garçons les mêmes modalités d'entrée dans la sexualité.

Le PREMIER BAISER, ce premier PAS

Les garçons qui déclarent une attirance pour les garçons commencent plus tard, y compris à embrasser. Je rappelle ici que le baiser est le tout premier pas du processus de découverte de la sexualité. Et en matière de baiser, il ne faut pas oublier qu'embrasser c'est majoritairement embrasser une fille pour un garçon et pour une fille embrasser un garçon. C'est-à-dire que ces actes de flirt (comme le baiser) sont très majoritairement hétérosexuels (hétéro-normés), et ce pour tout le monde, garçons comme filles. Mais les garçons attirés par les garçons attendent, quand les filles attirées par les filles, d'une certaine manière se précipitent. C'est une des choses qui ne nous a pas totalement surpris mais qui a quand même été une découverte, car nous ne pensions pas que, sachant que l'attirance homosexuelle est majoritairement dite comme assez faible, que cela puisse avoir une telle incidence sur l'entrée dans la sexualité. D'autant que ce modèle est un modèle recalculé y compris pour les gens qui ne l'ont jamais fait, sur le modèle de courbes de suivi. C'est donc c'est un modèle solide qui repose sur un ensemble de 6 500 réponses. Et on retrouve ça pour le premier baiser, mais aussi pour le premier rapport sexuel et les premières caresses. Toujours avec des garçons timides et des filles précipitées. A 17 ans, il y a moins de filles et de garçons homos que les garçons et de filles hétéros qui ont embrassé. Ce qui veut dire que quand on arrive à 17 ans, alors qu'il y a plus de 95% des jeunes qui se disent attirés par les personnes de l'autre sexe et qui ont déjà embrassé quelqu'un, seuls 80% des garçons homos et 86% des filles homos l'ont déjà fait.

En MATIERE de MASTURBATION

Afin de comprendre l'attitude des filles et des garçons, nous sommes allés voir plus en détail comment cela se passait pour des pratiques qui sont certes sexuelles mais non relationnelles (comme la masturbation). La quasi-totalité des garçons (homos comme hétéros) se sont déjà masturbés, par contre les filles qui disent être attirées par les filles sont beaucoup plus nombreuses à s'être masturbé au moins une fois, et aussi à l'avoir fait la semaine dernière. Dit comme cela, ça paraît bête, mais l'avoir fait au moins une fois est quelque chose d'indicateur d'une pratique courante.

Cependant, on note une moindre déclaration chez les filles que chez les garçons. Il est plus facile pour un garçon de déclarer qu'il s'est masturbé que pour une fille. On avait d'ailleurs formulé la question en "Vous caressez-vous le sexe afin d'avoir du plaisir ? ". C'est un truc important à avoir en tête cette histoire de vocabulaire. J'aurais tendance à penser que les déclarations des jeunes filles doivent être prise comme de réelles déclarations de pratiques parce qu'elles sont cohérentes. Avec toute une série d'autres indicateurs. Avec le fait que chez les garçons, ça ne bouge pas sur le fait de fumer du tabac ou d'avoir consommé de l'alcool dans le courant de la semaine dernière, ou d'avoir consommé au moins une fois dans sa vie du cannabis. Ce sont des indicateurs de rapports aux injonctions tant scolaires que parentales sur l'usage de produit considéré comme toxique et mauvais pour la santé que nous avons pris comme des indicateurs (en particulier sur le cannabis) d'autonomie, voir de rébellion par rapports aux normes.

Je crois qu'il faut toujours avoir les deux choses en tête, on ne peut pas strictement rester dans une optique de santé publique où tout ce qui fait plaisir fait du mal. Car sinon, on ne s'en sortira jamais, on ne comprendra pas que les gens ne cherchent pas à se faire du mal mais à se faire plaisir. Par contre pour les filles, sur l'ensemble de la consommation de ces produits, et essentiellement le cannabis, le pourcentage est presque double pour les filles qui déclarent une attirance pour les filles. Sachant qu'elles ont dans ce cas des groupes plus diversifiés en terme d'âge, et que les jeunes qui déclarent une attirance pour ceux de même excès, qu'ils soient filles ou garçons, ont des groupes plus mixtes et plus divers que les autres jeunes.

A propos du pourcentage de non déclaration d'une pratique faite chez les femmes, la seule hypothèse que nous ayons a été faite durant l'enquête sur le comportement sexuel en France (c'est à dire une enquête sur les adultes de 18 à 69 ans) montre que lorsqu'on pose une question sur la masturbation, les femmes sont très peu nombreuses à répondre oui, mais quand un peu plus loin dans le questionnaire on demande aux femmes si parmi les pratiques dont elles peuvent tirer du plaisir la masturbation occupe une place importante, elles sont beaucoup plus nombreuses à répondre oui. Mais il s'agit de femmes adultes. Ceci dit, les garçons attirés par le même sexe sont un peu moins nombreux à s'être masturbé que les garçons hétéros. 85% contre 93%. Par contre les filles qui sont attirées par les garçons (la grosse majorité de l'échantillon) déclarent pour 40% d'entre-elles s'être déjà masturbé, contre 60% de celles qui sont attirées par d'autres filles. Par contre, sur le fait de l'avoir fait la semaine dernière, pour les garçons il n'y a pas de significativité, quand chez les filles cela passe de 5 à 15%. Les écarts sont très grands, même si la différence pour les garçons entre homos et hétéros reste significative (85 et 93%)

En MATIERE de SOCIALISATION

En gros, si on regarde la sociabilité des jeunes dans ces tranches d'âge, nous avons pour les garçons, jusqu'au début

de l'entrée dans la sexualité, une sociabilité très majoritairement masculine constituée de copains que l'on connaît depuis longtemps et avec lesquels on fait presque tout. Et c'est l'entrée progressive dans les différentes étapes de la sexualité qui font que les filles rentrent au compte-goutte (si j'ose dire) dans le groupe de copains. Par contre, les filles ont dès le départ un univers où il y a plus de garçons dans leur groupe qu'il n'y a de filles dans les groupes des garçons. Comme si d'une certaine manière, un groupe composé uniquement de filles ne pouvait pas exister. Je ne parle pas des groupes tel qu'ils peuvent exister dans les groupes de récréation, mais du réseau de personnes que les jeunes citent surnom par surnom ou prénom par prénom. Ce qui est quelque chose de plus personnel que le groupe avec lequel on traîne dans la cour de récré et qui n'est pas forcément son groupe de potes. L'entrée dans la sexualité fait qu'il y a de plus en plus de garçons dans le groupe de filles, mais les groupes de filles restent toujours plus mixtes que les groupes de garçons. Sauf que pour les jeunes attirés par le même sexe, filles comme garçons, leur groupe sont toujours plus mixtes que ceux des jeunes hétéros. Ces jeunes, et surtout les garçons, prennent beaucoup plus souvent une fille comme confidente. C'est une des fonctions des femmes que d'être la confidente des hommes, et cela commence très jeune. Mais néanmoins, les garçons attirés par les garçons prennent beaucoup plus souvent les filles comme confidente que les garçons hétéros. C'est quelque chose que l'on voit très souvent dans les témoignages, le fait que ce soit une fille qui soit l'amie la plus proche.

Déclarations D'ATTIRANCE pour le MEME SEXE

Environ 6% des filles et des garçons interrogés déclarent avoir eu une attirance, à un degré ou à un autre, pour les personnes de même sexe qu'eux. Et près des trois quart des filles (71%) ont déclaré être surtout attiré par l'autre sexe mais aussi par le même, ce qui est le cas pour moins de la moitié de garçons (45%). En général les garçons affirment plus clairement leur attirance prépondérante et/ou majoritaire pour les garçons que ne le font les filles qui sont attirées par les filles. C'est une des modalités à la contrainte à l'hétérosexualité qui n'est pas la même pour les filles et les garçons. Contrainte qui s'exerce de manière différente sur les filles et les garçons. Quelle que soit leur orientation sexuelle, les filles et les garçons ne sont pas dans les mêmes rapports de sociabilité à l'adolescence, et ce sont les rapports avec les copains et avec les proches qui sont à l'heure actuelle, en tout cas c'est une des conclusions de l'enquête, les plus producteurs de normes. Beaucoup plus aujourd'hui que les parents ne l'étaient dans les générations précédentes. C'est-à-dire qu'il y a eu d'une certaine manière un transfert du rôle d'encadrement de la sexualité de la famille d'origine au groupe de pairs. C'est, je crois, une chose extrêmement importante à avoir en tête. Les jeunes qui ont des pratiques avec des jeunes de même sexe représentent environ 1% de l'échantillon. Et ceux qui ont des pratiques exclusivement homosexuelles, j'ai pu les compter sur deux fois les doigts de mes mains. Un chercheur allemand (Günter Schmitt) a comparé une enquête qu'il avait menée en 1970 avec une enquête qu'il avait faite au début des années 90. Il constate, entre 70 et 90, une relative stabilité du nombre de jeunes filles qui déclarent des pratiques avec d'autres filles et une baisse drastique du nombre de garçons qui déclarent de telles pratiques.

A ce niveau il y a plusieurs hypothèses, aucune n'étant antithétiques à l'autre. La première c'est que paradoxalement la visibilité (publique et sociale) de l'homosexualité peut entraîner pour certains une crainte de stigmatisation d'actes qui avant été considérés comme banals et qui là se voient, pour les plus jeunes, coincés dans une définition. Günter Schmitt pose également l'hypothèse qu'éventuellement une partie des réponses de l'enquête de 70 s'explique par le fait qu'un certain nombre de jeunes garçons n'avaient pas accès aux filles. Il y avait un habitus de touche-pipi entre garçons qui sûrement maintenant apparaît comme beaucoup plus signifiant pour les gens qui s'y livrent et éventuellement comme une désignation possible de l'homosexualité. La troisième hypothèse c'est qu'éventuellement, et sur un effet paradoxal, l'épidémie du sida pouvait avoir pour certains de ces jeunes une capacité de ne pas vouloir en parler dans les enquêtes.

Ceux qui déclarent des attirances pour le même sexe, c'est bien souvent des jeunes qui n'ont encore rien fait. Mais là aussi, comment l'interpréter ? On peut penser que la dure réalité de l'hétérosexualité va les faire rentrer dans le rang, ou qu'ils ne font rien pour justement ne pas rentrer dans ce rang. Quand on se trouve avec ces garçons, et surtout s'ils sont un peu coincés (et c'est là que je dis que la contrainte n'est pas du tout la même pour les filles que pour les garçons), majoritairement ils n'ont rien fait. Mais personne ne sait rien de leur futur. Il est entièrement ouvert, ils déclarent seulement à un moment précis être attiré par les garçons. Et ceux-là vont un peu moins vite que les autres garçons dans l'apprentissage de l'hétérosexualité. Une des analyses possibles, c'est les stéréotypes de sexe. C'est-à-dire que d'une certaine manière, sur les étapes de l'entrée dans la sexualité, chacun de ces groupes se comporte en relative rupture avec les stéréotypes attachés à son sexe. Ces filles sont plus proches des comportements des garçons que des ceux des autres filles, et ces garçons sont éventuellement plus proches des comportements des filles.

ENQUETE du CGL PARIS

Cette enquête a reposé sur un questionnaire qui comportait une centaine de questions qui s'adressaient s'adressent aux jeunes de 15 à 25 ans. Nous avons reçu au total 1 161 questionnaires remplis (ce qui n'est pas si mal). Et une fois où nous enlevé les moins de 15 ans et les plus de 25 ans, nous avons eu un total de 1 152 questionnaires à exploiter. Ce que j'ai trouvé très intéressant en voyant les chiffres, c'est de voir qu'il y a eu une relativement bonne diffusion nationale, puisque 33% des questionnaires provenaient d'associations et de lieux commerciaux dans les différentes régions, et qu'au moins une trentaine de villes étaient représentées. Avec, bien évidemment, des variations selon les endroits. Et 27% des questionnaire rempli nous sont parvenus par Internet (avec le site du CGL, de Gay Com, de Sida info Service, de Fosfo.com). Donc, une des choses qui est assez remarquable pour un échantillon que l'on appelle classiquement boule de neige (qui n'est pas dû au hasard, qui n'est pas non plus représentatif, et qui passe par des structures et des gens qu'ils le filent à d'autres), alors qu'on sait que les lieux associatifs et commerciaux sont beaucoup plus utilisés par les garçons que par les filles, c'est qu'on a une assez bonne représentation des jeunes filles. J'utilise le terme "fille" et "garçon" plutôt que ceux de "femme" et "homme", car je trouve qu'ainsi j'indique bien qu'il s'agit de jeunes. Mais cela n'a pas plus de sens que la clarté du terme, de l'exposé. Bref, on compte 41,59% de filles, ce qui n'est pas mal. Par ailleurs, ce qui est aussi intéressant de voir c'est la distribution par âge. Bien entendu, comme dans toutes les enquêtes et c'est quelque chose de normal, mais quand même ce n'est pas négligeable, nous avons eu beaucoup de réponse de la part des 15/17 ans (11% de filles et 6% de garçons).

Martine : Sachant que la difficulté fut de savoir comment nous allions pouvoir toucher cette tranche d'âge. J'ai l'impression que cela n'a pas essentiellement fonctionné au niveau associatif, puisque la majorité des questionnaires remplis par les tous jeunes le furent par le biais d'Internet.

Brigitte Lhomond : Ce qui cible une population particulière de jeunes. Et vraiment tous les chiffres que je vais vous communiquer sont à prendre avec d'extrêmement précaution car nous n'avons pas encore réussi à correctement maîtriser l'échantillon que l'on avait. Nous avons donc, pour l'instant, quelques données. Mais il va falloir que l'on regarde bien mieux, et de plus près, qui sont ces jeunes qui ont répondu. Mais bon, sachant qu'on entend parler depuis longtemps de cette enquête et que plusieurs personnes travaillent dessus depuis longtemps, nous nous sommes dit qu'à l'occasion de l'Université d'Eté on allait se débrouiller pour avoir quelque chose à dire, d'autant que le sujet du présent colloque est l'objet de cette enquête. Mais on prend tout ça avec beaucoup de précaution. Alors, en matière d'attirance homosexuelle de ces jeunes, par rapport à l'enquête précédente où nous avons beaucoup plus de jeunes qui déclaraient être attirés par les personnes de même sexe, on voit que l'on n'a pas du tout le même échantillon chez les filles et chez les garçons. C'est-à-dire que quand on les compare dans un échantillon aléatoire et représentatif, on peut vraiment les comparer. Mais là, il est clair qu'il y a énormément de jeunes filles (le questionnaire s'appelait "jeunes et sexualités") qui ont une vie sexuelle hétérosexuelle et l'on remplit. Et elles ont eu raison puisque d'une certaine manière elles n'étaient pas du tout exclues de ce questionnaire. Par contre les garçons hétéros ne l'ont pas rempli. De la sorte, nous avons des échantillons assez biaisés, d'un côté comme de l'autre. Ce que j'ai trouvé d'assez frappant dans la distribution du type d'attirance par rapport à celles des autres jeunes c'est la relative faiblesse autant de l'un que l'autre. Sur un échantillon aléatoire, on ne retrouve pas un tel phénomène. C'est-à-dire que c'est presque là qu'il y a les taux les plus faibles.

SAVOIR INTERPRETER les REPONSES

nous notons un très fort taux de non-réponse à certaines questions. Donc avant de pouvoir dire quoi que se soit sur les chiffres, il faut aussi pouvoir analyser les non-réponses, savoir si on peut les exclure (en disant alors pourquoi). Et dans cette enquête, ce taux de non-réponses est énorme puisqu'il est 10%. D'autant plus qu'il était tout à fait possible de répondre "aucune" si besoin. Ceci dit, nous avons noté que 76% des garçons et 35% des filles qui ont donc répondu à ce questionnaire affirment avoir eu (ou avoir) des pratiques homosexuelles.

Partout dans ce questionnaire, et justement c'est le problème des questionnaires de type auto-administré

Toute la QUESTION de la DEFINITION de SOI

D'autre part nous avons posé la question de savoir comment les gens s'identifient. S'ils se définissent ou pas comme étant homosexuels. Et à cette question, la moitié des filles se définissent comme hétérosexuelles, ce qui est assez cohérent avec le fait qu'une grande majorité ne sont pas attirées par les filles et n'ont eu des pratiques qu'avec des garçons, alors qu'entre la moitié et les trois quarts des garçons se définissent comme homosexuels. A ce niveau, nous avons un grand nombre de garçons sur lesquels, en terme d'analyse plus poussée, il est possible de faire des analyses. Entre les catégories "hétéro", "bisexuel", "gay" ou "lesbienne", répondre "ne savent pas" ou par "refus de réponse" indique autre chose que les définitions (termes) proposés dans le questionnaire impliquent. Il est toujours nécessaire, dans le cadre d'une telle enquête, quand on propose de tels questionnaires, de donner aux gens la possibilité de ne pas être dans les cases qu'on leur propose. Très souvent après ces personnes ne font plus partie de l'analyse car on ne sait pas quoi faire d'une case "autre", mais au moins, on leur a laissé la possibilité de s'y mettre.

Mais pour une meilleure analyse des réponses, il importe de contrôler l'échantillon qui se détache derrière les questionnaires remplis. Ce contrôle se fait selon les lieux où a été recueilli le questionnaire en question, en regardant s'il y a des variations en faisant des grands groupes catégoriels, et en voyant la presse et Internet par rapport au reste. Quoi qu'il en soit, cet échantillon est celui-là, il est biaisé. Cependant, ce n'est pas parce que quelque chose est biaisé qu'il n'est pas valide. Un échantillon bien construit avec des biais maîtrisés permet éventuellement d'aller plus loin qu'un échantillon dont on ne sait rien, et donc on ne sait même pas quel biais il a. Autrement on a de grands échantillons représentatifs (avec des dizaines de milliers de personnes interrogées), mais cela représente des millions de francs. Ce que le CGL n'avait pas à sa disposition.

S'AFFIRMER face à L'HOMOPHOBIE

A propos des difficultés que rencontrent les jeunes (dont on parle ces derniers temps beaucoup ces derniers temps (comme nous l'a rappelé Daniel Borrillo), j'ai été assez frappée de constater qu'en fait pour l'ensemble des jeunes que nous avons interrogés (mais là encore, il s'agit d'un échantillon particulier qui fait que les conclusions de l'enquête sont biaisées) l'homosexualité est en général plutôt bien vécue. Encore que plus de 10% des répondants disent mal la vivre. Sachant que dans les quelques croisements qui ont été faits, il apparaît que les garçons qui n'ont pas eu de relations sexuelles sont plus nombreux à la vivre mal que ceux qui ont eu des relations sexuelles. C'est-à-dire que la pratique sexuelle, par rapport à cette période d'attente, est liée à une meilleure acceptation de son orientation sexuelle.

Sur l'ensemble de réponses, on note que 53% des garçons et 25 % des filles ont subi des attaques homophobes. Et 10% d'entre eux ont déjà été frappés au cours des 12 derniers mois. Ce qui n'est pas négligeable, surtout dans une population bien dans sa peau parce que fréquentant les associations. Mais qu'être frappé, cela peut aussi être des échanges de coups. Cette difficulté de définition fait que l'analyse des faits devient plus compliquée. Ceci dit, la moitié des garçons qui ont été frappés (donc 50% de ces 10%) considèrent que c'était en lien avec leur orientation sexuelle. Et pareil pour les 36% des 6% de filles qui ont été elles aussi frappées. Bien entendu il faudrait y regarder de plus près car le terme "orientation sexuelle" est un mot que l'on utilise assez vite, mais que comprend t-il vraiment ? On va prendre quoi en compte ? L'attirance ? Les pratiques ? Les fantasmes ? Ce sont des notions qui n'ont rien d'évident et qui ont été construites quand on les impose à un certain nombre de gens, notamment les répondants d'une enquête. Quant à la question du suicide, 45% des garçons et 44% des filles, indépendamment de leur attirance, de leur autodéfinition et pratiques, déclarent qu'au cours de leur vie, ils ont sérieusement pensé au suicide.

En CONCLUSION

En matière de définition de soi nous avons les mêmes choses, les mêmes éléments d'analyse que ceux de l'enquête jeune. D'ailleurs nous avons fait très attention à ce que les conclusions et autres éléments de réponses de l'enquête du CGL puissent être comparable avec d'autres enquêtes. C'est ainsi que l'on avait comme question "Vous vous définissez comme ?". Les questions d'identité sont des éléments que l'on n'avait pas pris en compte dans l'enquête jeune et qui d'ailleurs n'avait pas été pris en compte non plus dans l'enquête sur les adultes. Contrairement aux enquêtes menées aux Etats-Unis.

Je dois dire que j'ai été très impressionnée par ces chiffres. Et si jamais ils s'avèrent solides, ils montrent qu'on peut penser au suicide et néanmoins bien vivre son homosexualité. Ceci nous indique, aussi, que nous avons beaucoup trop tendance à simplifier les choses. Jeunes et homosexualité, ce n'est pas toujours égal à malheur. Il est éventuellement difficile à certains d'arriver à simplement vivre et exister, à s'affirmer comme étant homosexuel, certains des témoignages l'ont montré ce matin. Mais c'est un temps, un moment, ce n'est pas un destin. Et je crois que c'est vraiment important d'avoir cela en tête même si parfois des subventions ou des aides gouvernementales sont liées au plus grand malheur qu'on pourra exposer. On devrait pourtant savoir qu'on peut faire autre chose.

Quelques QUESTIONS

Le POIDS des REFERENCES HETEROSEXUALISEES

X : Entre 14 et 18 ans c'est la période de la découverte de la sexualité, et c'est aussi à ce moment que l'on subit le plus la pression de l'éducation sexuelle. Et il y a certainement des tas de non-dits par rapport à l'attirance pour le même sexe. C'est pourquoi, peut-être, que vous n'avez que 1% de personnes qui se déclarent homo. Et il serait intéressant de reprendre l'étude dans cinq ans, avec les mêmes personnes, car vous auriez alors des résultats différents. J'avais lu une enquête qui disait qu'en moyenne on s'assume vers 23 ans. Entre 14 et 18 ans, on est dans la phase où on découvre la sexualité avec toutes les références hétérosexualisées (et seulement celles-là). Pour ma part, je suis presque sûr que même dans le cadre de la confidentialité du questionnaire, les jeunes ont montré une certaine réserve.

Brigitte Lhomond : Bien évidemment. C'est une des explications possibles.

X : Le fait de le faire, de sauter le pas, et d'avoir une pratique homosexuelle, c'est une question de repaire, de représentation et d'image. Et j'essaie de comprendre cette différence entre l'attirance et le passage à l'acte. Car à 23 ans, le corps n'est pas le même, on ne réfléchit pas sur les mêmes représentations. On a d'autres repères.

Brigitte Lhomond : Il est exact que l'on passe notre temps à vieillir, chaque jour. Mais est-ce que le fait de vieillir est un facteur qui explique le fait de s'assumer ? Je ne saurais le dire. Mais il est vrai que nous vivons dans un monde hétérosexuel. Et pour un grand nombre de jeunes filles et de jeunes garçons (mais sans doute davantage les filles) il n'est pas forcément facile de prendre conscience d'une attirance homosexuelle. La sexualité n'est pas quelque chose de donné. Pour personne. Même pour les hétéros. La sexualité, c'est quelque chose qui se construit au fur et à mesure. Cela se construit d'une manière un peu plus compliquée quand votre parcours est un peu moins normal.

Toute la DIFFICULTÉ du PASSAGE à L'ACTE

Il y a aussi la question de l'environnement social. Dans tous les cas de déclarations d'attirance homosexuelle, l'un des meilleurs indicateurs de milieu social que nous avons et meilleur encore que les catégories socioprofessionnelles des deux parents, et qui est extrêmement corrélé au milieu social d'origine, c'est la classe scolaire. N'oublions pas que même si les scolarités augmentent pour tout le monde, on a beaucoup plus de chance de se retrouver en centre de formation d'apprenti si on vient d'une famille dont au moins un des parents est ouvrier ou employé que si on vient d'une famille de cadre supérieur. Cependant, il n'y a pas de différence de déclaration d'attirance homosexuelle selon le type de structure scolaire. Nous sommes allés regarder ce qui se passait à ce niveau du côté des centres de formation d'apprentis. On s'est alors demandé si on allait y retrouver autant les stéréotypes sociaux qu'ailleurs. En fait, on en trouve autant si ce n'est plus dans les CFA du bâtiment. Par contre on a trouvé dans les CFA qui préparent aux métiers de la communication un taux légèrement plus élevé de personnes disant être attirés par les gens de mêmes sexe qu'elles. Ce ne sont ni des lesbiennes, ni des gays, ce sont pour l'instant, à l'âge où nous les avons interrogés, des jeunes qui déclarent une attirance pour le même sexe. Certains d'entre eux sont certainement homos. Ainsi quand j'ai regardé précisément ces questionnaires j'ai pu voir que certains de ces jeunes avaient déjà une vie organisée et structurée comme cela. Mais ils forment une très petite minorité de l'ensemble de ceux qui disent être attiré. Par contre, nous notons que dans les lycées professionnels et les CFA, par rapport aux lycées généraux, il y a beaucoup moins de jeunes qui déclarent connaître des jeunes attirés par le même sexe. Nous avons l'impression qu'il y a des établissements où cela peut se dire et être connu. Il y en a où on a l'impression que ça ne peut pas exister. Nous avons essayé de voir si cela était lié à la taille du lycée ou d'autres critères, et nous n'avons pas vraiment trouvé d'indicateurs. Sept ans après, on reste avec des questions.

X : Avez-vous étudié l'endroit où est pratiqué le premier rapport sexuel ?

Brigitte Lhomond : La grande majorité des premiers rapports sexuels (plus des trois quarts) se passent au domicile de l'un ou l'autre des partenaires qui vivent chez leurs parents. Par contre, la quasi totalité des jeunes qui ont des pratiques homosexuelles ne vivent plus chez leur parents. Il y en a sûrement qui le font, mais c'est extrêmement complexe et problématique. Cela aussi donne des "carrières" (comme on dit) à ces jeunes où le départ de chez les parents intervient beaucoup plus tôt, histoire d'avoir une vie sexuelle. Et même pour les jeunes hétérosexuels, c'est un peu problématique au bout d'un moment de pouvoir avoir des relations sexuelles chez les parents. Mais en tous les cas, il est question d'un départ de chez les parents assez jeune, sachant que la norme actuelle (au sens et social et statistique) est de 23/24 ans. Et donc, chez les homos, ce départ intervient beaucoup plus tôt.

X : Vous avez dit que les filles avaient généralement des partenaires plus âgés. Le rapport aux préservatifs était alors différent. Bref, qu'en est-il en matière de conduite à risque ?

Le PRÉSERVATIF, toujours PROBLÉMATIQUE

Brigitte Lhomond : Sur le préservatif, l'un des trucs les plus importants que nous avons pu montrer au cours de notre enquête, et qui continue à exister quand on regarde des enquêtes postérieures, c'est l'incroyable bond qu'a fait l'usage du préservatif, selon l'année où les jeunes ont eu leur premier rapport. C'est-à-dire que les jeunes qui ont eu leur premier rapport sexuel en 86/87/88, et indépendamment de leur âge, sont moins de la moitié à avoir utilisé un préservatif. Ceux qui ont eu un rapport sexuel dans les quelques mois ou quelques jours précédant l'enquête sont plus de 90%. Ce qui veut dire qu'en cinq ans, même si le taux est surévalué par l'enquête (dans la mesure où c'est relativement positif de déclarer qu'on utilise un préservatif, mais à la limite c'est positif quelle que soit l'année où on a eu son rapport sexuel) on a un bond de trente points. Ce qui est extrêmement rare sur une aussi courte période, et que l'on n'a jamais observé en matière, par exemple, de contraception. C'est quelque chose d'important. La prévention, ça marche. En tous chez les jeunes, ça a marché. Ce qui ne veut pas dire que ça marche pour tout le monde, tout le temps, et que c'est durable. Mais il est important de dire que la prévention, parfois, fonctionne.

Et il est possible qu'il y ait un retour en arrière, mais il faudrait regarder pour en être sûr, sur cette même tranche d'âge les résultats du baromètre santé du CFES qui date de 2000. Quand nous avons regardé dans l'enquête de 1994 et l'enquête CFES de 1997, nous étions toujours dans une légère courbe ascendante mais saturée. C'est-à-dire qu'on est entre 80 et 90% qui utilisent des préservatifs au premier rapport, sachant qu'il n'y a quasiment pas de contraception à ce moment-là. Et là, nous sommes tout public, homos comme hétéros. Mais il serait intéressant de vérifier avec les chiffres du baromètre santé jeunes du Comité Français d'Éducation pour la Santé, pour voir si on retrouve cette fraction. Il est tout à fait possible qu'il y ait des infléchissements, mais même si tel est le cas, cela veut dire que la concentration de la prévention qui a eu lieu à la fin ces années 80 et au début des années 90 a produit quelque chose. Mais il n'est pas sûr que ses effets soient durables. D'autant qu'il faut se rappeler qu'à cette époque il y a eu un vrai investissement dans la prévention. Je crois qu'à l'heure il serait difficile de produire la même chose.

Différents facteurs expliquent que l'usage du préservatif (lors de l'entrée dans la vie sexuelle) a tendance à baisser. Par exemple, parmi ceux qui ne se protègent pas alors qu'ils ont des rapports de pénétration, on compte des gens qui étaient vierges lors de leurs premiers rapports et dont le partenaire avait de son côté fait le test. C'est-à-dire que l'on commence à voir chez des jeunes qui ont une relation suivie depuis peu (depuis quelques mois) l'arrêt de l'usage du préservatif est d'une certaine manière réfléchi. Cela se décide d'abord en discutant avec le partenaire, et avec un usage qui n'est pas (à mon sens) irrationnel du test. Et on se rend compte que ce qui fait baisser l'usage du préservatif chez les jeunes c'est la fréquence des rapports, la durée de la relation et la prise de la pilule par la partenaire du garçon. C'est-à-dire un truc où les relations commencent à se construire, à durer, à être plus fréquentes, et où du coup le préservatif qui était un des outils assez banalisés de l'entrée dans les premiers rapports devient quelque chose dont on peut se passer. Et l'usage du préservatif est plus souvent abandonné par les gens qui ont fait le test que ceux qui ne l'ont pas fait. Ce qui n'est pas totalement absurde comme démarche préventive. En ce sens que pour la majorité des jeunes le tout préservatif pendant dix ou vingt ans, en particulier pour la majorité des jeunes hétéros, ce n'est pas tenable. Et surtout ils n'y croient pas. Donc à la limite, et par rapport aux données des différentes enquêtes, il y a quand même une très forte utilisation du préservatif au tout début, et même si elle baisse, elle reste beaucoup plus forte qu'en 85/86. Et aujourd'hui les gens ont des stratégies d'utilisation ou d'arrêt un peu plus compliquées. Qu'il y ait des gens qui prennent des risques, c'est certain, mais en même temps il y a une intégration de la prévention, de la protection, comme quelque chose de personnalisé et de complexe. Et je pense qu'il serait dommageable d'aller contre ce mouvement qui est une forme d'adaptation des précautions à la manière dont on organise sa vie.

Tout à l'heure je parlais des filières scolaires, il est clair que dans les lycées professionnels où les jeunes commencent à avoir des relations sexuelles un peu plus tôt, ils pratiquent un peu plus vite la pénétration et se protègent un peu moins. Et c'est vrai aussi que ces jeunes ont été beaucoup moins l'objet de campagne de prévention et de sensibilisation que ceux des lycées. Quand on demandait l'autorisation à des directeurs de CFA pour faire l'enquête (dont je vous ai parlé au début de mon intervention) il nous est arrivé qu'on nous demande si à cette occasion il ne pouvait pas y avoir d'information sur la prévention. D'autant qu'il n'y avait jamais rien eu de tel dans ces structures, qui effectivement sont beaucoup plus dispersées, où les jeunes se la joue un peu. Et comme toujours, on retrouve des choses qui mettent des sous-groupes dans une situation où potentiellement il y a un peu plus de risque. Et peut-être qu'il faut revenir, sans lâcher le généraliste, à des choses nettement plus ciblées. Et ciblées sur des endroits qui jusqu'à présent n'ont pas eu grand-chose en la matière. De plus, nous avons essayé à propos de certaines problématiques d'avoir des questions proches de l'enquête jeune de manière à pouvoir faire des comparaisons, et aussi sur des questions de santé proches des enquêtes du Comité d'Education pour la Santé. Car comme nous n'avions pas la possibilité d'avoir un grand échantillon représentatif, on pouvait au moins regarder comment cela se passe par rapport à un échantillon plus réduit.

X : A propos de l'enquête jeune, y avait-il des questions du style : "Comment voyez vous l'homosexualité ?

EVOLUTION du REGARD sur L'HOMOSEXUALITE

Brigitte Lhomond : On a relativement (et j'ai tendance à penser que nous avons eu raison) laisser tomber nombre de questions dites d'opinion. Depuis le premier sondage (en 1972) sur la manière dont les gens voient l'homosexualité où nous avons la trilogie (que nous avons eu jusqu'au début des années 80) d'une maladie qu'il faut soigner, d'une perversion qu'il faut punir ou d'une manière comme une autre de vivre sa sexualité, on passe de 25 à 30% de gens qui estimaient que c'est une manière comme une autre de vivre sa sexualité à aujourd'hui plus des trois quarts. Et quelques soient les enquêtes, on note un taux supérieur des trois quarts d'avis favorables.

Cela indique, ce qui n'est pas négligeable, qu'il n'est pas légitime en France d'avoir une opinion négative forte sur l'homosexualité. Si on complexifie, on a la même chose en Allemagne (on est en train de travailler avec plusieurs collègues à une comparaison internationale). Si on regarde les Etats-Unis, l'évolution est similaire. Sauf que la question est d'abord "Est-ce quelque chose qui est toujours mauvais ou seulement mauvais de temps en temps?". La question est posée en terme moral. Et il n'y a que 30% des gens qui considèrent que l'homosexualité n'est pas une mauvaise chose. Est-ce que le fait de poser la question en termes moraux change quelque chose à la perception de l'homosexualité dans les deux pays ? Incontestablement. Mais en même temps si on demande aux Américains s'ils sont d'accords sur les discriminations à l'égard des homosexuels dans le travail, les trois quarts d'entre disent que non. La question est de savoir ce qu'on prend comme mesure, ce qui nous semble utile de savoir pour connaître l'état de la société. Ces enquêtes, de toute façon, existent sans nous. Autant s'y intéresser. Mais on voit combien une seule mesure peut être contradictoire avec une autre. En Allemagne, plus des trois quarts des gens trouvent que l'homosexualité est une manière comme une autre de vivre sa sexualité, mais un certain nombre disent qu'il faudrait castrer les gays. Les Allemands continuent à avoir des questions un peu raides, il me semble. Mais bon, ils veulent comparer dans le temps, alors ils les gardent.

La question c'est bien de savoir ce qu'on prend comme indicateur de l'état de la société. Tout d'abord, on en a besoin de plusieurs. Car je ne suis pas sûre que ce que mesurent les enquêtes sur si pour les gens l'homosexualité est une manière comme une autre de vivre sa sexualité, soit un véritable indicateur de tolérance vis-à-vis de l'homosexualité. C'est peut-être une des formes d'interdit d'une attitude trop virulente contre l'homosexualité. Mais sur quoi cela repose ? C'est une vraie question, mais elle est très compliquée. C'est pour cela qu'il faut plusieurs indicateurs. Et il est vrai que cela ne nous semblait pas (peut-être que nous avons tort) essentiel d'avoir posé cette question dans l'enquête jeune. D'un autre côté il a des gens qui ont fait des études comparatives. Sauf que l'ensemble des chercheurs et des gens qui s'occupent des politiques publiques et qui éventuellement financent un certain nombre de ces trucs, sont davantage intéressés par l'évolution dans le temps dans leur propre pays que par ce qui se passe ailleurs. Encore qu'avec l'Europe on commence à avoir des trucs. En même temps, même si ce n'est pas les mêmes questions, je pense que l'intérêt de ces questions c'est aussi d'analyser comment dans chaque pays qu'elle est la perception antérieure de l'homosexualité. Et il est clair qu'aux Etats-Unis et en Angleterre la question est posée sur un registre moral. Et que sur le registre moral, les trois quarts des gens diront que c'est quelque chose de mal. Par contre, sur le registre des discriminations, ils refuseront les discriminations. Qu'est ce qu'on fait avec ça ? C'est une forme de contradiction, mais c'est aussi une forme de construction culturelle des droits sociaux et de ce qui relève non pas du droit mais de la morale. Et on n'a pas la même que dans le monde anglo-saxon. Clairement.

EDUCATION

ET

FAMILLE

ECOLE et EDUCATION SEXUELLE

Jean Paul MARTIN

Bonjour, j'interviens en tant qu'historien de l'éducation, pas tellement comme militant (bien que concerné), dans le cadre d'une recherche que j'entreprends sur l'histoire de l'éducation sexuelle à l'école, en France. Et aussi de façon comparative avec d'autres expériences de pays francophones que je voudrais aborder aujourd'hui la question de la manière dont l'éducation sexuelle, les discours surtout ont abordé la question de l'homosexualité, s'ils l'ont abordé. Et enfin, et c'est mon hypothèse de travail, en quoi aujourd'hui les représentations de l'homosexualité sont en train de changer, ce qui est possible aujourd'hui et qui ne l'était pas hier dans l'école, au moins au niveau des discours. On pourra voir à partir des nouveaux discours qui se dessinent quels seraient les obstacles à vaincre pour passer à l'acte.

Une TRADITION EDUCATIVE HOSTILE au CORPS

Je dirais d'abord, sans remonter très haut dans l'histoire, que la tradition éducative occidentale scolaire est homophobe. Comme la société l'a été. Dans l'école il y a eu l'homophobie n'est qu'une déclinaison particulière d'une attitude hostile au corps, à la sexualité. On peut dire qu'au moins depuis trois ou quatre siècles (je ne vais pas remonter à Platon), dans la civilisation occidentale l'école fait partie depuis la réforme, Le rationalisme des lumières s'inscrit dans cette perspective de former des êtres de raison. Mais on ne sait pas quoi faire du corps. Et les hommes des Lumières, les penseurs allemands de la pédagogie contemporaine de Rousseau, les gens de l'école philanthropiste (à l'époque des novateurs) s'interrogent sur comment dresser les corps et surmonter le danger de la sexualité adolescente, au moment où l'adolescent se constitue comme catégorie. Entre Rousseau et la naissance de la psychologie de l'adolescence (début du 20^{ème} siècle), l'adolescent est problématisé comme un âge qui pose problème à l'ordre social. La question de l'homosexualité se pose d'emblée, même si elle n'est pas dite, car à cette époque les établissements scolaires sont des collectivités mono sexuées et fermées. L'idéal social pose que les adolescents doivent être soustraits à leur famille pour être dressés à la société. La grande phobie est alors est le corps, le contact physique. Ainsi que la masturbation, mais cette dernière n'est alors considérée que comme de l'onanisme à deux. Tissot (un médecin suisse) s'est rendu célèbre en publiant dans les mêmes années que l'Emile de Rousseau un livre sur l'onanisme qui a lancé ces grandes campagnes anti-masturbatoires, voyant là un danger pour la société et les individus,

Une EDUCATION sexuelle INEXISTANTE

ait pas quoi faire. C'est l'éternel problème de l'éducation sexuelle c'est parler de choses sans susciter les désirs que l'on prétend combattre. Et donc, en tout cas en France (pays catholique), le problème a été de faire exister une éducation sexuelle qui mettrait en garde contre la masturbation ou l'homosexualité, et qui serait donc un modèle de maîtrise hétéro-normative. Il y a toute une série de dispositifs architecturaux ou des règlements disciplinaires qui empêchent les grands de fréquenter les petits. Au fond, la question de l'éducation sexuelle proprement dite ne joue jamais qu'un rôle mineur. Alors elle est relancée à plusieurs reprises et dans des contextes sociaux et culturels divers, comme à la fin du 19^{ème} siècle autour des questions du péril vénérien, de la maîtrise de la procréation. Un certain nombre de mouvements (le mouvement des femmes, le mouvement néo-malthusien ou eugéniste) inscrivent l'idée d'une éducation sexuelle dans l'école. Mais il faut attendre après la seconde guerre mondiale pour voir, timidement, les premières commissions ministérielles se réunir. Mais qui sont tellement focalisées sur la peur de susciter des controverses sociales ou politiques, en particulier la peur d'empiéter (grand argument) sur les prérogatives des familles que ces projets n'aboutissent pas.

A propos de ces dangers considérés comme importants (socialement parlant), on ne

En France, à la fois en raison de la tradition catholique (puisque cela se joue autrement dans le monde anglo-saxon), mais aussi peut-être de la laïcité ou d'une interprétation de la laïcité, on trouve cette difficulté de parler de sexe. Même si assez tôt, dans les années 40 et 50 des pionniers ont fait de l'éducation sexuelle. Mais dans une optique très hétéro normative.

1968 : une ANNEE CHARNIERE

Il faut attendre 68 pour voir, avec la "libération sexuelle", une première mise en place au niveau des textes. Puisque les premiers textes réglementaires sur l'information sexuelle au sein de l'école (les circulaires Fontanet) datent de 73. Leur idée de base est de séparer information et éducation, la description des organes génitaux et de la physiologie de la reproduction commence à être introduit dans le programme de science naturelle. Cependant la dimension éducative sur les problèmes relationnels de la vie affective n'est prévue qu'à titre facultatif. De plus, il faut l'accord des familles. Malgré tout il se fait des choses, parce que le climat général s'y prête. On peut dire que ces circulaires ministérielles répondent à une pression sociale, voir à une contestation sociale. Il y a des affaires célèbres comme l'affaire du docteur Carpentier qui emmène le gouvernement à réagir. J'ajouterais que le modèle qui est donné à l'éducation sexuelle n'intègre pas du tout alors la question de l'homosexualité. Et bien que les années 68 soient un tournant aussi du point de vue de l'homosexualité, ça n'aboutit pas dans l'école. Et même si toute une partie de la vague qui veut développer la révolution sexuelle se montre progressiste, elle montre certaines limites. A l'exemple du docteur Carpentier, par ailleurs auteur d'un trac (distribué à la sortie d'un lycée) appelant à faire l'amour, explique que bien qu'il faille se montrer tolérant, l'homosexualité est quand même une sexualité appauvrie. De la part de quelqu'un qui est alors à la pointe de la sexologie, cela illustre ce que les sexologues pouvaient dire.

AUJOURD'HUI

Entre temps la situation a changé avec l'arrivée de nouveaux textes. Et si l'article que le directeur général de la santé a cité ce matin est appliqué, ça devrait encore être une mini-révolution dans le landerneau de l'éducation sexuelle puisque cela voudrait dire qu'il faudrait organiser entre vingt et quarante heures durant la scolarité d'un élève sur ce sujet. Pour l'instant les textes prévoient au minimum deux heures d'éducation à la sexualité obligatoires aux collèges, plus toute une série d'expériences possibles. Ces séquences sont conçues pour être des lieux de débat entre les élèves et des spécialistes (profs, infirmières scolaires, intervenants extérieurs).

Quant à la question de l'homosexualité, elle est abordée dans les textes officiels. D'une part dans la principale circulaire de 98 qui évoque sans vraiment la nommer. C'est ainsi qu'il est dit que parmi les objectifs de cette éducation il y a le droit à la sexualité et au respect de l'autre, comprendre qu'il puisse y avoir des comportements sexuels variés. Il s'agit de développer l'esprit critique à l'égard des stéréotypes en matière de sexualité, en amenant notamment les élèves à travailler sur les représentations sexistes. Et aussi de travailler à construire une image positive de soi-même et de la sexualité comme composante essentielle à la vie de chacun. Une brochure peu diffusée jusqu'à présent qui s'appelle "Repères pour une éducation à la sexualité et à la vie" de la direction de l'enseignement scolaire et qui a été publiée il y a moins d'un an, aborde la question de l'homosexualité dans une réflexion sur les normes sexuelles. Et parmi un paragraphe "Les questions difficiles", l'homosexualité est abordée de la manière suivante : on distingue identité sexuelle, orientation sexuelle et pratique sexuelle. Il est dit (tout en faisant un tas de distinctions) qu'il est nécessaire que les jeunes dont les désirs les portent vers une personne de même sexe puissent entendre qu'ils ne sont pas les seuls. Et la notion d'orientation sexuelle (qui vient des programmes québécois d'éducation sexuelle) est rapportée à l'intimité d'un choix personnel. L'orientation sexuelle, qu'elle soit homosexuelle, hétérosexuelle ou bisexuelle, ne doit pas finalement être discutée puisqu'elle relève de l'intimité de la personne. Telle est aujourd'hui la doctrine officielle. Cela rejoint un mouvement d'ensemble qui chez les sexologues et un certain nombre de psychiatres et de sexologues qui publient des choses assez différentes de ce qu'on pouvait lire durant les années 70.

Le PROBLEME de la mise en PRATIQUE

Je voudrais terminer en posant deux ou trois questions sur le passage à la pratique. Il est évident que le décalage entre ces textes, ces circulaires officielles et ce qui est fait dans les établissements est flagrant. Daniel Borrillo tout à l'heure a évoqué la mallette pédagogique. Cette mallette, même si elle aborde l'homosexualité dans une fiche technique à remettre aux élèves, ne se préoccupe pas de ce qui est le problème principal. C'est-à-dire d'argumenter auprès des éducateurs et des intervenants dans la réponse notamment aux propos homophobes. Je crois que c'est ce qui aujourd'hui fait le plus défaut, des formations qui ne doivent pas être réservées aux seuls enseignants homosexuels mais qui doivent être destinées à l'ensemble des enseignants. Où cette question de l'argumentation face aux propos homophobes et l'évocation de situation pédagogique devrait être faite. L'éducation sexuelle et la prise en compte positive des questions des jeunes sur l'homosexualité ne doivent pas être réservées aux enseignants et intervenants homosexuels. Ensuite, il faut faire vivre l'éducation sexuelle dans les perspectives de passer à des horaires beaucoup plus consistants. Il me semble qu'aujourd'hui le moment est venu notamment pour les associations de se déterminer et de développer des idées afin d'intervenir dans les écoles. Je crois d'ailleurs qu'il y a des expériences qui se font. J'aurais tendance à dire que le moment est venu d'entrer dans cette nouvelle norme sur la sexualité, dont les gays et les lesbiennes participent désormais puisque par leur combat ils ont contribué à changer cette norme. Et par leur action, ils contribuent encore à la changer tous les jours.

Soni MAROTE

Je vais donc vous parler de l'homophobie à l'école, à travers une enquête que j'ai réalisée (en tant qu'étudiante en DESS de conseiller médiateur genre et sexualité, à l'Université de Reims). Et donc, j'ai la chance de participer à ce colloque et d'avoir été invitée par Monsieur Fortin que je remercie. Je remercie aussi Monsieur Ignasse qui a créé ce DESS Genre et Sexualité qui, je pense, donnera beaucoup d'ouverture à tout ça. Et enfin, je remercie ma directrice de mémoire, Madame Flora Leroy-Forgeot qui me soutient tout particulièrement.

C'est une enquête qui comporte 19 questions à choix multiples, pour une facilité de dépouillement. Je tiens à souligner que j'ai eu d'énormes difficultés à rentrer dans les lycées. Les proviseurs n'étant pas d'accords. Les raisons étaient que les profs n'ont pas le temps, ils ne sont pas assez bien pour sensibiliser les élèves. Moi-même je n'étais pas assez bien pour les sensibiliser. A savoir que l'homosexualité est un sujet tellement grave qu'on ne me permettait pas de rentrer dans les lycées. Seul un lycée LEP m'a laissé rentrer dans ses classes, parce que je connaissais les professeurs personnellement. Et donc pour avoir des sujets d'études, je suis allée à la sortie de chaque lycée et choisi cinq élèves auxquels je distribuais mon questionnaire, à remplir devant moi histoire d'éviter tout biais. Sinon j'ai fréquenté les bars où les lycéens et les lycéennes se rassemblaient. Ce fut donc très long, et c'est pourquoi je n'ai pas obtenu autant de sujets que je l'espérais. Ceci dit j'ai quand même obtenu 377 questionnaires. Essentiellement localisés dans les Ardennes, dans le nord de la France. Je ne généraliserais donc pas pour toute la France. D'autant que les Ardennes est un département très traditionaliste, et très hétéro-normalisé. D'ailleurs la question numéro huit de mon questionnaire qui aborde la question du vocabulaire employé, avec les mots de type "homosexualité", "hétérosexualité", "bisexualité", "lesbienne", "gay", "travesti", et on se rend compte qu'il y a un vrai problème puisque les gens ne savent pas définir ces mots. Les élèves savaient un peu près de quoi il était question, mais mélangeaient l'amour, l'attirance, les rapports sexuels sans aucun sentiment. A douze reprises j'ai eu qu'un homo c'est un pédé. Et beaucoup de termes injurieux, comme l'expression "bic et bouc" pour désigner un transsexuel.

Ceci dit, sur 377 questionnaires j'ai obtenu 86 personnes se disant homophobes (gayphobes et lesbophobes) 11 sujets disaient être contre les femmes et les hommes homosexuels, 10 qui étaient essentiellement contre les hommes homosexuels et deux opposés aux femmes homosexuelles.

Caroline GRECO

Bonjour à toutes et à tous. Je vais donc vous parler de notre association : *Contact Provence*. Ensuite, dans un deuxième temps je vous parlerais d'*Agedo*, notre sœur jumelle en Italie. Et pour finir d'*Euroflag* qui est une association européenne de parents d'homosexuels récemment créée.

Je voudrais tout d'abord vous présenter l'association *Contact Provence*. Nous sommes donc une association de parents d'enfants homosexuels. Ce qui nous a posé pas mal de difficulté d'acceptation. Nous nous rencontrons régulièrement avec des gays et des lesbiennes pour discuter ensemble, afin d'arriver à mieux nous comprendre, à mieux accepter cette différence. Les parents qui viennent chez nous sont souvent choqués par la découverte de l'homosexualité de leur fille ou de leur fils, ils racontent d'autres parents qui vivent la même chose, et découvrent en même temps des garçons et des filles qui racontent leur souffrance pour s'accepter et se faire accepter par leur famille. Beaucoup d'homosexuels cachent leur tendance par crainte de ne plus être aimés par leur famille si elle vient à savoir. Et de leur côté, les parents ont souvent besoin d'une période d'adaptation pour accepter leur fille ou leur fils différent. Le partage de ces difficultés respectives aide à comprendre. Nos réunions se déroulent dans une ambiance très amicale et très chaleureuse. Le but principal de *Contact Provence* reste donc d'améliorer les qualités des relations entre les parents et leur enfant homosexuel. Autour de moi j'entends souvent dire que l'homosexualité n'est plus un problème. Quand cela ne vous touche pas, quand cela n'arrive pas dans votre famille. Car accepter pleinement son enfant homosexuel, cela est tout à fait autre chose. Nous le constatons tous les jours à *Contact Provence*. Je ne vous en donnerais qu'un petit exemple : lorsque nous avons cherché un local pour notre association et quand les bailleurs apprenaient le genre de l'association c'était un refus. Il a fallu s'y prendre à onze reprises avant de trouver quelque chose. En général, on nous disait "pas de gay pride chez nous, et surtout pas de folles ou de travestis". On avait beau expliquer que nous étions des parents, la réponse était invariable : "oui mais vous avez des enfants, nous ne voulons pas de carnaval".

Mais revenons à *Contact Provence*. Nous nous sommes procurés un film vidéo italien : "*Personne n'est pareil*". Ce documentaire est le résultat d'un travail entrepris par l'association *Agedo* qui est une association italienne de parents et d'amis de personnes homosexuelles, afin de répondre à l'isolement ressenti dans leur famille et à l'école par des adolescents qui sont confrontés à une identité qui ne trouve pas de place dans la société. L'originalité de ce film est de rendre compte d'un séminaire de travail au cours duquel se rencontraient des élèves (homosexuels et hétérosexuels) de terminale de différents lycées de Milan, dans une démarche d'écoute mutuelle. Ce film vidéo nous a beaucoup aidé

pendant toute l'année pour servir de base à des réunions d'information, pour parler d'homosexualité, pour lutter contre l'homophobie. Le Ministère de la Jeunesse et des Sports, la section française d'*Amnesty International*, le Conseil Général des Bouches du Rhône ont acheté ce film qui été aussi visionné à la DDASS à Marseille. Les autres associations *Contact* en France ont également acheté cette vidéo. Nous en avons vendu 73 copies cette année. Nous avons également eu l'occasion de rencontrer des élèves de BTS en communication dans un lycée d'Aix grâce à un professeur que nous connaissions, et qui a exceptionnellement obtenu l'accord du proviseur. Nous avons été stupéfiés par les questions. Nous avons eu droit à tous les stéréotypes, mais notre message a fini par bien passer. A la fin de la réunion, nos dépliants ont eu du succès. La vidéo a été projetée à la faculté de psychologie de l'Université de Milan, de Rome et de Londres.

Pour lutter contre l'homophobie, il faut parler ouvertement de l'homosexualité et en donner une image qui ne soit pas uniquement négative, afin de changer les comportements homophobes ambiants qui conduisent parfois, et plus souvent qu'on le croit généralement, à des violences physiques ou psychologiques graves. Il est aussi grave de traiter un camarade d'école de pédé que de bougnoule, et pourtant c'est parfaitement admis pour le dernier. Lors de nos rencontres nous avons souvent entendu des homosexuels dire combien leur adolescence a été difficile. Quand on se découvre différent, quand on a des difficultés à trouver son orientation sexuelle, on se sent alors vraiment seul au monde. Le rejet par les camarades d'écoles et l'homophobie conduisent trop souvent aux tentatives de suicide. C'est pour cela qu'il est important pour nous de parler d'homosexualité dans les écoles, et du respect mutuel que l'on devrait pouvoir exiger. Nous sommes très heureux du film "*Etre et se vivre homo*" qui est un excellent complément pour ce film italien. Nous l'avons visionné lors de notre dernière réunion avant les vacances, et les parents l'ont apprécié. Si les gays et les lesbiennes se sont retrouvés dans le film, les parents ont été touchés par les récits de souffrance. Notre souhait maintenant est de pouvoir faire des réunions d'informations dans les lycées, c'est pour cela que l'expérience italienne nous intéresse et nous aimerions, comme en Italie, pouvoir sensibiliser non seulement les élèves mais aussi les professeurs, afin de lutter efficacement contre l'homophobie.

L'association ADEGO

Nationale pour, dans un premier temps, mettre sur pied et financer dans trois provinces italiennes un programme de formation destiné aux professeurs et proviseurs afin de les sensibiliser aux problèmes de l'homosexualité, et les aider à y apporter une réponse adaptée. Puis dans un deuxième temps, susciter dans toutes les écoles des débats sur le droit à la différence au moyen d'un matériel didactique et du film "*Personne n'est pareil*". *Agedo* a organisé à Milan et à Rome deux sessions de formation réservées à des enseignants, des assistantes sociales et des parents membres d'*Agedo* afin de mettre sur pied des équipes de formateurs qui puissent intervenir auprès des directeurs d'école et des enseignants. D'autre part, en attendant que les structures prévues se mettent en place, le film "*Personne n'est pareil*" a été présenté dans une vingtaine d'écoles au cours de l'année passée. Malheureusement avec l'arrivée du nouveau gouvernement Berlusconi, l'ensemble du processus semble bloqué. Seules la région de Milan et la province de Termi sont disposées à continuer à financer la diffusion du film et les formations prévues. Et donc *Agedo* essaie d'organiser un colloque (le 26 octobre) sur "Homosexualité, les devoirs de l'Education Nationale". Mais il n'est pas sûr que cela puisse se faire.

Agedo, association jumelle de *Contact Provence* a signé en Italie un protocole d'accord avec le Ministère des Affaires Sociales et de l'Education

L'association EUROFLAG

associations européennes de parents d'enfants homosexuels, en créant l'association *Euroflag*. Son siège est à Bruxelles. *Agedo* y participe (pour l'Italie), *Befa* (pour l'Allemagne), *Passerelles Provence* en France, *FLAG* en Angleterre, et enfin *Tels Quels* pour la Belgique. Nous nous sommes unis pour être plus forts dans la défense de nos enfants et dans la lutte contre l'homophobie. Cette année, nous avons décidé de mettre l'accent sur les violences et les discriminations subies par les mineurs homosexuels. Car si les adultes disposent d'associations qui prennent la défense de leurs droits, il n'en va pas de même pour nos enfants. Lorsqu'ils sont mal traités à l'école à cause de leur homosexualité, nous autres parents nous sommes les seuls à pouvoir intervenir. Si nous sommes au courant. D'autre part, nous avons l'intention de lancer un organisme communautaire d'enquête sociologique et statistique afin de procéder à une enquête statistique sur les violences de toutes sortes subies par les mineurs homosexuels ou supposés. Le but de cette enquête est de rassembler des données permettant une prise de conscience au niveau européen et la mise en place de recommandations communautaires et d'une législation adaptée. Ceci n'est qu'une première démarche d'*Euroflag*. Les projets ne manquent pas, mais nous ne sommes pas encore très nombreux, il nous faut donc commencer par ce qui nous paraît le plus urgent. Le député européen Michel Cashman a participé à la dernière réunion d'*Euroflag*, et nous a assuré de son soutien. Nous avons besoin d'encouragements effectifs, car le travail à faire est vraiment immense.

Le travail de sensibilisation et de lutte contre l'homophobie est immense, et c'est pour cela que nous nous sommes associés avec d'autres

Carla BONI

Bonjour, je suis membre de l'APGL, association de parents homosexuels. Je suis moi-même mère de trois petites filles que j'éleve avec ma compagne. Le but de l'APGL est d'inscrire dans la réalité sociale (et juridique) le fait de l'existence de l'homoparentalité. L'association compte des groupes de paroles, organise des soirées conviviales et autres activités. Il y a aussi tout un travail par rapport au politique, où nous procédons à des auditions dans toutes sortes de commission. Et aussi nous avons organisé deux colloques sur la question de l'homoparentalité, en 97 et en 99. Au sein même de l'association nous organisons souvent des débats/thèmes où des gens de l'association peuvent avoir des échanges avec des sociologues, des intellectuels, des psychologues sur différents aspects de l'homoparentalité.

COEUR en COUR et RETOUR à L'ECOLE

Au sein de l'association nous avons créé un groupe afin de travailler sur l'homophobie à l'école. Et très vite nous nous sommes rendu compte qu'il était nécessaire de s'ouvrir aux autres associations. C'est ainsi que nous avons créé un regroupement qui s'appelle "Cœur en Cours" (avec Contact, le MAG et David et Jonathan). Nous avons fait une demande d'agrément qui devrait être examinée par l'Education Nationale courant septembre. Bien évidemment, nous allons nous ouvrir à toutes les associations qui travaillent sur le secteur. Nous en sommes au début, nous sommes donc modestes. Mais nous mettons beaucoup de cœur à l'ouvrage. Et à partir de début octobre nous allons lancer l'initiative "Retour à l'école", où chaque personne (qu'elle soit ou non homosexuelle) remplit une lettre dans laquelle elle déclare avoir fréquenté cette école de telle date à telle date, et demande ce que l'établissement en question fait pour lutter contre l'homophobie. Cette lettre est suivie par un texte (actuellement en cours d'écriture) qui sera distribué dans toute la communauté. Vous pourrez en distribuer des exemplaires à vos amis, s'ils veulent participer. Ce sera mis en place début octobre.

Benjamin

Bonjour, pour ma part je représente l'association ABQ, association suisse domiciliée à Berne (dans la partie germanophone de la Suisse). C'est une petite association d'homos qui interviennent dans les classes d'école. Nous sommes actuellement l'association qui a le plus d'expérience sur le terrain. Nous sommes une petite association qui existe depuis deux ans et demi. L'association est composée de gays et de lesbiennes souvent enseignants (ou encore d'étudiants) intéressés par les questions pédagogiques. Notre espoir, notre intérêt est de vous inspirer, de trouver des initiatives, d'aller dans les classes d'école. Je sais qu'en France la chose est beaucoup plus difficile qu'en Suisse, car en lesbiennes et deux gays). Nous commençons par une petite introduction plénière, puis on divise France tout se passe à l'échelle nationale, contrairement à la Suisse.

A la RENCONTRE des ELEVES, dans les CLASSES

Normalement nous sommes invités par des enseignants mais cela se passe entre les élèves et nous, sans les maîtres. Nous parlons d'amour, d'amitié, d'être soi-même et d'exclusion. Tels sont les termes centraux de nos interventions. Nous travaillons dans la non mixité, et dans chacun des deux groupes (celui des garçons et celui des filles) il y a un gay et une lesbienne qui vont tout d'abord raconter leur coming-out. Et la base de notre vécu, nous rencontrons les élèves. Bien sûr, toutes les peurs, toutes les réticences sont présentes. Il nous faut donc quatre heures pour briser certains tabous, histoire de permettre une communication. L'important pour nous, c'est que nous faisons un travail que des enseignants gays ou lesbiens de la même école ne seraient pas capables de faire, parce qu'ils ont déjà le rôle d'enseignant. Et même si nous pouvons être nous-mêmes enseignants, on intervient dans une autre école. Après notre intervention, il est possible que les élèves posent des questions, notamment de manière anonyme, sur papier. C'est toujours une très bonne expérience. Et effectivement on voit qu'il y a beaucoup, énormément de questions. Surtout chez les filles qui sont moins réticentes que les garçons. Ils ont souvent la casquette jusqu'au nez et regardent par terre. C'est à ce niveau que l'on voit que le fait de travailler dans la non-mixité est quelque chose d'important. Car les garçons ont des années de retard par rapport aux filles.

A la fin de ces quatre heures, on demande à tout le monde de faire un bilan à travers un questionnaire que les élèves remplissent. Toujours anonymement. Si on peut lire des trucs du style "Les pédés au bûcher", nous avons par moment des petits succès, comme un jeune homo qui est en train de faire son coming-out. Mais notre travail ne s'adresse pas seulement aux gays et aux lesbiennes, car les hétéros ont aussi une orientation sexuelle et il faut qu'ils l'acceptent, qu'ils la découvrent. Normalement, tout le monde se sent concerné par notre intervention. Et finalement, nous avons des échos positifs de la part des élèves, de la part des enseignants qui collaborent. Bien sûr, parfois il y a des problèmes avec les parents car on ne peut pas accéder à la sphère familiale, notre travail se limite à l'école. Par contre notre manière de travailler permet que les enseignants qui nous invitent puissent discuter avec les parents. Nous travaillons avec les élèves, pas avec les parents.

Quelques QUESTIONS

X : A propos de ce qui se passe en Suisse, vous intervenez auprès des élèves de quel âge ?

Benjamin : En fait, des élèves âgés de 11 ans à 20 ans. C'est-à-dire depuis la 5^{ème}/6^{ème} jusqu'au lycée. Mais nous intervenons aussi dans les écoles professionnelles, les écoles d'infirmières. Nous intervenons dans tout ce qui peut exister comme école. Mais bien évidemment, notre travail n'est pas le même selon la tranche d'âge concernée.

Ne plus se CONTENTER D' ACTIONS PONCTUELLES

Patrick : Je suis membre de *Mousse* et élèves de Science-Po Paris. Je voudrais savoir, par rapport à ce qui a été dit, au sujet de la réforme des circulaires de Ségolène Royale, si cela vous semble pertinent de rester dans un schéma d'éducation sexuelle inclus dans les cours de biologie, ou ne vous paraît-il pas opportun d'aller aussi vers tout ce qui est nouvelles formes d'instruction civique ? Ensuite, autre question, est-ce que vous pensez qu'à long terme nous allons pouvoir nous contenter d'opérations pilotes où les associations homosexuelles viennent dans les écoles qui veulent bien qu'elles viennent pour se présenter et présenter leur travail, et non pas quelque chose non pas de plus massif mais de plus systématique, où les professeurs eux-mêmes dispensent de l'instruction sur la tolérance, sur l'acceptation des homosexuels, sur ce que c'est que l'homophobie et pourquoi il est nécessaire la combattre ? Et enfin dernière question, pensez-vous que le terrain est mûr pour réclamer une modification de la circulaire actuelle, celle de 98, avec notamment la loi de juillet dernier pour demander que parler des sexualités soit non seulement conseillé mais surtout obligatoire ?

Jean-Paul Martin : Alors, pour la première question, je me suis peut-être mal exprimé, mais nous ne sommes plus aujourd'hui dans la perspective des seuls cours de biologie. C'est la perspective d'il y a 25 ans. Je parle au niveau des textes. Et du côté des cours de biologie il y a eu des évolutions, en ce sens que l'on aborde les questions de contraception ou d'avortement. Mais l'innovation actuelle est de dire qu'à côté de cela il faut rendre obligatoires des séquences dans lesquelles le débat avec les élèves puisse avoir lieu sur des questions qui les intéressent. C'est replacé dans le cadre de l'éducation à la santé. La problématique de ces séquences dépend d'un autre programme d'éducation à la santé. Et ça se relie effectivement à la citoyenneté (vous avez raison) au sens que depuis les nouveaux programmes de collèges sur l'éducation civique et l'éducation à la citoyenneté, on tend aussi à l'organiser sous forme de débat. Sauf que ce cadre est tout à fait utilisable il y a des questions supplémentaires auxquelles il faut faire attention, notamment tout ce qui est le respect du droit à l'intimité des élèves, du droit de parler ou de ne pas parler. Il y a donc tout un système notamment de questionnement anonyme qui est parfois utilisé, comme le système dit de boîte aux lettres où l'intervenant recueille à l'avance les questions, et donc organise le savoir qu'il veut faire passer ou les éclaircissements qu'il veut donner, en fonction de ces questions. Cela demande effectivement des gens tout à fait formés, et dans une certaine optique. C'est à ce niveau qu'il me semble qu'il y a des interventions à faire sur l'offre de formation, et qu'il y a à réfléchir sur l'action des associations. Personnellement, j'ai été très intéressé par l'exemple suisse, mais nous en sommes encore très loin. Je ne sais pas si c'est en raison de la centralisation ou pour d'autres raisons. Mais j'ai le sentiment qu'il y a à réfléchir plutôt à l'intervention des associations au niveau des IUFM. Je ne sais pas si nous en sommes actuellement au stade où des intervenants homos pourraient intervenir en tant que tels, sauf alors à imaginer des journées sur la sexualité dans un cadre où il y a plusieurs associations. Et effectivement, une part de la séquence pourrait leur être attribuée. C'est comme cela que je vois les choses. Je pense que nous sommes effectivement dans une période de mutation, mais les blocages sont essentiellement au niveau local puisque les chefs d'établissement sont souverains. Ce n'est même pas une question d'agrément préalable des associations, même si cette question peut se poser. Mais elle ne me paraît pas déterminante. Il y a aussi quelque chose qui repose sur la confiance, c'est-à-dire que l'homophobie est une chose mais les rapports qui feront qu'un proviseur dira oui ou non à la présence d'une association sera liée aux rapports de confiance personnels. C'est souvent dans des rapports interpersonnels que cela se joue.

La question de L'ACCEUIL des MINEURS

X : Je voudrais demander à Madame Greco, vous parlez de l'association *Contact* et vous avez dit que les enfants se retrouvaient souvent seuls. Vous parlez de mineurs. Je ne pense pas que dans le cadre de l'homosexualité on puisse tant que ça départager mineur et majeurs. Hors il me semble qu'il y a des associations de jeunes. Personnellement, je fais partie de *FAG*, association d'étudiants sur Aix. Nous n'avons pas parmi nous de membres mineurs, mais des associations comme le *MAG* ont des membres qui sont mineurs. Ce sont ces associations qui parlent avec leurs membres avant même qu'il y ait eu contact avec la famille. Et là aussi, ce n'est pas pareil. Vous dites que dans votre association que vous êtes des parents qui souffrent, que les enfants souffrent aussi, et que vous discutez, mais les enfants ne sont pas si seuls que ça. D'accords, c'est un cadre qui est très difficile à franchir, il m'a fallu beaucoup de courage et il a fallu que je m'interroge moi-même avant que rentrer dans mon association, mais on est là.

Caroline Gréco : Nous avons du mal nous comprendre, car nous n'avons pas de mineurs à *Contact*. Mais on a la mauvaise habitude de parler d'enfants quand on parle des gays et des lesbiennes par rapport aux parents, afin de distinguer les enfants des parents. Et donc, nous avons de jeunes, mais majeurs. Et quand je parle des jeunes qui se découvrent homos, il est vrai qu'à ce moment ils se sentent seuls. Ce que l'on entend à l'association, c'est qu'on le dit à personne, on se cache, on ne sait pas très bien comment s'accepter et où en parler. Et c'est à ce moment-là qu'on se sent seul. D'autre part à Marseille il n'y a pas tellement d'associations (contrairement à Paris) ou un gay qui se découvre gay peut aller discuter et rencontrer d'autres homosexuels.

Nathalie : Au *MAG*, il n'y a pas de membre de l'association mineur sans autorisation parentale. Nos statuts sont clairs : nous accueillons aussi des jeunes de 16 à 18 ans, mais avec l'autorisation de leurs parents. Et uniquement. Et nous n'accueillons pas de jeunes de moins de 16 ans car ils n'ont pas la majorité sexuelle.

PARLER D'INFORMATION plutôt que D'EDUCATION

Hussein : Je suis membre du *Collectif Contre l'Homophobie* de Montpellier. Je souhaiterais intervenir en particulier à propos de la mallette pédagogique et vous demander, aux uns et aux autres, si vous avez eu l'occasion d'être confronté à cette mallette. Trois heures d'éducation à la sexualité par an, ce n'est rien quand vous avez à aborder les questions de contraception, l'IVG, les MST, le sida. Ensuite, je formulerai quelques objections de forme, avant de parler du fond. Et donc sur la forme, il me semble choquant que l'on puisse appeler ça "Education à la sexualité". Je ne vois pas de quel droit un professeur va éduquer à la sexualité ses élèves. Je préférerais le terme "Information sur les sexualités". Vous allez me dire que c'est de la sémantique, mais très souvent la forme c'est le fond qui remonte à la surface. Ensuite, sur des aspects beaucoup plus de fond, j'ai regardé la cassette qui est incluse dans cette mallette pédagogique, et il m'a semblé que c'est une vidéo faite pour les maternelles. Vous avez un personnage rose et un personnage bleu (comme d'habitude, on retrouve les stéréotypes du rose pour les filles et du bleu pour les garçons). Et vous avez donc deux espèces de ronds qui veulent s'accoupler, et si vous ne voulez pas qu'ils s'accouplent et qu'ils aient un troisième rond, il faut mettre un préservatif ou avorter. Sachant que la contraception ou l'avortement est montré de manière un peu négative. Cela me choque beaucoup.

Ensuite, sur l'aspect du fonctionnement de cette mallette, je suis allé voir tous les syndicats enseignants de mon académie en leur demandant ce qu'ils en pensaient. Quand la mallette a été rendue publique, il y a eu tout un ram damé dans la presse, mais aujourd'hui beaucoup de syndicats n'ont jamais ouvert cette fameuse mallette. J'ai poussé le vice plus loin en allant dans les établissements demander aux proviseurs et aux enseignants comment ils l'a présentaient. Ils m'ont expliqué que normalement la mallette pédagogique est dévolue au professeur principal qui doit la présenter, hors parfois le principal est prof de philo ou de math ou de géo, et n'y connaît absolument rien, où a des problèmes pour parler de sexualité. Et dans ce cas, il range cette mallette et celle-ci n'est jamais présentée durant toute l'année scolaire. Deuxième cas, le professeur principal dit qu'il a son programme qui est suffisamment chargé et qu'il refuse donc de la présenter. Et c'est le proviseur qui pour s'en débarrasser impose la mallette à un autre enseignant qui peut être le prof de technologie, de gym, peut importe. En général le prof qui proteste le moins, celui qui se retrouve avec la mallette. Et alors, face aux carences du personnel enseignant qui n'est pas formé pour ou qui ne se sent pas à l'aise pour parler des problèmes de sexualités, n'est-ce pas justement le boulot des associations homosexuelles de rentrer en tant qu'intervenant pour le faire ? La seule fois où nous avons été sollicité en tant qu'association homosexuelle, ce fut par un aumônier d'un lycée privé catholique. Les lycées de l'enseignement privé ont toujours refusé parce qu'ils ont peur que les parents fassent un élève de boucliers parce qu'on parle d'homosexualité. Et sinon, on passe par les copines du Planning familial. Donc on triche. Je vais avec la délégation du Planning, on parle de chose et d'autres et on se débrouille de glisser parmi les questions anonymes une question sur l'homosexualité, ce qui permet de rebondir et d'en parler. Voilà comment on continue de passer entre les mailles du filet. Et si les profs se sentent gênés, c'est à nous de le faire, et il faut que les pouvoirs publics nous donnent les moyens de le faire.

Nathalie : En fait, cette mallette pédagogique me donne l'effet d'un leurre. Il y a des lycées où ils ne l'ont jamais eu, qui ne savent même pas qu'elle existe. Cette mallette a vraiment été un leurre. En plus, visiblement elle n'a pas été suffisamment distribuée puisque des gens ne l'ont jamais vu. Parfois la cassette vidéo n'était pas dedans. En fait, cette mallette est une véritable honte. C'est vrai qu'il faudrait avoir l'énergie et le temps de faire une campagne là-dessus. Enfin bref, il faut dire que cette mallette n'a jamais réellement servi.

X : Cela me fait penser à ce qu'a rapporté Michel Dorais à propos de ce qui se passe au Québec, où les premières interventions ont été faites dans les établissements privés catholiques. Ceci dit, je voudrais ajouter qu'il existe en France quatre établissements d'éducation nationale qui sont autogérés. Ce sont des établissements pilotes ; A ce niveau, je pense qu'il pourrait être intéressant, pour ceux d'entre vous qui sont à proximité de ces établissements, d'y tenter des expérimentations. Je crois qu'il y a plus de chance de rentrer dans ce type d'établissement scolaire que dans un établissement normal avec un proviseur. Il y en a un à Paris, un autre à Saint Nazaire (qui est très connu), à Caen, et j'ignore où est le quatrième.

Nathalie : En fait, actuellement il existe plein d'initiatives qui partent en même temps. Et il est vrai qu'il faut partir des IUFM, mais il faut aussi que chaque personne qui a une entrée dans une école lance le truc. Certes, en France il faut toujours prendre par le haut sinon on n'obtient rien, mais cela prend beaucoup de temps. Mais toute personne ou association, comme *A Jeu Egal*, qui est d'avoir de mener des initiatives à son niveau, il faut y aller, il ne faut pas hésiter. C'est maintenant qu'il faut agir, et ce d'autant plus que les esprits s'ouvrent, qu'il y a des possibilités. Bien évidemment, il y a toujours énormément de blocages culturels sur la sexualité, il y a encore beaucoup de gens qui ont des difficultés à en parler, mais c'est la société actuelle. L'évolution va venir très lentement, mais en attendant ce n'est pas pour cela qu'il faut s'autobloquer. Dès que c'est possible, il faut le faire, il faut agir.

Les IUFM, une PORTE D'ENTREE

Jean-Michel : De Toulouse. Je voudrais parler de l'expérience qui a lieu à l'IUFM de Toulouse. Il y a plusieurs associations qui se sont associées pour organiser une conférence au sein de l'IUFM, l'organisme qui forme les futurs enseignants et enseignantes, les conseillers et conseillères d'éducation. Cette conférence est en deux parties, elle dure au total une heure et demie. Et donc, pendant 45 minutes il y a une présentation de nos différentes associations (*GELEM, Jules et Jolies*, parfois *l'APGL* et d'autres encore). Cela fait déjà trois ans que cette expérience a lieu, et cela s'est toujours bien passé. Bref la première partie consiste en la présentation des associations, suivie par des témoignages des jeunes qui sont soit encore à l'école ou qui viennent de terminer cette expérience. Des jeunes qui donc et témoignent de leur expérience, de leur confrontation à l'homophobie. Sinon il y a aussi des enseignants qui pour certains sont dans les associations organisatrices, qui pour leur part expliquent leur expérience d'enseignants et comment on peut aborder cette thématique dans le cadre des écoles, des collèges et des lycées. Ensuite il y a un débat où pendant 45 minutes nous procédons un échange avec la salle. Les retombées sont toujours intéressantes puisqu'il y a de plus en plus de monde. D'ailleurs, sur les fiches où les élèves disent s'ils sont ou pas satisfaits de ces conférences, en général ils disent qu'ils ont été très intéressés.

Thomas : J'aimerais savoir comment a été instituée cette conférence de 45 minutes. Je suis moi-même délégué syndical à l'IUFM ou j'étais stagiaire et j'étais au conseil d'administration de l'Académie de Créteil. Il y a des modus de rapport sociaux de sexe, et j'ai suggéré que l'on institue une question sur la question des sexualités, et je n'ai pas eu la réponse de savoir comment cela se décidait, si cela pouvait se décider, si c'était à l'initiative d'un responsable d'une discipline ou d'un directeur. Si tu as une réponse à cette question, ce serait intéressant car cela me permettrait de faire avancer les choses à Paris et à Créteil, dans le cadre des IUFM.

X : Sur l'IUFM de Toulouse il y a un cycle de conférences qui est organisé par l'IUFM lui-même, des conférences pour ouvrir à diverses autres problématiques. Ces conférences sont optionnelles et à la fois obligatoires, c'est-à-dire que pour les gens qui sont en formation il faut qu'ils en aient suivi un certain nombre (six ou huit). C'est pour cela qu'il y a des fiches de présence. Et sur tout le programme de l'année, c'est eux qui choisissent suivant les thèmes qui les intéressent le plus. Et l'association *Gelem* au début est allée voir directement la direction de l'IUFM et lui a proposé d'intervenir dans le cadre de ces conférences. Le thème de notre conférence était "L'homosexualité à l'école : dire, agir, savoir". Et pour compléter ce que disait Jean-Michel, au niveau de l'intervention sur l'IUFM il y a plusieurs axes qui sont abordés. C'est-à-dire le fait de sensibiliser les futurs enseignants au fait qu'ils auront peut-être des jeunes homos dans leur classe, qu'ils auront aussi des jeunes qui vivent dans des familles homoparentales, le fait qui seront avec d'autres enseignants qui seront homos et qui ne le cacherons pas, comment se servir de ça pour la visibilité.

HOMO et SOURD : une DOUBLE OPPRESSION

Cédrique : Bonjour, je fais partie de l'association *Aides* de Grenoble. Cela fait des années que nous accueillons des sourds. C'est la première année que je viens, et je suis vraiment contente parce que cela m'a permis de voir que nous partageons un peu les mêmes expériences de vie et d'oppression. Et j'ai envie de poser une question à propos des interventions dans les écoles de sourds. Il y a des lycées spécialisés pour les sourds, pour les handicapés, mais les jeunes qui sont homos, comment peuvent-ils faire pour se manifester, pour poser des questions ? Quels moyens ils ont ? Pour l'instant je ne vois absolument rien pour ces jeunes. J'ai plein d'amis sourds qui ont subi de l'homophobie dans ces lycées, dans ces écoles spécialisées. Que peuvent-ils faire ? A qui peuvent-ils s'adresser ? Ensuite, à propos de ce qui se passe en Suisse, je ne sais pas comment on pourrait procéder pour faire de même. D'autant que cela me paraissait intéressant.

Violette Saubin : Je suis présidente de l'association *Contact Lyon*. Nous faisons des réunions entre les parents et les jeunes, mais aussi l'accueil des sourds homosexuels. Nous avons deux interprètes en langue des signes bénévoles. Cet accueil est ouvert à tout le monde en attendant que cela se crée dans d'autres associations. C'est vrai que *Contact Grenoble* pourrait aussi faire l'information de ces réunions, nous ferons donc un effort en ce sens, entre nous. Et à propos de faire des interventions ailleurs, comme aller à Grenoble, pourquoi pas. Car nous essayons de percer, de faire des interventions dans les lycées. On a fait une seule intervention puisqu'un seul proviseur a accepté (début 99). Et sur tous les autres courriers pour tenter de s'introduire dans les autres lycées, on a eu toujours des refus, voir pas du tout de réponse. Donc, nous allons continuer en ce sens, et pourquoi pas aller plus loin.

X : Je connais quelqu'un qui a fait partie d'une association de prévention du sida et qui a essayé d'entrer dans une école pour jeunes aveugles. Et à qui on a répondu que les jeunes aveugles avaient déjà suffisamment de problèmes pour ne pas en plus évoquer les problèmes de sexualité en général.

Violette Saubin : C'est aussi difficile pour les parents d'enfant sourds homos d'accepter la situation. Ils le traduisent sur la maladie, sur le fait que l'enfant est sourd et en plus homo. Ces parents ne viennent pas, et les jeunes viennent pleurer chez nous, nous disant qu'ils aimeraient bien que leurs parents viennent.

Laurent : Je suis anciennement membre de *Contact Paris* et aujourd'hui de *Contact Provence*. Je connais un proviseur (qui est membre de ma famille), et je lui ai posé la question de quand il accueillait des homos au sein de son lycée, qui est un grand lycée parisien. La réponse a été de me dire que de ma part il ne pouvait pas me répondre positivement, car je ne n'étais pas un ancien élève. Et s'il disait oui, non seulement il aurait les parents d'élèves mais en plus, vu le quartier (même si le lycée est situé près du quartier homo de Paris) il aurait les juifs du quartier sur le dos. Je pense que c'est un peu l'idée qui a été lancée par l'APGL, de renvoyer une lettre vers nos anciens établissements respectifs de manière à pouvoir les pénétrer plus facilement. Car on a eu un relationnel qui s'est créé, et il est possible que les proviseurs, les directeurs de ces lycées sont encore en place et acceptent de recevoir des délégations. Pour certains, c'est mon cas, j'ai bougé de Montpellier à Paris, j'ai donc des correspondances sur Montpellier.

Ne pas OUBLIER L'ACCEUIL des MINEURS

Ensuite, par rapport aux mineurs, il y a effectivement le MAG qui accueille les mineurs à condition qu'ils aient une autorisation parentale. C'est souvent le gros souci, c'est qu'on ne peut pas venir dans une association et en même temps dire aux parents que l'on est homo. Surtout à 16 ans. J'ai connu le cas d'un jeune homme de 16 ans qui non seulement habite dans un département qui n'est facile en terme d'ouverture morale et qui en plus a des parents qui dépriment complètement. Et il me dit qu'il prend sur lui, qu'il ne va pas faire son coming-out maintenant, car il pense que ses parents risquent de souffrir encore plus. De plus, il craint de tuer son père en faisant ça. Donc il le vit très mal, et il n'ose pas aller vers les associations car en plus elles sont loin. Toutes les associations sont sur Paris. En Ile de France, quand on est hors de Paris il n'y a plus rien. Pour sortir, ce n'est pas toujours facile. Alors il y a les chats sur Internet, et souvent on y retrouve ces jeunes homos qui sont mineurs, qui ont 13, 14 ou 16 ans. J'essaie de faire avancer les choses, de mon côté, de manière ponctuelle. Et j'ai lancé un projet au niveau du CGL et au niveau de *Contact*, j'en ai parlé avec Caroline (que je connais depuis deux ans). L'idée, en fait, est de créer une maison d'accueil pour les jeunes mineurs qui sont jetés de leur foyer. Parfois c'est une réaction brutale et violente, mais d'autres fois ça va passer. Et donc l'idée est d'avoir quelque chose qui non seulement fasse un rôle de CGL au rez-de-chaussée mais également qui héberge et qui essaye de conserver ce lien avec le social. Et pour les homos qui sont plus âgés (ceux qui ont 25/26 ans), un lieu qui permette un hébergement temporaire de deux mois afin de leur permettre de rebondir et de repartir dans la vie. Mais ça, c'est un projet de longue haleine. C'est quelque chose que je ne peux pas faire tout seul et je lance l'idée aux associations intéressées.

COMMENCER par S'OCCUPER des TPE

François Lepoutre : pour ma part, je suis professeur d'histoire/géo dans un établissement catholique privé sous contrat. Et je voudrais que l'on évite d'idéaliser l'enseignement catholique. Même si très souvent c'est assez ambigu dans la mesure où dans mon établissement j'ai une expression de l'homophobie très explicite de la part de certains collègues, alors qu'en même temps mon homosexualité est connue et semble être acceptée, tant que je n'en fait pas trop. Voilà pour la présentation. J'ai pris connaissance parmi les différents intervenants des difficultés à entrer dans les établissements, et dans mon lycée j'ai constaté que la réforme d'Allègre a produit quelques effets. Il s'agit d'un enseignement qui se fait à plusieurs profs, mais en gros c'est les élèves qui font les sujets. Et ce qui est très important c'est que dans l'esprit de la réforme les élèves sortent du lycée. Donc ils posent les sujets, sortent du lycée, font les problématiques, choisissent leurs intervenants. J'ai vu au CGL une lettre d'élève expliquant la démarche, et j'ai eu moi-même des élèves qui sont partis dans des sujets très intéressants. Et je pense que l'on pourrait stratégiquement préparer une réponse à ces TPE. Sachant qu'en plus il y a aussi l'éducation civique, juridique et sociale (autre réforme) dans laquelle on parle des transformations de la famille. Dans mon établissement que je considère quand même comme un laboratoire en ce qui concerne l'homophobie, car il y vraiment une homophobie assez forte, j'ai vu des collègues essayer d'aborder des questions de PACS ou d'adoption avec des tentatives pour essayer d'être neutre. Le deuxième point de ce que je pense être une stratégie pour arriver de l'extérieur, passerait sans doute par un travail de lobby sur les programmes. En histoire/géographie et lettre notamment. Je pense que l'on peut travailler pour faire pression. Nous l'avons déjà fait, par exemple, sur la question de l'esclavage comme crime contre l'humanité. A ce niveau, il y a eu des réflexions qui ont été poussées. Et des pressions notamment sur les auteurs des manuels scolaires. Sachant que beaucoup de profs vont plutôt s'inspirer du manuel que du programme. Ce n'est pas bien, mais ça se fait souvent comme ça. Je sais qu'en histoire j'apprécie d'avoir des documents supports où l'homosexualité est évoquée car à ce moment là cela se fait très spontanément.

INTERNET et TEXTES REGLEMENTAIRES : des OUTILS

Philippe : Je suis moi-même enseignant et je m'intéresse à l'homophobie à l'école depuis 96. J'avais réuni à l'époque un groupe d'enseignants gays et lesbiens (le *Groupe Aglaé*). Ce groupe existe encore, sous forme amicale, et s'est recentré sur la convivialité. Car il y a un problème de vivre son homosexualité et finalement de véhiculer une certaine norme. J'ai des collègues qui ont l'image moule à gaufre, nous sommes des gens qui rentrons les gamins dans des moules. Et c'est vrai que quand on arrive avec le sujet de l'homosexualité, ça fait tout exploser. J'avais donc créé cette association. Je continue à m'intéresser à cette question grâce à un site Internet (<http://homoedu.free.fr>). J'ai eu le plaisir de voir qu'il est cité dans "*Mort ou fin*", le dernier ouvrage de Michel Dorais. Pas mal de jeunes lycéens me demande l'autorisation d'utiliser des informations qu'ils trouvent sur Homoedu, dans le cadre des TPE. Il est vrai que l'Education Nationale fonctionne à coup de mesurette, le courrier se perd (quand j'écrivais à Ségolène Royale, elle trouvait le moyen de perdre le courrier. C'est du moins ce qu'elle m'écrivait). On a l'impression qu'il faut sans arrêt relancer, les courriers, les contacts se perdent, les ministres changent, et rien ne bouge vraiment. Rien, sauf les textes. Les choses évoluent au niveau des textes. Maintenant tout enseignant peut travailler à partir des textes et des directives. Mais il n'y a aucun moyen, notamment de formation. C'est grave. Cependant les lycéens pourraient bousculer l'institution. Ils vont peut-être la bousculer parce que c'est quelque chose dont on parle de plus en plus et qui les intéresse, quelle que soit leur orientation. Le deuxième axe, c'est les IUFM. Il y a besoin que les associations comme *Contact*, le *MAG*, l'*APGL* interviennent avec des enseignants volontaires pour aller voir les profs en formation initiale, et ceux en formation continue. Après il faudra, dans un deuxième temps, agir sur les plans de formation de l'Education Nationale, ce qui ne sera pas une mince affaire. Mais déjà avoir des résultats grâce à des interventions dans les IUFM, avec la cassette de ce matin ou d'autres documents.

Ensuite, et je suis content de voir que l'*APGL* va reprendre la Back To School Campaign (opération "Retour à l'école"), car sur *HomoEdu* elle y est depuis février. Et il y a déjà des gens qui la renvoient. C'est une initiative internationale qui vient du GLSEN de New York (les profs gays américains), et qui a été reprise en Europe par Stéphane Riethauser de Lambda Education (organisation suisse de production de matériel pédagogique. www.lambda-education.ch) qui m'a permis de la reprendre en France. C'est libre de droit. Et je pense que c'est très intéressant que ce soit repris un peu partout, y compris par les associations d'étudiants (comme *Mousse*). Il y a vraiment un mouvement d'ensemble pour faire bouger les choses. Nous les enseignants gays, nous sommes touchés par la question, d'autres pourraient éventuellement s'y intéresser, mais nous sommes bloqués. Car il y a le "pas de vague", la peur des proviseurs, des principaux et des directeurs d'écoles, des parents d'élèves. Et il y a besoin d'une décision politique. Il faut donc pousser nos politiques, nos élus à aller beaucoup plus loin, à s'engager au-delà d'une mallette pédagogique qui il est vrai n'est qu'un leurre total. Maintenant, s'il y a des enseignants intéressés, je fais un petit appel. *HomoEdu* est un site de ressource éducative.

Forcément **LEGITIME** pour **INTERVENIR** ?

X : L'intervention des associations dans les lycées ou les collèges pose problème. D'abord, sommes-nous légitimes pour le faire ? Car s'il y avait des associations de cathos ou de fachos qui allaient dans les écoles, on trouverait cela insupportable. Nous savons qu'on a raison, mais à partir du moment où on nous ouvrira la porte, à qui on l'ouvrira après ? Ensuite, sommes-nous bons pour le faire ? Parce que nous sommes des associatifs ? Je suis étudiant, je ne connais rien à la psychologie des collégiens. Par contre, peut-être que l'approche par les IUFM est plus pertinente car on livre telle quelle la manière dont on a vécu les choses à des profs qui sont en train de se former.

Thomas : Alors par rapport au regroupement inter-associatif *APGL| MAG| Contact| David et Jonathan*, il est évident que les interventions seront précédées de formation. On ne s'improvise pas intervenant en milieu scolaire. Il faut être clair avec soi, savoir précisément ce qu'on va dire. C'est la position que nous avons à *Coeurs en Cour*, c'est que toute intervention doit être précédée de formation.

Nathalie : Il y a une différence entre faire de l'information sexuelle et des témoignages. En Suisse (pour reprendre cet exemple) ils font des témoignages. Ils peuvent tout à fait le faire. Il n'y a aucun problème à partir du moment où il y a une entente. Et visiblement à *Jeu Egal* ils font la même chose. Il y a différents niveaux possibles. Et il ne faut pas hésiter à y aller dès qu'on peut, parce qu'il n'y a qu'en faisant, en partant du haut et petit à petit qu'on va arriver. C'est ce que je disais tout à l'heure, il faut arrêter de s'autobloquer parce qu'il y a ceci ou cela, il faut y aller quand on peut.

Benjamin : Quand nous allons dans une classe nous sommes au minimum quatre personnes, on travaille en deux sous groupes. Et sur ces deux personnes il y a une personne qui a des expériences pédagogiques car elle est, par exemple, enseignante. Après, dans notre association nous travaillons sur la formation. Car nous avons plein de choses à apprendre. Déjà, aborder le sujet du coming-out ce n'est pas facile pour tout le monde. En fait, on procède de manière autodidacte car il y a beaucoup de gens qui ont beaucoup d'expérience et on s'entraîne mutuellement à l'intérieur de l'association pour établir et pour stabiliser notre programme pédagogique qui effectivement doit persister.

FAIRE en sorte que les **PROFS PARLENT**

Jocelyne : Je suis aussi enseignante en collège. Au sujet de la circulaire de 98 et la loi de juillet 2001, est-ce que la circulaire dit expressément que les principaux et les proviseurs ont l'obligation d'assurer ces trois heures par an, et est-ce qu'elle précise les professeurs qui doivent assurer ces séances ? Ensuite, dans un collège qui n'était pas très loin du miens, j'avais une collègue qui participait avec d'autres professeurs à un relais sexualité. Depuis plusieurs années ils parlaient de tous les sujets. Avec le système des boîtes aux lettres, ça marchait bien. Et dernièrement, certains ont décidé de parler de l'exclusion, et ma collègue m'a demandé si je voulais bien intervenir, en affichant donc mon homosexualité. J'ai accepté, cela s'est très bien passé avec les collégiens. Dans son propre établissement si on a de bonnes relations, on peut très bien en parler avec les professeurs de SVT, les profs d'éducation civique et les infirmières, pour essayer chaque fois de faire pression pour qu'ils parlent d'homosexualité et d'homophobie. Dans chaque établissement il y a un projet d'établissement qui peut être différent, et si on sent qu'il y a un terreau propice, il ne faut pas hésiter. Il faut en parler, essayer de faire participer le plus grand nombre de personnes possible.

Jean-Paul Martin : Ce que vous dites est dit dans la circulaire, c'est-à-dire que ces séquences ou d'autres formes d'intervention doivent être inscrites dans le projet d'établissement. Mais il n'y a pas de professeur de discipline qui soit désigné à l'avance, puisqu'il s'agit de faire appel à des volontaires. Et le problème difficile à gérer c'est qu'il faut que ce soit inscrit obligatoirement (pour l'instant c'est deux heures au collège) à l'emploi du temps, et on fait appel à des personnes volontaires. En fait, dans la pratique je rejoins ce que disait tout à l'heure quelqu'un qui parlait du prof de gym à qui on refila la présentation de la mallette, les chefs établissement ne savent comment faire. D'abord ils sont bombardés d'autres initiatives, journées de ceci et journées de cela. Et comme ils doivent ces deux heures, y compris les financer, il leur faut rabioter sur ceci ou cela. C'est un peu un casse-tête dans la situation actuelle. Ce qui explique que ce ne se fait pas, au final il y a quantité d'endroits où rien n'existe, mais en même temps on peut dire que c'est en train de se mettre en place. Il y a une montée en charge. Bref, soi cela n'existe pas, soi c'est refilé à des gens soi-disant volontaires mais que ça n'intéresse pas et quoi vont le faire n'importe comment. Dans l'académie de Lille j'ai participé cette année à une commission rectorale, on estime qu'il y a un tiers des collèges où ces textes sont appliqués. Et dans ce cas vous pouvez avoir effectivement des choses pas mal qui se font et qui intègrent les préoccupations liées à l'homosexualité, parmi d'autres préoccupations. Mais c'est évident qu'en deux heures, en quatrième, on ne peut pas aller très loin.

Thierry : Je suis enseignant et homo. Je travaille sur la région de valencienne. A propos des associations qui avaient du mal à entrer dans les lycées, à Lille il y a le *Comité de Reconnaissance Sociale des Homosexuels*. Ce sont des enseignants qui vont voir leur proviseur et qui demandent à inviter les associations. Si ça vient de l'extérieur, le proviseur va se débarrasser rapidement des problèmes ennuyeux, en revanche s'il y a une pression interne à l'établissement ça se passe mieux. On peut, en étant enseignant et homo, avoir un travail de lobbying à l'intérieur de l'établissement dirigé vers ses collègues. J'ai pas mal de collègues qui sont censés réfléchir sur les problèmes de la vie, notamment des profs de philo, et quand je discute avec eux, je vois bien qu'ils n'ont jamais prêté le moindre intérêt à la question et que leur réflexion sur le problème est assez stupéfiante. Ils vous racontent des choses qui sont de l'homophobie la plus terre-à-terre, tout simplement parce qu'ils n'ont pas réfléchi au problème. Et j'ai eu l'occasion de voir que leur discours évoluait, qu'après ils me disaient qu'ils avaient eu la démarche d'avoir des discours pour lutter contre l'homophobie dans le cadre de leur cours. C'est déjà une victoire. Mais personnellement, j'essaye dans le cadre du collègue (en quatrième et en troisième), en prenant le prétexte de la lutte contre le sida, notamment à l'occasion de la journée de la lutte contre le sida, de faire venir des gens de *Aides* avec comme objectif secondaire la lutte contre l'homophobie. Même si cela fait un peu politique du pauvre de se servir de ce genre de prétexte, de la lutte contre le sida, pour parler de l'homophobie, c'est déjà mieux que rien. Et ça passe beaucoup mieux auprès des autorités de l'établissement. Mais il est vrai que je serais très mal à l'aise pour répondre à des questions du genre qu'est-ce que c'est le fist-fucking, si Tabata Cash s'est vraiment fait prendre par un cheval. C'est plutôt à des gens de l'extérieur à répondre à ce genre de question, parce qu'il faut savoir que les adolescents de plus en plus tôt, parfois dès la sixième, voient des films pornographiques. Ils ont donc au moins une connaissance théorique des pratiques sexuelles, ils ont vu des images. Et ils sont souvent dans un discours de provocation. Et je me sens très mal à l'aise à avoir à répondre à ce sujet, tout en étant homosexuel et très ouvert sur ce genre de problèmes. Je préfère donc que ce soit des gens extérieurs qui le fassent.

Un DEBAT très RICHE

Jean Paul Martin : J'ai trouvé ce débat débattage très intéressant parce que assez concret. Il y a des expériences qui confirment que le terrain est en train de bouger. Je dirais que le débat fait écho à des préoccupations qu'on entend un peu partout. Le mois dernier, *Sida Info Service* a organisé à Paris une journée sur l'homophobie à l'école, c'est le même genre de préoccupation. On retrouve des actions au niveau des IUFM, changer les programmes scolaires, les TPE, l'éducation sexuelle. On voit bien sur quel lieu, sur quel domaine des actions seraient possibles. Et avec tout le problème des associations, si oui et comment elles doivent intervenir. Nous avons eu l'éclairage suisse qui est très différent culturellement de ce qu'on imagine immédiatement en France, mais qui enrichit la palette. Et effectivement distinguer ce qui est témoignage, je l'ai entendu comme quelque chose qui s'adresse aux jeunes presque comme quelque chose d'un groupe de pairs, des gens plus avancés qu'eux qui les briffent sur quoi il est possible de faire. Ce qui rejoint la cassette italienne "*Personne n'est pas pareil*" où on a ce genre de débat entre jeunes, qui est cette fois médiatisé, où dans le film que nous avons vu ce matin. Mais je pense que cela n'exclut pas des interventions d'accompagnement où effectivement il faut que des paroles adultes puissent être dites. Et parfois, cela se fait de manière formelle, dans des cours ou dans des lieux, ça peut aussi se faire de manière beaucoup plus informelle.

Caroline Gréco : J'ai été très intéressée par tout ce qui se passe dans les écoles en matière d'intervention. Cela m'a donné des idées. Et surtout le témoignage suisse m'a époustoufflé. Bravo.

Benjamin : Je suis vachement content que vous preniez en compte quelque chose qui n'est pas de chez vous. Pour des francophones, ce qui n'est pas francophone c'est toujours tellement loin. Et que vous preniez au sérieux notre expérience, j'en suis content. Depuis que j'ai rejoint cette association, chaque fois que j'en parlais, chaque fois qu'en France je parle de nos expériences dans les écoles, on me rétorque que cela ne sera jamais possible ici, qu'en France les gens ont peur, que les gens n'osent pas prendre des initiatives. D'accord il y a un centralisme en France, mais je pense qu'il n'y a pas que ça. Il y a aussi nous qui pouvons nous former mutuellement, et qui pouvons prendre des initiatives sans l'accord ministériel. Il faut oser, il faut avoir du courage, et je vous encourage à avoir du courage.

X : J'ai le sentiment qu'il y a un foisonnement d'idées et d'expériences qui ont déjà démarré et qui ne sont pas forcément connues. Et qu'il n'est plus question d'attendre quand les conditions sont favorables pour qu'une grande transformation s'opère au niveau de l'école, et aussi pour les jeunes qui sont en dehors de l'école (dont nous avons peu parlé). Je remercie donc tous les intervenants de cette table ronde. D'autre part je vous rappelle que des actes vont être publiés. Il y a un énorme travail qui va être fait, car c'est non seulement sur l'ensemble de la journée mais également sur l'ensemble des *Universités d'Été* que ce travail est fait. Et vraiment je tiens à féliciter la personne qui va s'en occuper car je sais que c'est colossal. Il me reste à vous inviter à vous joindre à la conclusion de cette journée qui me paraît extrêmement riche.

En

CETTE

FIN

DE

JOURNEE

En cette FIN de JOURNEE

Jacques FORTIN

Nous allons donc procéder à la conclusion de cette journée. Je vais saluer Gwen le Gouin celle qui est ressuscitée parmi nous. Je vais saluer qui d'autres encore... je ne sais pas. Je crois qu'il y a Jean le Bitoux quelque part. Bon, pendant que les gens arrivent et s'installent, je demande aux intervenants de venir à la tribune afin qu'on leur fasse un dernier coucou. On va y aller. On attend notre ami interprète en langue des signes. Durant cette journée, nous avons un ou deux sourds présents parmi nous, et avec nos deux amis traducteur nous avons pris la décision, pour nous politique, de faire qu'il existe une traduction pour les sourds pendant ce colloque.

Nous sommes le MOTEUR de la LUTTE contre L'HOMOPHOBIE

Nous avons beaucoup parlé d'homophobie, c'est une réalité sociale diffuse dans l'ensemble du corps social et encore active un peu partout. La lutte contre l'homophobie est certes une lutte qui exige des lois comme nous l'avons demandé, et des actions publiques, mais le vrai moteur de la lutte contre l'homophobie c'est nous, notre capacité à nous et à tout ce qui est solidaire avec nous (je salue en particulier *MixCité* et d'autres associations). C'est cette action solidaire et cet ensemble d'action (les nôtres et les leurs) qui peuvent pas à pas, sur chacun des terrains sociaux faire reculer les choses. C'est donc un travail multiforme qui exige de vis-à-vis de l'Etat et de l'ensemble des collectivités un travail d'exigence. Il ne s'agit pas pour nous d'aller simplement vendre notre âme en demandant des subventions, il s'agit d'abord d'exiger réparation. C'est dans une logique de réparation est de prévention qu'il s'agit de nous tourner vers les collectivités locales, l'Etat pour dire que notre citoyenneté a été pendant des décennies (sinon des millénaires) bafouée, et aujourd'hui nous exigeons que des moyens nous sont donnés pour réparer cette situation et de faire qu'elle ne se reproduise plus.

C'est le sens de la démarche que nous avons eu en nous adressant aux différents ministères cette année. Le Ministère des Affaires Sociale et de la Solidarité, Ministère de la Jeunesse et des Sports, secrétariat d'Etat à l'économie solidaire. Et nous avons donc été accueillis par ces ministères, et nous avons obtenu un certain nombre de soutiens importants. Ce soutien nous ne les recevons pas avec reconnaissance comme des donc bienveillant des autorités, nous les recevons toujours dans cette logique de réparation. Néanmoins, en l'état actuel des choses, obtenir ce genre de soutiens il y a deux choses importantes dedans. Il y a une qui est normale, c'est qu'il faut que nous montions des projets cohérents et articulés à des forces réelles qui soient capables de les porter, de faire ensuite ce qu'elles disent aux institutions. Et cela nous met dans des contradictions dont nous avons parlé hier soir. Il y a une deuxième qui aujourd'hui est un fait, c'est qu'il y a dans ces ministères il y a des gens qui ont à cœur de faire leur travail et qui, soit par leur histoire personnelle, soit par leur amitié, et s'il n'y avait pas ces gens là, aujourd'hui on aurait beaucoup plus de mal à se faire entendre. Et c'est valable dans les trois cas de ministères que je vous ai cité, des ministères que nous avons sollicité. Je tiens donc, de façon anonyme, à saluer ces personnes qui par leur vie, par leurs convictions, leur amitié savent aujourd'hui débloquer des choses qui sinon seraient bloquées et longtemps encore pour nous.

Etre VISIBLES

Ensuite, ce colloque nous l'avons voulu car il y a un débat dans l'*Université d'Eté* depuis longtemps sur comment être visible dans Marseille. Certains parlaient de faire une manifestation, de faire une fête. Et nous avons choisi le colloque. Car on peut être travesti, faire la fête, s'envoyer en l'air, et être tout à fait à même de faire un colloque, d'ailleurs en travesti aussi, porter des débats, les mettre sur la place publique et inviter ceux et celles que nous estimons pouvoir ou devoir prendre part. Un certain nombre ne sont pas venus, nous continuerons le travail auprès d'eux, et de façon in peu insistante suite à la réussite de ce premier colloque. Je parle en particulier de l'Education Nationale sur le plan social et un peu des responsables de la Jeunesse et des Sports sur le plan local. Je parle des responsables, car nous avons ici là encore des acteurs de terrain qui sensibilisés sur

ces questions ils ont fait leur métier. Ils n'ont pas fait preuve d'amitié, ils ont fait leur métier en venant écouter et travailler avec nous. Il y a aussi aujourd'hui un certain nombre de travailleurs sociaux et de divers pratiquant de divers métiers que nous avons invité et qui ont bien voulu venir. Je les remercie chaleureusement. Ils sont anonymement parmi nous. Ils nous ont écouté, on les avait en parti vu lors de réunions faites avec la DDASS. Merci d'être venu. Certes vous faites votre métier, mais ça nous fait plaisir que vous le fassiez avec nous.

Enfin, nous avons des inquiétudes sur ils seront à la page, est-ce qu'il y en aura là, serons-nous nombreux ce matin, compte tenu du fait que les calins traquenard de la nuit peuvent durer tard. On s'inquiétait donc sur le fait que la foule serait ou non au rendez-vous. Merci à toutes et à tous d'être venus.

Robert SIMON

D'abord je trouve que cela fut assez frustrant d'avoir à choisir entre les quatre ateliers qui se sont tenus cet après-midi. Ceci dit, en conclusion de cette journée je voudrais vous dire trois choses sur la

manière dont j'ai vécu cette journée. Tout d'abord vous dire pourquoi il me semble que c'était un événement, ensuite revenir sur le thème du suicide et l'homophobie, et enfin indiquer quelques pistes pour continuer.

Cette JOURNEE fut un EVENEMENT

Je crois vraiment que cette journée était un événement à la fois pour l'UEEH, pour les pouvoirs publics et pour le Ministère de la Santé que je représente ici. Pur l'UEEH car c'est un colloque sur la ville avec des invitations adressées à d'autres personnes que les participants de l'UEEH, parce que c'est un colloque financé par les pouvoirs publics avec un soutien institutionnel encore plus fort que les années précédentes. Pour les pouvoirs publics c'était aussi un événement, nous avons eu la présence du chef de cabinet de la Ministre de la Jeunesse et des Sports, Bernard Kouchner a tenu à être représenté, Jack Lang a apporté son parrainage. Alors je sais bien que Aides aurait souhaité que les ministres viennent en personne. On va y travailler, et peut-être que l'an prochain ils seront là. Pour le Ministère de la Santé c'était aussi un petit événement parce que les questions de la santé des homosexuels étaient jusqu'à présent traité sous l'angle sida. Aujourd'hui nous avons un peu parlé de sida mais beaucoup d'autres choses. Et puis en particulier c'est la première fois que l'on aborde devant ce type d'assemblée la question du suicide des jeunes homosexuels. Et je voudrais revenir sur ce point car il y a eu quelques réactions, et je voudrais préciser la manière dont on l'entend à la direction générale de la Santé.

L'HOMOSEXUALITE n'est pas le PROBLEME

D'abord, sans arrêt dans mes propos j'ai parlé du lien entre homophobie et suicide et non pas entre homosexualité et suicide. L'homosexualité n'est pas le problème. Le problème c'est l'homophobie. C'est elle qui peut créer une souffrance. J'ai le sentiment qu'aborder ce sujet gêne un certain nombre de personnes parce qu'elle donne une image misérabiliste de l'homosexualité. La plupart des homosexuels qui sont ici sont des gens qui sont bien dans leur peau, on peut peut-être dire qu'aujourd'hui l'homosexualité est quelque chose qui est bien vécu. Ce serait intéressant de montrer jusqu'à quel point. Mais ce qui est sûr c'est qu'il y a des gens qui la vivent mal, ou du moins qui vivent mal les réactions de leur entourage. Et donc il me semble qu'il est intéressant d'en parler. J'ai du mal à comprendre que l'on parle à ce sujet d'infantilisation inadmissible, que l'on veuille faire de la lutte contre l'homophobie mais que l'on considère comme inadmissible que l'on traite du lien entre homophobie et santé, ou que l'on dise que certain voudrait travailler sur cette question pour récupérer de l'argent public.

Je crois que la question est plus sérieuse. Il y a effectivement un problème dont on ne connaît pas l'ampleur, mais si on en croit les travaux à l'étranger (et notamment ceux de Michel Dorais) il y a un problème. Il n'y a pas de raison que ce problème n'existe pas chez nous. Depuis 15 ans on a reconnu que dans le domaine du sida la prévention fonctionne, il n'y a pas de raisons qu'en matière de prévention du suicide des jeunes homosexuels ça ne marche pas. Et ça marchera si on le veut, si les homosexuels le veulent. Car si les homosexuels ne soulèvent pas cette question, je ne sais pas qui la soulèvera.

PARLER afin de faire RECULER L'HOMOPHOBIE

Aujourd'hui ce problème est nié par beaucoup de gens, si les homosexuels n'essaient pas de soulever la question, elle restera dans les tiroirs et personne n'en parlera. Je crois qu'en parler c'est engager des actions contre l'homophobie. Et cela peut donc aider les jeunes d'aujourd'hui et les générations qui viennent, qui souffrent, qui ont souffert. Cela peut aider toute la société, en faisant reculer l'homophobie. C'est une prévention qui peut bénéficier à tout le monde. J'ai donc du mal à comprendre que des homosexuels puissent être réticents devant le fait que les pouvoirs publics veuillent s'attacher à cette question. D'autant plus que Florence Leroy-Forgeot ce matin a dit qu'elle considérait que les effets psychologiques de l'homophobie étaient identiques à celui du viol ou de la maltraitance à enfant. Ce sont quand même des sujets durs, graves, des sujets qui sont pris sérieusement par les pouvoirs publics. Et qu'on ne prenne pas au sérieux les souffrances vécues par une petite partie, disons une minorité des homosexuels, même si c'est qu'une toute petite partie, celle-ci existe, et refuser de travailler sur cette question serait à mon avis grave. Cela me rappelle ce que j'ai vécu ici à l'*Université d'été* en 85, quand des gens venaient nous dire qu'il y avait une maladie qui s'appelait le sida et que certains disaient qu'ils ne voulaient pas en entendre parler, que c'est le discours de ceux qui veillent apporter atteinte à notre liberté sexuelle. Et on a vu assez rapidement que ceux qui tiraient la sonnette d'alarme avaient raison. Donc, je crois qu'il ne faut pas nier qu'il y a un problème et qu'il faut travailler sur cette question.

Il faut CONTINUER le COMBAT

Le dernier point que je voudrais aborder, c'est que cette journée. Si elle était importante, elle est insuffisante pour faire bouger les choses. Et donc il faut continuer. Mais comment, et dans quel sens ? D'abord sur la méthode, je dirais que les associations et l'Etat doivent travailler ensemble. Gilles Garnier, le chef de cabinet de la Ministre de la Jeunesse et des Sports a dit comment il voyait cette relation entre les associations et l'Etat. Je suis tout à fait en accord avec lui sur ce point. Il faut reconnaître la tension productrice qu'il peut y avoir dans ces relations. Les associations et l'Etat ne sont pas toujours d'accords, les associations ont pour rôle d'aiguillonner les pouvoirs publics, mais aussi de travailler avec eux. Et pour aller plus loin, dans mon intervention de ce matin je vous invitais ceux qui sont intéressés par les questions de santé à contacter leur direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, que ceux qui sont concernés et intéressés par l'Education Populaire se fassent connaître auprès des directions départementales de Jeunesse et Sport. Et puis, pour ceux qui veuillent travailler avec l'Etat au niveau national, il est plus facile de le faire quand on est organisé en fédération, dans une structure nationale.

Et donc il me semble que c'est une des faiblesses du mouvement homosexuel français c'est son éclatement. C'est aussi sa richesse. Mais un lieu comme l'*UEEH*, un lieu de rencontre est à mon sens extrêmement riche à ce niveau pour avoir une parole commune et entrer en relation avec les pouvoirs publics. Dans quel sens continuer, il faut d'abord que les associations se structurent et se renforcent. Et là, l'Etat devrait pouvoir apporter son soutien. Et puis il me semble que ce travail ; se fasse dans un sens toujours plus de solidarité. Il me semble, par exemple, que la diversité ethnique et sociale de notre assemblée n'est pas très grande. Alors que les problèmes que nous avons abordés cet après-midi touchent toutes les catégories sociales. Il faut que les associations essaient d'inclure, de travailler avec des gens de toutes origines ethniques et sociales, ainsi qu'avec les personnes handicapées. Je suis heureux que durant cette journée il y ait eu une traduction pour les sourds. Mais il y a de multiples handicaps, et les handicapés vivent aussi les problèmes dont on a parlé aujourd'hui.

Une loi contre L'HOMOPHOBIE

Toujours dans le cadre de la lutte contre l'homophobie nous avons parlé aujourd'hui d'un projet de loi, j'en avais très peu parlé durant mon intervention car ce n'est pas de la responsabilité du Ministère de la Santé, c'est celle de du Ministère de la Justice. Etant donné que la législature approche de sa fin, je crois qu'il est difficile que cette loi soit votée. Il pourrait y avoir un début de débat au Parlement, mais les différentes navettes entre le Sénat et le Parlement ne me semblent pas pouvoir arriver à leur fin avant la fin de la présente législature. Et à côté de cette action législative il y a une multitude d'actions que l'on peut mener sur la société afin de faire reculer l'homophobie. Et déjà depuis la création de l'*UEEH* en 79, la société française sur ce point a beaucoup évolué. Et elle évolue par l'action de chacun, de ceux qui sont concernés par ces questions, et entre autre par la visibilité des homosexuels et des lesbiennes. Beaucoup de jeunes n'ont pas de modèles, ne connaissent pas d'homosexuels dans leur entourage. Je crois que c'est une aide, que ça peut être une aide pour beaucoup de jeunes. Ce sont des actions que tous les homosexuels et toutes les lesbiennes peuvent mener individuellement sans avoir à être organisés. Et puis il y a toute une série d'actions sur lesquelles il est important que les associations et les pouvoirs publics travaillent ensemble.

Je crois donc que cette journée a été importante, et je suis heureux d'y avoir contribué. Je suis heureux d'avoir passé cette journée ici. Et je vous souhaite à tous de continuer ce travail, au moins jusqu'à l'*UEEH* de l'an prochain.